



# L'agriculture en 2035 dans les aires urbaines de moyenne importance de la région Languedoc- Roussillon-Midi- Pyrénées

*Aires urbaines d'Albi, Rodez,  
Montauban et Castelsarrasin-  
Moissac*

**Rapport final  
Avril 2018**

Rapport rédigé par  
Julie SEEGERS et Clara VOIROL,  
Blezat Consulting, 04 78 69 84 69,  
[julie.seegers@blezatconsulting.fr](mailto:julie.seegers@blezatconsulting.fr)



Développer les filières alimentaires | Révéler les territoires ruraux

*Étude commandée par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation,  
et financée par le programme 215.*

*Ce document n'engage que ses auteurs et ne constitue pas nécessairement le point de vue du MAA.  
SSP-DRAAF-2016-061*



## Les interlocuteurs de la mission

### **Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt**

**d'Occitanie** : Jean-Pierre Cassagne - DRAAF Occitanie - 05 61 10 62 67 - [jean-pierre.cassagne@agriculture.gouv.fr](mailto:jean-pierre.cassagne@agriculture.gouv.fr)

**Direction départementale des territoires de l'Aveyron** : Delphine Roche et Samuel Breiller-Tardy : 05 56 75 49 15 – [delphine.roche@aveyron.gouv.fr](mailto:delphine.roche@aveyron.gouv.fr)

**Direction départementale des territoires du Tarn** : Frédéric Martorell – 05 81 27 50 35

**Direction départementale des territoires du Tarn-et-Garonne** : Sophie Dumartin, Christelle Ferradou, Nolvenn Daniel, Sophie Denis – 05 63 22 24 35 – [sophie.dumartin@tarn-et-garonne.gouv.fr](mailto:sophie.dumartin@tarn-et-garonne.gouv.fr)

**Le lien vers le drive rassemblant l'ensemble des documents produits pendant la mission (durée de validité du lien non connue) :**

<http://draaf.occitanie.agriculture.gouv.fr/Etude-prospective-Avenir-de-l>



## SOMMAIRE

### Table des matières

---

<b>1</b>	<b>INTRODUCTION : LA DEMARCHE ET LE PERIMETRE DE L'ETUDE .....</b>	<b>6</b>
1.1	Une mission portée par les services de l'Etat .....	6
1.2	Le choix de la prospective et de 2035 .....	6
1.3	Une question centrale : la place de l'agriculture .....	7
1.4	Un sujet de plus en plus d'actualité en région Occitanie .....	8
1.5	Le choix des aires urbaines de moyenne importance et non des périmètres de projet (politique) .....	9
1.6	Un co-pilotage et une co-construction .....	11
<b>2</b>	<b>PARTIE 1 : CONTEXTE AGRICOLE REGIONAL.....</b>	<b>12</b>
2.1	La situation .....	12
2.2	Des enjeux à relever .....	13
<b>3</b>	<b>PARTIE 2 : TROIS DEMARCHES PROSPECTIVES .....</b>	<b>15</b>
3.1	La méthode de travail retenue.....	15
3.1.1	Schéma récapitulatif de la méthode.....	15
3.1.2	Comitologie de la mission.....	16
3.1.3	Démarche retenue.....	17
3.2	La mise en œuvre sur 3 territoires .....	31
3.2.1	L'aire urbaine de Rodez .....	31
3.2.2	L'aire urbaine d'Albi.....	61
3.2.3	Les aires urbaines de Montauban et Castelsarrasin-Moissac.....	89
<b>4</b>	<b>PARTIE 3 : RETOUR METHODOLOGIQUE ET BILAN.....</b>	<b>117</b>
4.1	Comparaison des résultats obtenus entre les 3 territoires .....	117
4.2	Bilan sur la mise en œuvre de la méthodologie .....	120
4.2.1	La mobilisation des acteurs .....	120
4.2.2	L'implication des services de l'Etat en département.....	122
4.2.3	Bilan de l'animation des ateliers et la progressivité de la démarche .....	124
4.2.4	L'importance de la communication .....	129
4.2.5	La transposabilité / reproductibilité à d'autres territoires .....	130
4.3	Le bilan par les acteurs eux-mêmes : les retours des questionnaires .....	131
4.4	Synthèse des pistes d'améliorations proposées.....	133
<b>5</b>	<b>CONCLUSION .....</b>	<b>134</b>
<b>6</b>	<b>REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....</b>	<b>136</b>

**TABLE DES ILLUSTRATIONS**

Figure 1 : Type d'acteurs mobilisés lors des ateliers.....	19
Figure 2 : le déroulement des ateliers prospectifs.....	20
Figure 3 : Articulation entre les 4 ateliers prospectifs .....	21
Figure 4 : Illustrations de l'atelier 1 à Montauban .....	21
Figure 5 : Exemples de fiches variables - Blezat Consulting .....	23
Figure 6 : Illustrations de l'atelier 2 à Albi.....	24
Figure 7 : Mini-scénario "Consommateur pressé - Praticité".....	25
Figure 8 : Exemple des 4 mini-scénarios pour le thème « Productions et filières agricoles » sur l'AU d'Albi.....	25
Figure 9 : Typologie de mini-scénarios.....	26
Figure 10 : Illustrations de l'atelier 3 à Montauban et Rodez .....	26
Figure 11 : Illustrations de l'atelier 4 à Rodez .....	27
Figure 12 : Illustrations de l'atelier 5 au lycée de Fontlabour.....	28
Figure 13 : Répartition des participants aux ateliers par type d'acteurs sur l'aire urbaine de Rodez ..	31
Figure 14 : Evolution de la population entre 1990 et 2013 - Aire urbaine de Rodez.....	33
Figure 15 : Caractérisation des espaces agricoles - Carte co-produite avec les acteurs en atelier 1 – Réalisation Blezat Consulting .....	34
Figure 16: Répartition des exploitations par OTEX en 2010 - Source RGA 2010.....	34
Figure 17 : Répartition de la surface selon l'usage du sol – .....	34
Figure 18 : Sainte-Radegonde - Un développement urbain important mais globalement circonscrit .	35
Figure 19 : Ouverture du magasin de producteurs Pays'en Direct en décembre 2016 .....	36
Figure 20 : Evolution de la SAU entre.....	37
Figure 21: Evolution du nombre d'EA entre.....	37
Figure 22 : Répartition des exploitants selon leur âge - Agreste 2010 .....	37
Figure 23 : Projection du niveau d'auto-consommation potentiel sur l'AU de Rodez, Source Blezat Consulting.....	38
Figure 24 : les enjeux agricoles sur l'aire urbaine de Rodez - carte mentale produite sur la base des travaux en ateliers.....	39
Figure 25 : Productions réalisées en atelier sur les mini-scénarios (analyse des impacts, probabilité/souhaitabilité, propositions de leviers).....	44
Figure 26 : Spatialisation du scénario « La compétitivité à tout prix » .....	51
Figure 27 : Spatialisation du scénario « La valorisation des ressources ».....	55
Figure 28 : Spatialisation du scénario « Une aire urbaine résiliente ».....	58
Figure 29 : Répartition des participants aux ateliers par type d'acteurs sur l'aire urbaine d'Albi .....	61
Figure 30 : Caractérisation des espaces agricoles - Carte co-produite avec les acteurs en atelier 1 – Réalisation Blezat Consulting .....	63
Figure 31 : Répartition des exploitations par OTEX en 2010 - Source RGA 2010.....	64
Figure 32 : Répartition de la surface selon l'usage du sol - Source : DDT 81 .....	64
Figure 33 : Un développement urbain qui fractionne l'espace agricole .....	64
Figure 34: Une agriculture "rurale" jusqu'aux portes des villes centres.....	65
Figure 35 : Magasin de producteurs à Puygouzon .....	66
Figure 36 : Zone de maraîchage à Canavière .....	66
Figure 37 : Evolution du nombre d'EA entre 1988 et 2010 (base 100 en 1988) – RGA 2010 .....	66
Figure 38 : Evolution de la SAU entre 1988 et 2010 (base 100 en 1988) – RGA 2010 .....	66
Figure 39 : Répartition des exploitants selon leur âge - Agreste 2010 .....	66
Figure 40 : ZNIEFF - Franceo3geoclip .....	67
Figure 41 : Projection du niveau d'auto-consommation possible sur l'AU d'Albi (Source : Blezat Consulting).....	68



Figure 42 : les enjeux agricoles sur l'aire urbaine d'Albi. Carte mentale produite sur la base des travaux en ateliers.....	69
Figure 43 : Résultats des travaux en atelier sur les mini-scénarios : analyse des impacts, probabilité/souhaitabilité, leviers .....	74
Figure 44 : Spatialisation du scénario « Une agriculture mondialisée » .....	80
Figure 45 : Spatialisation du scénario « Verdissement de l'agriculture » .....	84
Figure 46 : Spatialisation du scénario « La boucle alimentaire locale ».....	87
Figure 47 : Les intercommunalités de la zone d'étude .....	90
Figure 48 : Caractérisation des espaces agricoles des aires urbaines de Montauban et Castelsarrasin-Moissac - Source : Atelier prospectif n°1 .....	91
Figure 49: Répartition des exploitations de la zone d'étude par OTEX en 2010 - Source RGA 2010....	92
Figure 50 : Répartition de la surface selon l'usage du sol – .....	92
Figure 51 : Un développement urbain qui fractionne l'espace agricole .....	93
Figure 52 : Vue le territoire depuis Lafrançaise - Une agriculture "rurale" jusqu'aux portes des villes centres.....	93
Figure 53 : Ferme auberge des Pibouls .....	94
Figure 54: Coopérative Blue Whale .....	94
Figure 55 : Evolution de la SAU entre 1988 et 2010 (base 100 en 1988) – RGA 2010 .....	94
Figure 56: Evolution du nombre d'EA entre 1988 et 2010 (base 100 en 1988) – RGA 2010 .....	94
Figure 57 : Répartition des exploitants selon leur âge - Agreste 2010 .....	94
Figure 58: Projection du niveau d'auto-consommation possible sur les AU de Montauban et Castelsarrasin-Moissac - Source Blezat Consulting .....	95
Figure 59 : les enjeux agricoles sur les aires urbaines de Montauban et Castelsarrasin-Moissac - Carte mentale produite sur la base des travaux en atelier.....	96
Figure 60 : Résultat du travail sur les mini-scénario : analyse des impacts, probabilité/souhaitabilité, leviers .....	101
Figure 61 : Spatialisation du scénario « ledéveloppement de l'agro-business » .....	108
Figure 62 : Spatialisation du scénario « Métropolisation des aires urbaines et déclin de l'agriculture » .....	111
Figure 63 : Spatialisation du scénario « Des aires urbaines attractives et résilientes » .....	115
Figure 64 : analyse du taux de retour des participants d'un atelier sur l'autre - AU de Rodez .....	120
Figure 65 :: analyse du taux de retour des participants d'un atelier sur l'autre - AU d'Albi .....	121
Figure 66 : Exemple d'évaluation de l'atelier 2 à Rodez.....	132
Figure 67 : La prospective participative vue par les acteurs du territoire - Réalisation : Clara Voirol, Blezat Consulting .....	132



# 1 Introduction : la démarche et le périmètre de l'étude

## 1.1 Une mission portée par les services de l'Etat

La manière de faire l'action publique est en constante évolution. Actuellement, elle est notamment questionnée par la complexification de l'environnement dans lequel nous vivons et par la multiplication des acteurs et des projets. Les modalités d'accompagnement des territoires par les services de l'Etat sont ainsi amenées à évoluer. Cette mission répond à **des objectifs en matière de positionnement de l'Etat** sur les territoires au vu des évolutions de ses compétences. Il apporte aux territoires de **l'ingénierie**. La prospective participative est un **outil de dialogue** et de **concertation** que l'Etat souhaite apporter aux territoires et dont il **anime** le dispositif. Un retour sur cet objectif d'accompagnement et d'animation est livré dans la partie 4.2.

La réflexion proposée ici par l'Etat sur l'évolution et la place de l'agriculture visait à **sensibiliser** et à **mobiliser les acteurs** locaux. La prospective offre une prise de recul par rapport aux actions « individuelles » de chaque acteur et de la cohérence de leur mise en relation.

Enfin, cette mission devait permettre à l'Etat de mettre au point une méthode de prospective **reproductible sur d'autres territoires**. Pour ce faire un dispositif d'évaluation de la démarche a été conduit tout au long de la mission. Un retour sur le caractère transposable de l'étude est livré à la fin de ce document.

Cette mission sera valorisée au niveau régional à travers les publications de l'Agence en réseau régional des études (ARRE) et une présentation au réseau régional et en interne dans chaque service impliqué. Une « boîte à outils » synthétique, document méthodologique reprenant les principaux points de la démarche a également été produite.

## 1.2 Le choix de la prospective et de 2035

« L'avenir est le domaine du possible.  
L'avenir est le domaine des pouvoirs de décision.  
L'avenir est le domaine de la volonté »<sup>1</sup>

L'agriculture fait face à de nouveaux défis émanant de différents domaines : l'environnement, le climat, l'énergie, l'économie, le foncier, le comportement des consommateurs, les attentes sociétales, etc. Pour avoir un impact sur l'agriculture, la prise en compte de cet « écosystème » autour de l'agriculture de manière globale et non segmentée est nécessaire. Les différents acteurs de la société, qui inter-agissent plus ou moins avec l'agriculture via leurs actions et leurs projets, doivent partager une vision commune de leur territoire s'ils veulent construire un futur en adéquation avec leurs attentes. La prospective est un outil adapté à cette démarche et pour répondre à cet objectif.

La prospective peut être définie comme une « acquisition de connaissances la plus étendue possible, construite, mise à disposition du plus grand nombre et favorisant l'imagination, qui, de par ses vertus

---

<sup>1</sup> Hugues de Jouvenel



didactiques et mobilisatrices conduit à faire mieux connaître, mieux débattre, mieux choisir, mieux évaluer – et, par-là, à mieux construire l’avenir »<sup>2</sup>. La prospective se situe en amont de la planification, à laquelle elle est complémentaire. Elle permet d’éclairer la prise de décisions. La prospective n’a pas seulement pour but d’imaginer des futurs possibles, elle apporte des connaissances sur les territoires, dans une société en changement où les institutions et les citoyens ont parfois des représentations en décalage par rapport la réalité. Elle permet également d’explorer l’analyse des conséquences d’une éventualité, d’une décision.

Cette démarche prospective a vocation à **rassembler tant les acteurs institutionnels que les professionnels ou la société civile autour d’une réflexion partagée sur l’avenir de l’agriculture.**

L’horizon de 2035 a été choisi car il représente une échéance à moyen, long terme qui permet de se projeter dans une vision prospective. Il permet d’envisager des évolutions non restreintes par le contexte actuel, dans ses dimensions politique, sociale, environnementale ou encore technologique. D’ici 2035, 4 élections présidentielles et législatives et 2 programmations PAC auront par exemple eu lieu.

Si les évolutions envisagées en prospective ne doivent pas être « farfelues » ou irréelles, il faut cependant pouvoir imaginer des ruptures ou des évolutions majeures. Une projection à 20 ans permet ainsi d’ouvrir le champ des possibles.

### 1.3 Une question centrale : la place de l’agriculture

L’agriculture est un secteur fortement connecté aux autres enjeux de société et d’aménagement du territoire. D’une part, elle est influencée par exemple par des problématiques foncières, des processus de métropolisation, des changements sociétaux, l’économie, etc. D’autre part, elle a un fort impact sur l’environnement, la santé, la qualité paysagère des territoires ou encore l’économie. Sur ce dernier point, si les agriculteurs ne représentent plus que 2.7% de la population active en 2016, l’industrie agro-alimentaire est le plus gros pourvoyeur d’emploi en France<sup>3</sup>. Ce secteur se situe ainsi au cœur des enjeux territoires (planification et consommation foncière, paysage et cadre de vie, alimentation et santé, activité économique non délocalisable)

Malgré son caractère stratégique, l’agriculture est en crise. Ce secteur d’activité n’est pas toujours au centre des préoccupations des élus locaux du fait de ses caractéristiques. La PAC domine les évolutions agricoles, les marchés mondiaux font fluctuer le cours des grandes filières et les collectivités ne se saisissent pas toujours de leurs compétences pour maîtriser l’évolution de l’agriculture. Si la compétence agriculture n’existe pas en soi, les collectivités possèdent cependant une large palette de moyens d’action via leurs compétences en aménagement et en développement économique, voire en développement durable, et en GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations) au 1<sup>er</sup> janvier 2018.

---

<sup>2</sup> Fourny (M.C.), Denizot (D.), 2008, *La prospective territoriale, révélateur et outil d’une action publique territorialisée*, In *Territoires en action et dans l’action*, Presses universitaires de Rennes

<sup>3</sup> <http://infographies.agriculture.gouv.fr/>





De manière plus générale, les intérêts souvent divergents des agriculteurs, industriels, consommateurs, citoyens, et autres acteurs de la société peuvent mettre en péril l'agriculture. Ces acteurs peinent à trouver un terrain d'entente, parfois même à se réunir et à communiquer. Il convient de créer un espace de discussion pour que ces acteurs puissent échanger leurs points de vue, leurs expériences et leurs attentes futures pour l'agriculture. Ces échanges sont une opportunité pour les acteurs du territoire d'avoir une vision plus globale de l'agriculture sur le territoire et pour faire naître l'envie d'agir de manière collective et cohérente.

## 1.4 Un sujet de plus en plus d'actualité en région Occitanie

En cette année 2017, l'alimentation a été à l'honneur avec la tenue des Etats Généraux de l'Alimentation, mais les questions d'alimentation locales sont portées déjà depuis plusieurs années par le Ministère dans le cadre du programme national pour l'alimentation (PNA) et des appels à projets nationaux. Cette dynamique résonne dans la région Occitanie par :

- L'animation par la DRAAF du **Comité régional de l'alimentation** le 5 juillet 2017, temps fort de la stratégie régionale destinée à garantir à tous une alimentation saine, diversifiée et de qualité,
- L'accompagnement du développement rapide de **projets alimentaires de territoire (PAT)**, parmi lesquels les PAT de Montpellier Méditerranée Métropole, de la communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées et du PETR Pays Midi Quercy,
- L'appel à projet lancé par la DRAAF et l'agence régionale de la santé (ARS) ciblant les problématiques de la lutte contre les inégalités sociales axées sur la prévention du surpoids et l'amélioration de l'offre alimentaire en termes de variété et d'accessibilité.
- La tenue des **Etats Généraux de l'Alimentation** à l'échelle régionale, mais également reproduite dans certains départements comme l'Aveyron.

De son côté, la Région Occitanie a la volonté d'intervenir sur la thématique agricole et mobilise différents outils à sa disposition :

- La **mise en œuvre du PDR-FEADER** par appels à projets et soutiens aux filières alimentaires et aux signes de qualité
- Un **volet agricole** ajouté à son schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (**SRDEII**), afin de commencer à initier un rapprochement entre les Programmes de Développement Rural (PDR) FEADER des deux anciennes régions
- Le schéma régional d'aménagement, de développement durable, d'égalité des territoires (**SRADDET**),
- Le soutien aux démarches d'amélioration de la qualité de l'offre dans les restaurants collectifs, etc.

La Région exprime dans le SRDEII son désir de « préserver et renforcer les fortes interactions qui existent entre son agriculture et son territoire [...] en participant à l'émergence de projets agricoles et alimentaires à enjeu local ».





## 1.5 Le choix des aires urbaines de moyenne importance et non des périmètres de projet (politique)

Le zonage en aire urbaine a été établi par l'Insee en 1996 pour étudier l'influence des villes, grandissant du fait du phénomène de périurbanisation. Ce zonage prend en compte le nombre d'emplois et les déplacements domicile-travail. Il permettait alors de distinguer l'espace à dominante urbaine de l'espace à dominante rurale. Ce zonage a été revu en 2010 pour identifier les degrés d'influence des villes sur leur environnement et éviter une partition « urbain/rural ».<sup>4</sup>

L'Insee définit une grande aire urbaine comme un « ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué d'un pôle urbain (unité urbaine) rassemblant plus de 10 000 emplois et de communes périphériques (couronne périurbaine) dont au moins 40% de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci »<sup>5</sup>. La carte située en annexe 1 représente le zonage en aires urbaines en France en 2010.

Les 241 grandes aires urbaines françaises regroupent 78% de la population en 2010. Toutes n'ont pas le même profil. L'Insee distingue :

- 12 métropoles, avec une population supérieure à 500 000 habitants et accueillant plus de 20 000 cadres dans 5 fonctions dites « métropolitaines » (conception-recherche, commerce inter-entreprises, gestion, cultures-loisirs et prestations intellectuelles),
- 29 grandes aires urbaines, avec une population supérieure à 200 000 habitants et accueillant moins de 20 000 cadres dans 5 fonctions dites « métropolitaines »,
- Des aires urbaines de moyenne importance.

L'agriculture est soumise à de nombreux défis, dont certains non spécifiques aux aires urbaines :

- Changement climatique,
- Innovations technologiques,
- Évolution des marchés mondiaux,
- Renouvellement des générations,
- Changements socio-culturels, évolution des attentes sociétales.

Et d'autres plus spécifiques :

- Concurrence sur le foncier (développement urbain, foncier d'activité, infrastructures, espaces de loisirs),
- Évolution des marchés locaux / demande en produits de proximité,
- Relation / conflits d'usage entre agriculteurs et habitants (traitements phytosanitaires, épandages, etc.),
- Rôle de des espaces agricoles dans le cadre de vie / les espaces de loisirs,
- Rôle de l'agriculture dans la qualité des captages d'eau potable prioritaires.

Sur tous ces sujets, les acteurs locaux ont certains **leviers d'actions** via leurs compétences en développement économique, aménagement du territoire et urbanisme des EPCI, schémas de cohérence territoriale, programmes de développement territorial ou thématique : LEADER (Liaison Entre Action de Développement de l'Economie Rurale), TEPOS (Territoire à Energie POSitive), PCET

---

<sup>4</sup> <http://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/observatoire-des-territoires/sites/default/files/methode%20actualisation%20ZAU%202010.pdf>

<sup>5</sup> <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c2070>



(Plan Climat-Energie Territorial), portés par les EPCI (Etablissements Publics de Coopération Intercommunales) ou les PETR (Pôle d'Equilibre Territorial et Rural). Ces outils sont nombreux, mais souvent portés par des structures de périmètre administratif différent.

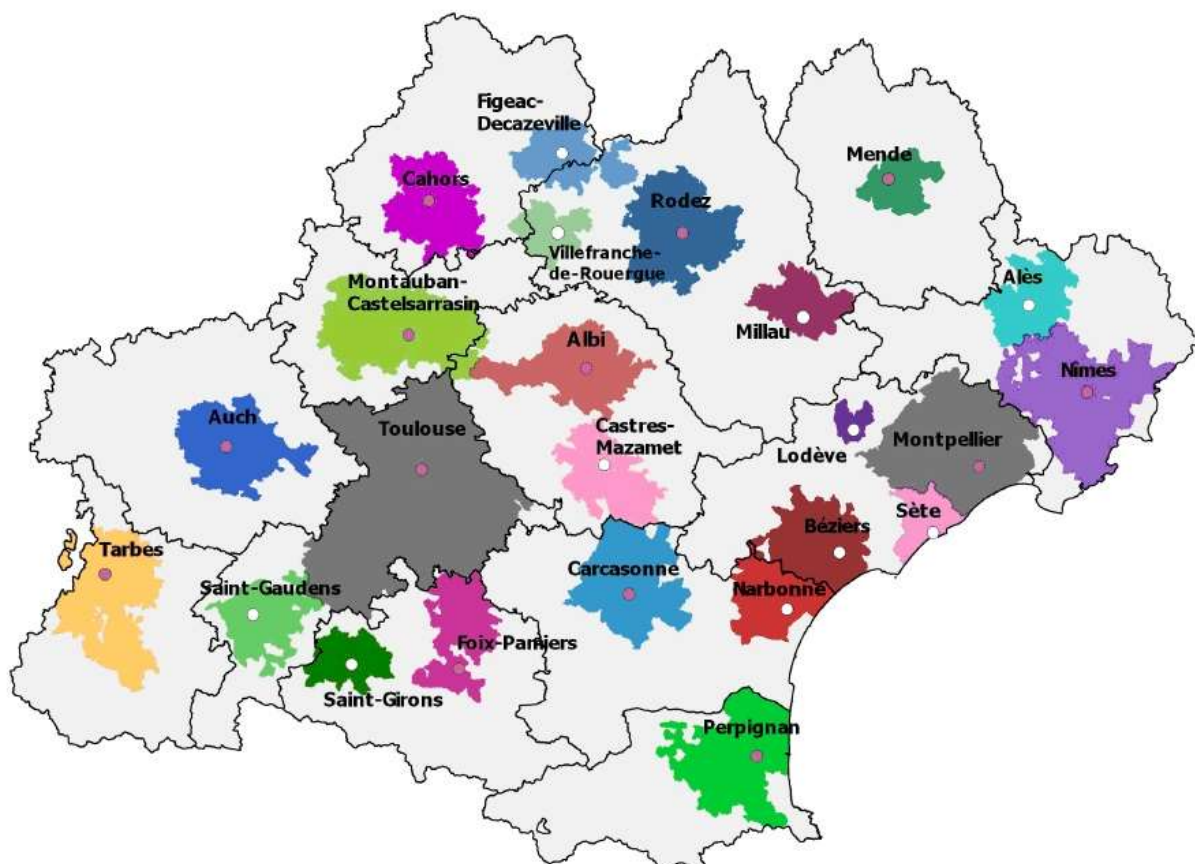
Pour autant, les questions agricoles et alimentaires ne sont que rarement des sujets prioritaires pour les collectivités, du fait d'une méconnaissance des enjeux, du fonctionnement agricole, et des leviers possibles. Pourtant, les aires urbaines bénéficient d'un avantage par rapport aux zones rurales : une plus grande facilité d'accès à l'ingénierie, élarger à des programmes d'accompagnement, un potentiel de consommation local et des outils et infrastructures logistiques, qui permettent de réfléchir au système alimentaire territorial.

### Le choix des territoires pilotes

Trois territoires ont été retenus pour expérimenter la mise en œuvre de cette démarche prospective, il s'agit aires des urbaines d'Albi, de Montauban-Castelsarrasin et de Rodez.

Les trois territoires étudiés appartiennent à la catégorie des aires urbaines de moyenne importance, qui présentent la caractéristique de **cumuler des enjeux urbains et des enjeux agricoles**, et dans ces zones, l'agriculture et l'agro-alimentaire y jouent **un rôle économique souvent plus déterminant** que dans les grandes aires urbaines où l'économie est plus diversifiée.

La carte ci-dessous situe les trois territoires d'études au sein de la région Occitanie, et également par rapport aux deux aires métropolitaines de la Région, Toulouse et Montpellier.





Le choix du périmètre des territoires d'étude s'est porté sur les aires urbaines plutôt que sur des périmètres « politiques », comme par exemple les EPCI, pour plusieurs raisons.

Il permet d'éviter d'inclure dans le périmètre d'étude des territoires très différents en termes d'enjeux agricoles et qui ont un rapport différent au pôle urbain. Dans le département de l'Aveyron par exemple, les zones les plus rurales relèvent de dynamiques différentes.

Comme rappelé dans la sous-partie 1.4, la définition de l'aire urbaine prend en compte les trajets domicile-travail. Ce choix d'échelle permet donc d'étudier des « territoires vécus » avec des enjeux communs, qui vont au-delà des périmètres administratifs.

Enfin, il permet aussi de contourner certaines barrières qui se créent lorsqu'on utilise une limite administrative. En utilisant une échelle non administrative, les participants à la mission se sont projetés plus facilement, en faisant « abstraction » d'enjeux politiques à court terme. Ce choix a facilité les discussions autour d'un avenir commun sur un territoire vécu.

Le choix de ne pas fonctionner sur le périmètre d'un territoire de projet tel qu'un EPCI a pu questionner certains participants à la démarche sur sa dimension opérationnelle et sur les leviers d'action qu'ils pouvaient mobiliser à l'échelle de l'aire urbaine. Cependant, l'objectif n'était pas tant de fournir une solution clé en main à un EPCI. Il résidait davantage dans le développement d'une réflexion partagée sur le devenir de l'agriculture, à partir de laquelle chaque acteur peut bâtir une stratégie et se coordonner avec d'autres acteurs du territoire.

Suite à l'annonce de la démarche de prospective, les trois DDT de l'Aveyron, du Tarn et du Tarn-et-Garonne se sont portés volontaires pour être territoires d'études. Elles étaient en capacité de mettre à disposition un ou plusieurs agents pour participer au déroulement de la mission. Le temps de travail initialement estimé pour chaque DDT était de 0,5 ETP sur 6 mois.

Les trois aires urbaines se situent toutes dans le périmètre de l'ancienne région Midi-Pyrénées, bien que l'intitulé de la mission élargisse le champ d'étude à l'Occitanie. La démarche a été pensée avant la fusion avec la Région Languedoc-Roussillon, effective au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Il a par la suite été difficile de mobiliser les services dans la partie Languedoc-Roussillon.

## 1.6 Un co-pilotage et une co-construction

Les services de l'Etat ont fait le choix de se faire accompagner pour la réalisation de cette mission par un cabinet extérieur, Blezat Consulting, dont la mission a été la suivante :

- Proposer une méthode de prospective participative pour les 3 territoires
- Mettre en œuvre cette méthode pendant l'année 2017 avec les services de l'Etat
- Tirer le bilan de la mise en œuvre : résultats obtenus, bilan méthodologique, sur la participation des acteurs, sur la reproductibilité de la mission ailleurs, importance du temps à passer par les services de l'Etat ...

Le présent rapport retrace toute cette aventure prospective collective menée sur l'année 2017, et en tire le bilan.



## 2 Partie 1 : Contexte agricole régional

### 2.1 La situation

La région Occitanie, née le 1<sup>er</sup> janvier 2016 suite à la réforme territoriale de janvier 2015, fusionne deux anciennes Régions, Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon. La Région Occitanie est la 5<sup>ème</sup> Région la plus peuplée de France. Elle accueille sur son territoire deux Métropoles, celle de Toulouse et de Montpellier, dans lesquelles vit 1/5 de la population. 1/3 de la population vit dans d'autres Communautés d'Agglomérations, et la moitié de la population vit dans les autres Communautés et groupements de communes<sup>6</sup>.

Concernant son relief, la 2<sup>ème</sup> plus grande région de France est caractérisée l'importance des deux massifs montagneux qui couvrent 45% du territoire : une zone de plaine est cernée au Nord par le Massif Central et au Sud par les Pyrénées. Cette diversité dans le relief et l'influence de la mer Méditerranée à l'Est créent un climat contrasté à l'échelle de la région. La SAU de 3,497 millions d'hectares représente 47,2% de la superficie de la région. Du fait de son relief, 85% du territoire est classé en zone de contraintes naturelles.

L'accès à l'eau représente un enjeu fort pour l'agriculture. Une grande partie du territoire se situe sur un bassin en déséquilibre quantitatif. L'agriculture régionale est en partie dépendante de l'irrigation pour sa production et représente 40% des prélèvements annuels tous usages confondus (voir Annexe 2).

Ces conditions favorisent la **grande diversité** de production proposée par la 2<sup>ème</sup> région agricole qui compte 72 155 exploitations agricoles en 2013. L'accent est mis sur une **agriculture de qualité à forte valeur ajoutée** et la spécificité des terroirs. Le nombre de signes officiels de qualité et d'origine s'élève ainsi à 240. 42% des exploitations d'Occitanie commercialisent des produits sous SIQO. Le fort développement de **l'agriculture biologique** ces dernières années place l'Occitanie en tête du classement national selon ce critère.

La SAU moyenne est de 49 ha par exploitation contre 61 ha en France métropolitaine (voir annexe 2). Cette faible taille traduit une diversité importante de productions, et notamment des productions à forte valeur ajoutée à l'hectare (arboriculture, viticulture, production fromagère...). La densité d'exploitations agricoles en Occitanie est de 1,4 exploitation agricole pour 100 habitants, soit presque le double de la moyenne nationale (0,75 exploitation agricole pour 100 habitants). Le secteur agricole et agroalimentaire, 2<sup>ème</sup> secteur exportateur de la région, joue un rôle primordial dans l'économie. Il représente environ 166 000 emplois en 2014, soit 6% des emplois régionaux.<sup>7</sup>

Les caractéristiques de l'agriculture sur le territoire permettent à la région Occitanie de se placer notamment comme :

---

<sup>6</sup> <http://www.laregion.fr/Un-nouveau-territoire-33814>

<sup>7</sup> <http://www.laregion.fr/IMG/pdf/2017-07-11-srdeii-web.pdf>



- **1<sup>ère</sup> région viticole** avec 34% des surfaces françaises, concentrées dans les départements côtiers et le Gers,
- **1<sup>ère</sup> région ovine** avec 32% des effectifs français, 29% de la production de viande et 73% de la production de lait nationales (la production de lait de brebis en Aveyron tire profit de l'appellation Roquefort)
- **2<sup>ème</sup> région productrice de fruits** avec 19% des surfaces françaises (l'arboriculture étant particulièrement développée dans le Tarn-et-Garonne),
- **2<sup>ème</sup> région productrice de semences** avec 24% des surfaces françaises,
- **2<sup>ème</sup> région en palmipèdes gras** avec 23% des effectifs français,
- **3<sup>ème</sup> région caprine** avec 13% des effectifs français.



L'industrie agro-alimentaire en Occitanie est caractérisée la présence :

- De **grands groupes nationaux et internationaux** (Andros, Sodial, Arterris, St Mamet, etc.)
- D'un **tissu important de PME et TPE** familiales ou/et artisanales (75% des établissements agroalimentaires ont entre 0 et 9 salariés).

Les entreprises exploitent les productions du territoire et bénéficient de son image de de qualité et différenciée, à travers la marque Sud de France par exemple. L'industrie agroalimentaire bénéficie d'un soutien à **l'innovation** apportée par la région, qui se concrétise par exemple par les deux pôles de compétitivité Qualiméditerranée et Agri Sud-Ouest Innovation.

## 2.2 Des enjeux à relever

Compte tenu des caractéristiques du secteur agricole évoquées précédemment, la Région Occitanie fait face à plusieurs enjeux.

L'évolution du nombre d'exploitations agricoles entre 2010 et 2013, qui diminue de 7,9% (pour une diminution de 8,1% au niveau national), et de la SAU moyenne des exploitations, qui augmente de 11% (pour une augmentation de 9% au niveau national) est marqueur d'une tendance forte : la **concentration de l'activité agricole dans des exploitations de plus en plus grandes**. Deux principaux freins au développement des exploitations sont :

- La **difficulté d'accès au foncier**, engendrée entre autres par l'artificialisation des terres agricoles et la hausse des prix du foncier agricole,
- La **dépendance à l'irrigation**.

Cet agrandissement n'est pas toujours corrélé à une meilleure rentabilité, de nombreuses autres stratégies sont choisies par les exploitants pour se développer : diversification, transformation, circuits-courts sont très développés en Occitanie.

Il faut par ailleurs considérer le vieillissement global de la population agricole : en 2015, 39% des chefs d'exploitations a plus de 55 ans (avec une augmentation de 10 points en 10 ans<sup>8</sup>). Se posent alors les questions suivantes :

- Quel type d'accompagnement peut être mis en place pour aider la transmission des exploitations ?
- Quelle est la place des nouveaux hors-cadre familiaux ?
- Quelles seront demain les évolutions de nombre d'agriculteurs ?

L'urbanisation est particulièrement soutenue autour de Toulouse, de Montpellier, littoral méditerranée, et elle se fait également ressentir dans certaines aires urbaines de moyenne importance situées à proximité de ces pôles. Cette urbanisation se fait parfois au profit de terres

<sup>8</sup> [http://www.lrmp.chambagri.fr/uploads/media/AGRISCOPIE2017\\_CRAO2017.pdf](http://www.lrmp.chambagri.fr/uploads/media/AGRISCOPIE2017_CRAO2017.pdf)



agricoles, dans les zones péri-urbaines notamment. **La consommation foncière va-t-elle se poursuivre ? Comment va évoluer la SAU de la région Occitanie ?**

Les évolutions démographiques impactant l'urbanisation, associées au recul de l'élevage et à l'enclavement de certains territoires posent également la question de la **déprise**.

La Région n'est pas à l'abri de signaux d'inquiétudes déjà très sensibles localement, et qui alertent les élus locaux sur le **maintien d'un tissu économique dense et performant** :

- Quel devenir de la production laitière dans un contexte de fin des quotas et de concurrence mondiale exacerbée ?
- Quel devenir de la production de viande bovine, avec une hausse de l'offre liée aux difficultés de la filière laitière, une faible valorisation locale (peu d'engraissement), et des débouchés export qui diminuent (notamment Italie) ?
- Quel devenir des productions fruitières et légumières concurrencées de plein fouet par des pays tiers (Espagne, Maghreb, Pays-Bas...) ?

Le sujet des changements climatiques et de ses potentiels effets doit également être abordé. Les évolutions actuelles sont déjà de nature à impacter l'agriculture (voir annexe 3).

Et les questions qui se posent pour l'avenir du territoire sont nombreuses. Comment gérer l'impact sur l'agriculture des **évolutions climatiques**, notamment après une année 2016 historiquement sèche, qui fait peser même sur la viticulture de forts questionnements : faut-il développer les réseaux d'irrigation, assurance-récolte et garantie de qualité, ou envisager de nouvelles pratiques et de nouvelles productions, mais lesquelles ?





### 3 Partie 2 : Trois démarches prospectives

#### 3.1 La méthode de travail retenue

##### 3.1.1 Schéma récapitulatif de la méthode







### 3.1.2 Comitologie de la mission

La comitologie de la démarche est la suivante :

- **Le comité de pilotage de l'étude** : cette entité a pour objectif de piloter l'étude et le choix a été fait de recentrer le comité de pilotage sur la maîtrise d'ouvrage (DRAAF, DDT, CEP), le bureau d'études, et ponctuellement des experts.
- **Le comité de suivi régional** : cette entité est une structure de suivi et d'orientation de la mission. Elle a également partagé ses attentes en matière de capitalisation, de diffusion et d'appropriation de l'étude (voir liste des membres en Annexe 4)

Cette instance s'est réunie à deux reprises :

- Le 26 janvier 2017, en fin de phase 1, afin de présenter la méthode employée et le calendrier ;
- Le 12 mai 2017, en phase 2, afin de comparer le déroulement des ateliers prospectifs et l'avancement de la démarche dans les 3 territoires
- Les participants au comité de suivi régional ont également été invités au séminaire final de restitution inter-site le 19 octobre 2017

Le comité de suivi régional a été composé (liste complète en annexe) :

- D'élus (Etablissements publics de coopération intercommunale issus des territoires d'étude, Conseil Régional, Départements ...)
  - De représentants professionnels (Chambre régionale d'agriculture, Coop de France, CESER...)
  - D'acteurs du territoire (SAFER, opérateurs économiques...)
  - Et de personnes associées (chercheurs à l'INRA et à l'Université Jean-Jaurès).
- **Le centre d'études et de prospective (CEP)** : deux réunions avec le CEP se sont tenues le 16 juin et le 16 novembre 2017, en présence du comité de pilotage. Elles ont été l'occasion d'échanger sur les premiers bilans de la démarche et sur les modalités de valorisation et de capitalisation de la démarche.
  - **Les comités prospectifs locaux** : ces 3 entités, correspondant aux 3 sites d'aires urbaines, se sont réunies lors de 4 sessions d'ateliers locaux et lors de la restitution globale inter-site. Les comités locaux étaient composés des DDT, de la DRAAF et des acteurs locaux (voir ci-après les participants par site).
  - **Les « experts »** : l'INRA a été sollicité pour tenir un rôle d'observateurs extérieurs, et apporter une lecture méthodologique à chaque étape du projet.



### 3.1.3 Démarche retenue

La démarche de prospective choisie est celle de la méthode des scénarios. Cette démarche consiste à établir différents scénarios d'évolution du territoire. Les grandes étapes de la méthode sont les suivantes :

- **Analyse du système** : avec une délimitation du système objet de l'étude et de son environnement général (actuel et futur potentiel) et détermination des variables (internes et externes). Les méthodes mobilisées pendant pour la réalisation de cette démarche peuvent être des entretiens avec des spécialistes, des brainstormings, etc.
- **Rétrospective et stratégies d'acteurs** : avec des analyses des évolutions passées et de la situation actuelle (germes de changement, projets des acteurs) afin de comprendre les données non quantifiables (facteurs économiques, sociologiques, politiques, économiques, etc.), une mise en évidence des invariants et des tendances lourdes, et une analyse des stratégies d'acteurs (objectifs, moyens d'action). Des analyses statistiques, bibliographiques et des entretiens permettent de mener à bien cette phase.
- **Elaboration de scénarios** : cette étape consiste à faire jouer les mécanismes d'évolution et les stratégies d'acteurs, à faire des hypothèses d'évolution sur les facteurs déterminants mais incertains (relations entre acteurs, évolution des tendances décelées), sans oublier d'envisager les possibles ruptures. A chaque jeu d'hypothèses correspond un scénario, image de l'évolution de la situation actuelle. Il s'agit ensuite de décrire le cheminement permettant de conduire à cette situation. Il est possible de quantifier le scénario par des techniques de prévision, de prolongations de tendances. Les méthodes mobilisables sont des entretiens avec des spécialistes, des brainstormings, des checklists, etc.
- **Stratégie et plan d'actions.**

Une **variable** est un facteur qui exerce ou qui est susceptible d'exercer une influence sur l'agriculture du territoire.

Pour explorer l'avenir, nous avons besoin de faire des **hypothèses**, c'est-à-dire de réfléchir à la façon dont les variables vont évoluer demain (et en se projetant à 20 ans). L'hypothèse n'est pas une spéculation farfelue : elle ne peut bien sûr pas être validée, expérimentée, mais doit s'appuyer sur des connaissances, des indices, etc. Elle prend en compte des inflexions ou des ruptures pouvant survenir par rapport à une évolution tendancielle. Elle peut rompre fortement avec le tendanciel, mais doit néanmoins être plausible d'une façon ou d'une autre.

Une **hypothèse de rupture** est une hypothèse qui, au lieu de postuler la continuité des évolutions tendanciennes, avec des variations plus ou moins importantes, s'efforce de tenir compte des phénomènes de discontinuité et de rupture, subies ou voulues, résultant de facteurs tels que : l'irruption d'innovations de toutes natures, la survenue d'une crise (économique, climatique, sociétale...), un changement important dans les « règles du jeu ».

Le déroulement de la démarche s'est effectué au maximum de manière participative. La construction de scénarios permet aux participants de discuter ensemble sur l'avenir de leur territoire. L'aspect participatif de la démarche permet le partage de connaissances et la confrontation de points de vue divers sur l'évolution d'un territoire.



Le dispositif de prospective mis en place a été centré autour de 4 ateliers prospectifs avec des acteurs du territoire. En amont de ces ateliers, une analyse bibliographique, une visite de terrain et des entretiens avec des personnes clés dans le domaine de l'agriculture sur les trois territoires d'étude ont été réalisés. L'analyse documentaire et statistique préalable a porté sur :

- Des états des lieux réalisés par les DDT, donnant principalement des repères au niveau des dynamiques démographiques et socio-économiques pour chaque aire urbaine, ainsi qu'une analyse de des dynamiques agricoles (statistiques INSEE et statistique agricole),
- Des chartes d'urbanisme,
- Des études prospectives ayant déjà été réalisées sur ces territoires,
- Une sélection d'articles universitaires concernant les 3 territoires d'étude
- Des éléments sur les documents de planification en cours sur les territoires (Scot) ainsi que les projets des PETR
- Des documents de cadrage permettant d'alimenter différentes thématiques (climat, eau) : volet agricole du SRDEII, Schéma Régional Climat-Air-Energie (SRCAE), Schéma d'aménagement et de gestion des eaux

---

### 3.1.3.1 Choix des acteurs mobilisés

---

Le nombre de participants se situait en moyenne entre 15 et 20 par atelier, avec un minimum de 12 et un maximum de 40 participants. Les participants ont été invités par les Directions Départementales des Territoires de l'Aveyron, du Tarn et du Tarn-et-Garonne. Grâce à l'implication des membres du comité de pilotage, le panel de participants a été très intéressant, avec des profils, des expériences et des opinions diverses. De nombreuses thématiques ont ainsi pu être abordées lors des ateliers, avec un apport de connaissances pointues de l'agriculture sur le territoire. Il a d'ailleurs été primordial pour la réussite de la démarche d'avoir des participants locaux, qui connaissent le fonctionnement de leur territoire. De plus, ces acteurs ont connaissance des projets en cours sur le territoire. Certains d'entre eux en sont même à l'initiative. En incluant ces acteurs dans la démarche, les projets en cours ont été pris en compte dans la démarche, ce qui a permis à la démarche de s'imprégner des dynamiques en cours.



Structures	AU Rodez	AU Montauban/Castelsarrasin/Moissac	AU Albi
Collectivités	PETR, Conseil départemental, agglomération de Rodez	Ville de Montauban Agglomération Communautés de communes	Ville d'Albi Agglomération Communautés de communes
Monde agricole	Chambre d'agriculture Agriculteurs (JA...) Coopératives SAFER	Chambre d'agriculture Blue Whale Qualisol.. Agriculteurs (JA...) notamment SAFER	Chambre d'agriculture Coopératives Agriculteurs SAFER
Associations	de protection de l'environnement, de consommateurs	de protection de l'environnement, de consommateurs	de protection de l'environnement, de consommateurs
Enseignement	Lycée agricole	Lycée agricole , MF d'Escatalens	Lycée agricole
Autres	Etat (DDT)	Etat (DDT)	Etat (DDT) Chambre des métiers

Figure 1 : Type d'acteurs mobilisés lors des ateliers



### 3.1.3.2 Déroulement de la méthode

Quatre ateliers de 3h ont eu lieu sur les trois territoires d'étude. Les schémas ci-dessous (figure 2 et 3) expliquent l'articulation entre les 4 ateliers.

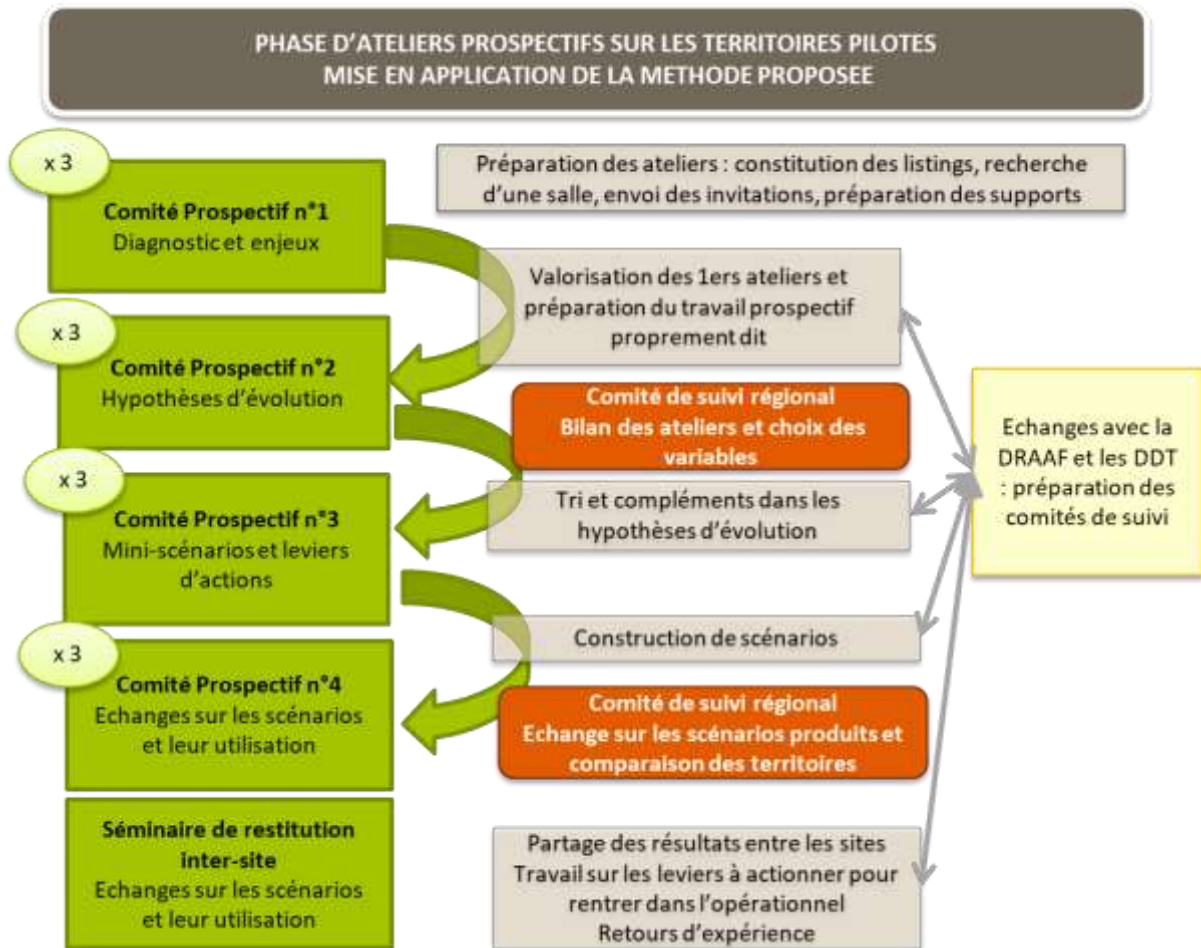


Figure 2 : le déroulement des ateliers prospectifs





Figure 3 : Articulation entre les 4 ateliers prospectifs

### Ateliers : 1<sup>ère</sup> série

La **première série d'atelier** s'est déroulée en février 2017. Les objectifs spécifiques à cet atelier étaient de :

- De favoriser la rencontre entre les acteurs du territoire,
- D'échanger sur le diagnostic et sur les enjeux relatifs à l'agriculture,
- D'établir une discussion entre les participants pour qu'ils partagent leurs connaissances et qu'ils se projettent plus facilement dans l'avenir lors des trois ateliers suivants.

Pour ce faire, les participants ont été invités à partager en amont de l'atelier leurs points de vue sur les enjeux de l'agriculture via un « tableau de post-it partagé » sur internet. Cette liste d'enjeux a pu servir de questions de relance lors de l'atelier.



Figure 4 : Illustrations de l'atelier 1 à Montauban

Lors de l'atelier, les participants ont été répartis en deux sous-groupes pour réaliser un diagnostic partagé de l'agriculture sur le territoire. La technique du diagnostic collaboratif sur carte a été utilisée afin de spatialiser les enjeux sur le territoire. Les participants ont été invités à localiser les éléments structurants pour l'agriculture et ses enjeux. S'en est suivi une restitution collective des enjeux évoqués en sous-groupes.



Suite à ce premier atelier, le bureau d'études a retranscrit sur informatique le contenu des ateliers, à savoir le travail sur carte et les discussions entre les participants. Ces résultats ont été restitués aux participants sous forme de livrables communicants, clairs et synthétiques. Les participants aux ateliers devaient pouvoir y retrouver les contributions qu'ils avaient apportées lors de la séance. La technique du mind mapping a été utilisée pour restituer les enjeux soulevés lors des ateliers. Suite à chaque atelier, des plaquettes rappelant la méthodologie de la mission et les résultats des précédents ateliers ont été remises à chaque participant afin de :

- Permettre aux éventuels nouveaux participants de comprendre rapidement la démarche et son état d'avancement,
- Synthétiser les échanges qui avaient eu lieu lors de l'atelier précédent.

Ce fonctionnement a permis de garantir la transparence des informations entre les animateurs de la démarche et les participants.

A partir des échanges de ces ateliers, et d'un panorama complémentaire de la bibliographie en matière de prospective agricole afin d'en valider la pertinence, une liste de 22 « variables d'évolution » a été établie, qui a été utilisée pour les 3 territoires :

---

### **Changements climatiques**

#### **Ressource en eau**

#### **Environnement (normes, attentes sociétales)**

#### **Pratiques et labellisations respectueuses de l'environnement**

#### **Politique agricole commune**

#### **Relations internationales et cours mondiaux**

#### **Prix du pétrole**

#### **Productions d'énergies renouvelables par l'agriculture**

#### **Foncier**

#### **Installation**

#### **Transmission**

#### **Tourisme et identité du territoire**

#### **Image de l'agriculture dans la société**

#### **Crises sanitaires ou médiatiques**

#### **Relations ville campagne**

#### **Modes de consommation**

#### **Filières locales de valorisation**

#### **Organisation locale des filières**

#### **Traçabilité, labellisation et qualité**

#### **Innovation**

#### **Conditions de travail et attractivité du métier**

#### **Disponibilité de la main d'œuvre**

---

Les principales études prospectives analysées sont les suivantes :

- *Prospective en Occitanie « Les Chemins de 2040 »*, Conseil Economique, Social et Environnemental Régional, 2017
- *L'avenir de la filière agricole à l'horizon 2050*, Sénat, 2007
- *Transmission en agriculture : quatre scénarios prospectifs à 2025*, Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux du Ministère de l'Agriculture, 2016
- *Pays Basque 2010, La prospective participative dans un territoire d'exception*, Laboratoire d'investigation en prospective, stratégie et organisation, 2004
- *Prospective filière lait de vache à l'horizon 2030*, FranceAgriMer, 2015





- *Installations et transmission en agriculture : potentialités et dynamiques à l'horizon 2035*, Direction Régionale de l'alimentation et de la Forêt de Bourgogne, 2014
- *Agriculture, forêt, climat, vers des stratégies d'adaptation*, Centre d'études et de prospective, 2013
- *Un scénario soutenable pour l'agriculture et l'utilisation des terres en France à l'horizon 2015*, Solagro, 2014
- *Prospective agriculture énergie 2030, l'agriculture face aux défis énergétiques*, Centre d'études et de prospective, 2010

## **Ateliers : 2<sup>ème</sup> série**

La **deuxième série d'ateliers** s'est déroulée en mars 2017. Les objectifs spécifiques à cet atelier étaient de :

- De réfléchir au champ des possibles concernant les évolutions de l'agriculture,
- D'encourager les participants à se projeter dans l'avenir,
- De rappeler les objectifs de la prospective,
- De continuer le partage entre les participants.

Les participants ont été invités à réfléchir à l'évolution des 22 variables dégagées des discussions de l'atelier 1, et à formuler des hypothèses d'évolution et de rupture.

Le travail a été effectué par groupe de 3 à 4 personnes. Trois sessions de 30 minutes ont été réalisées. Chaque session était consacrée à une variable. Les participants étaient libres de choisir à chaque session la variable sur laquelle ils souhaitaient travailler. Pour permettre aux participants de se « plonger » le plus vite et le plus facilement dans la réflexion, des « fiches variables » en amont de l'atelier (voir annexe 2).

Chaque petit groupe a donc produit 3 hypothèses qui ont été affichées sur un mur pour partage et commentaires à l'ensemble du groupe.



Figure 5 : Exemples de fiches variables - Blezat Consulting



Figure 6 : Illustrations de l'atelier 2 à Albi

### **Ateliers : 3<sup>ème</sup> série**

La **troisième série d'atelier** s'est déroulée en avril 2017. Les objectifs spécifiques à cet atelier étaient:

- D'encourager les participants à se projeter dans différents scénarios plausibles, qu'ils soient souhaitables ou non, afin de favoriser la prise en compte de l'ensemble du champ des possibles (et non seulement de ce qu'on aimerait)
- D'inciter les participants à se positionner sur les évolutions souhaitables ou moins souhaitables
- De continuer à favoriser le dialogue et l'échange entre les participants

Pour cela, des « mini-scénarios » ont été élaborés en amont de l'atelier par le bureau. Ils sont une combinaison d'hypothèses cohérentes entre elles sur un thème donné. Six thèmes ont initialement été retenus :

- Les politiques agricoles et les relations internationales,
- Les filières agricoles,
- La dynamique des exploitations, les questions d'installation-transmission
- Le comportement des consommateurs,
- Le foncier,
- Le tourisme et l'attractivité des territoires.

Afin de faciliter le travail en groupe, nous avons dû rassembler certains thèmes (filières et dynamiques agricoles, et foncier et attractivité du territoire), pour obtenir 4 séries de 3 à 4 mini-scénarios.

Un exemple de mini-scénario est celui du consommateur pressé, en recherche de praticité (thème « Comportement des consommateurs »). Il est issu de la combinaison de deux hypothèses d'évolution des variables modes de consommation et innovation.

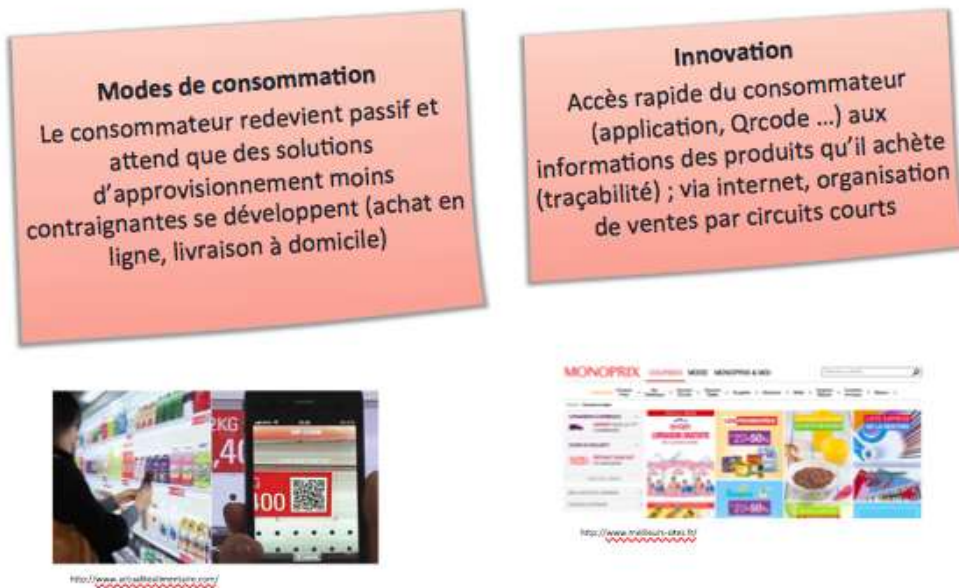


Figure 7 : Mini-scénario "Consommateur pressé - Praticité"

A ce stade, le bureau d'études n'a fait qu'un travail de combinaison des hypothèses, afin que les participants retrouvent leur travail de la séquence précédente. Seul un intitulé et une petite description de 2-3 lignes ont été ajoutés à chaque série d'hypothèses, afin de faciliter la lecture et la différenciation des scénarios.

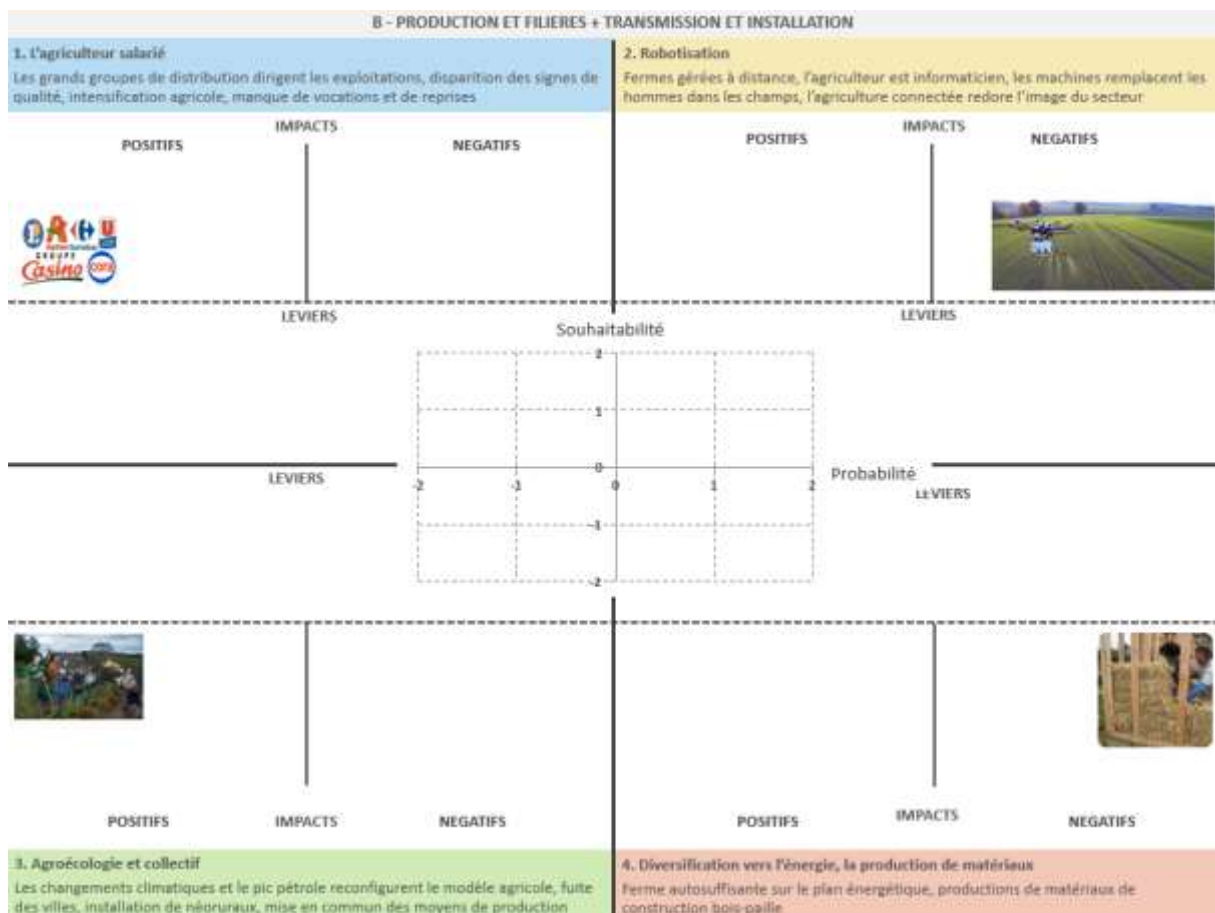


Figure 8 : Exemple des 4 mini-scénarios pour le thème « Productions et filières agricoles » sur l'AU d'Albi



Les participants ont été répartis en 4 groupes, auxquels un thème a été attribué. Ils ont été invités à se prononcer sur le **caractère souhaitable et probable** de chaque mini-scénario via un système de notation :

- Souhaitable : notation de -2 (pas du tout souhaitable) à 2 (tout à fait souhaitable)
- Probable : notation de -2 (pas du tout probable) à 2 (tout à fait probable)

Les mini-scénarios jugés tout à fait improbables étant mis de côté, les participants devaient réfléchir aux **impacts possibles** (positifs et négatifs) du mini-scénario sur le territoire et les différents secteurs du territoire et aux actions à mener pour éviter ou au contraire parvenir au mini-scénario. Ce travail a permis de créer une typologie des mini-scénarios selon le schéma ci-dessous.

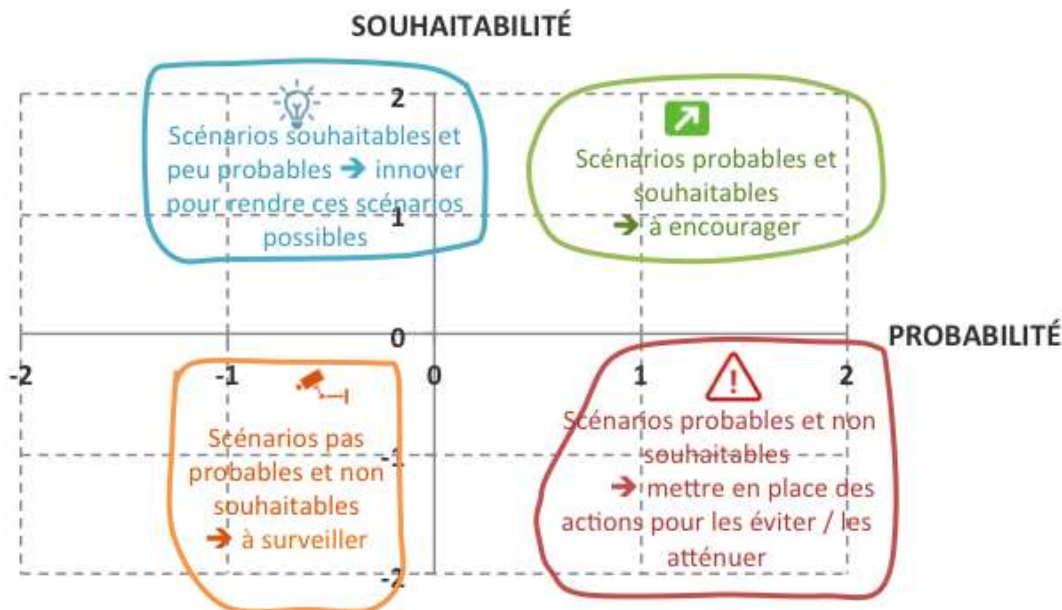


Figure 9 : Typologie de mini-scénarios

Chaque groupe était par la suite convié à présenter ses réflexions à l'ensemble des participants, ouvrant la discussion sur les différents mini-scénarios.



Figure 10 : Illustrations de l'atelier 3 à Montauban et Rodez

### Ateliers : 4<sup>ème</sup> série

La **quatrième série d'atelier** s'est déroulée en mai 2017. Les objectifs spécifiques à cet atelier étaient :

- D'encourager les participants à se projeter dans les 3 scénarios proposés, à dégager les principaux avantages et inconvénients des scénarios, pour formuler des objectifs d'action,
- D'encourager l'échange entre participants pour inciter à des actions communes par la suite.





Trois scénarios ont été élaborés par le bureau d'études en amont de l'atelier, avec la matière des 3 séries d'ateliers précédents. Le bureau d'études a présenté chaque scénario en évoquant ses points saillants, en projetant une carte spatialisant le scénario et en lisant un récit permettant aux participants de se projeter dans la vie d'un habitant du territoire en 2030.

Suite à la présentation de chaque scénario, les participants ont exprimé individuellement sur post-it les éléments du scénario leur paraissant les plus favorables et les plus défavorables. Les résultats ont été synthétisés et rapportés par l'animateur, ouvrant le débat sur les scénarios. Les convergences et les divergences entre les scénarios ont été analysées et les orientations souhaitées, partagées ou non, ont été listées.



Figure 11 : Illustrations de l'atelier 4 à Rodez

### **Ateliers : 5<sup>ème</sup> rencontre, intitulée séminaire de restitution inter-site**

Le 5<sup>ème</sup> atelier s'est déroulé en octobre 2017. Lors de ce séminaire de restitution inter-site, les participants des trois territoires ont été amenés à se rencontrer. Les objectifs spécifiques à cet atelier étaient :

- D'établir des actions concrètes à mettre en place sur les 3 territoires pour tendre vers les orientations souhaitées discutées lors de l'atelier précédent,
- De susciter la création de groupe de travail pour mener des actions

Le séminaire s'est ouvert sur une présentation introductive rappelant de manière synthétique les différentes étapes et les résultats de la démarche. S'en est suivi un travail par ateliers territoriaux d'une durée de 2h. Les participants ont visionné les vidéos des scénarios établis puis ont réfléchi à des actions à mettre en place sur leur territoire. Pour cela, un 1<sup>er</sup> travail individuel sur post-it a permis à chacun d'émettre une action. Suite à une mise en commun et une sélection, les participants se sont répartis par groupe de 3 à 5 personnes pour travailler en profondeur sur une action spécifique. Des fiches action décrivant l'action, son contexte, ses enjeux et ses objectifs, les moyens nécessaires et les partenariats à construire ont été complétées. Les actions ont été présentées puis priorisées. A noter que ces fiches n'ont pas vocation à être considérées comme un plan d'actions pertinent et directement applicable (cela nécessiterait un travail de mise en cohérence, de meilleure prise en compte des possibilités et de l'existant), mais comme un point de départ pour des échanges et le démarrage de projets futurs.

Suite à une pause-déjeuner, une séance plénière de 3h a débuté. Une vidéo a tout d'abord été diffusée. Cette dernière, réalisée par le bureau d'études suite à l'interview d'une classe de CE1 à Rodez et à un micro-trottoir réalisé auprès d'habitants dans le centre-ville de Rodez, a permis de



mettre en perspective les résultats de la démarche avec le regard de consommateurs (adultes et enfants) sur les évolutions de l'agriculture et sur leur consommation actuelle. La diffusion s'est suivie d'une restitution des ateliers de la matinée, avec une présentation de fiches action et un temps d'échange et de débat. Enfin, le séminaire s'est clôturé par une table ronde. Quatre intervenants ont partagé leur expérience et ont livré des témoignages inspirant pour la réalisation d'actions concrètes sur les territoires :

- Marine Thomasson de Terre de Liens Midi-Pyrénées,
- Gilbert Cestrières de la coopérative Jeune Montagne Aubrac,
- Florence Padie du PAT Pays Midi-Quercy,
- Claudette Formentin, de l'Essor maraîchers Tarn et Dadou et de la chambre d'agriculture 81.



Figure 12 : Illustrations de l'atelier 5 au lycée de Fontlabour

Le tableau ci-dessous récapitule les objectifs, supports, méthodes et résultats des différents ateliers.

Tableau 1 : récapitulatif des objectifs, supports, méthodes et résultats des ateliers prospectifs

	Objectifs	Supports	Méthodes	Résultats
<b>Ateliers 1</b>	Favoriser la rencontre entre les acteurs du territoire, échanger sur le diagnostic et sur les enjeux relatifs à l'agriculture, Discuter les participants pour qu'ils partagent leurs connaissances et qu'ils se projettent plus facilement dans l'avenir lors des trois ateliers suivants		Diagnostic sur carte	Spatialisation des enjeux principaux de l'agriculture sur chaque territoire
<b>Ateliers 2</b>	Réfléchir au champ des possibles concernant les évolutions de l'agriculture, Encourager les participants à se projeter dans l'avenir, Rappeler les objectifs de la prospective, Continuer le partage entre les participants.	22 fiches variables	« World café » : 3 sessions de 30 minutes de réflexion sur une variable, par groupe de 4 personnes	Elaboration d'environ 60 hypothèses d'évolution par atelier
<b>Ateliers 3</b>	Encourager les participants à se projeter dans différents scénarios plausibles, qu'ils soient souhaitables ou non, afin de favoriser la prise en compte de l'ensemble du champ des possibles (et non seulement de ce qu'on aimerait) Inciter les participants à se positionner sur les évolutions souhaitables ou moins souhaitables Continuer à favoriser le dialogue et l'échange entre les participants	15-16 mini-scénarios repartis en 4 thèmes, issus de la combinaison des hypothèses formulées en atelier 2	Travail par groupe de 4 personnes environ, avec un thème par groupe et environ 30 minutes de réflexion par mini-scénario	Evaluation des mini-scénarios et réflexion sur les actions à mener pour atteindre les mini-scénarios souhaitables et éviter les mini-scénarios non souhaitables
<b>Ateliers 4</b>	Encourager les participants à se projeter dans les 3 scénarios proposés, à dégager les principaux avantages et inconvénients des scénarios, pour formuler des objectifs d'action, Encourager l'échange entre participants pour inciter à des actions communes par la suite	Points saillants des scénarios, cartes schématiques, récits	Travail individuel puis échanges en salle entière	Définition d'orientations souhaitées, partagées ou non, à partir d'échanges sur les trois scénarios.





<b>Atelier 5</b>	Etablir des actions concrètes à mettre en place sur les 3 territoires pour tendre vers les orientations souhaitées discutées lors de l'atelier précédent, Susciter la création de groupe de travail pour mener des actions	Vidéos des scénarios (3 vidéos par territoire)	Court travail individuel sur post-it puis en groupe de 4 personnes environ, Table ronde avec des intervenants	Rédaction de fiches action (description de l'action, du contexte, des enjeux et des objectifs de l'action, des moyens nécessaires et des partenariats à construire)
------------------	--	--	--	---



## 3.2 La mise en œuvre sur 3 territoires

Cette partie décrit la mise en œuvre de la démarche prospective sur les trois territoires d'étude. Elle est divisée en 3 sections, chacune retraçant les caractéristiques d'un territoire et les résultats de la démarche.

Les 3 territoires présentent des similarités, mais également des différences importantes. L'aire urbaine d'Albi est nettement moins étendue que les aires urbaines de Rodez et de Montauban/Castelsarrasin-Moissac.

Parmi les similarités, on peut compter la présence d'une ville-centre (par définition), un espace rural proche et dynamique (qui occupe 60 à 70% du territoire, avec une densité d'exploitation plus ou moins forte du fait de la présence plus ou moins importante d'élevage ovins et bovins nécessitant de grandes surfaces), et des filières agricoles organisées.

Les différences portent sur la proximité à Toulouse, et donc l'importance plus ou moins forte de la pression foncière subie par les espaces agricoles. (voir tableau comparatif en annexe 1)

### 3.2.1 L'aire urbaine de Rodez

#### 3.2.1.1 Le comité prospectif local

La liste en Annexe 4 identifie les participants à au moins à l'un des ateliers (séminaire de restitution inclus).

Le graphique ci-dessous reprend le nombre de participants par catégorie à chaque atelier organisé à Rodez et lors du séminaire de restitution (atelier 5). Au total, le nombre de participants est de :

- 24 à l'atelier 1,
- 21 à l'atelier 2,
- 17 à l'atelier 3,
- 15 à l'atelier 4,
- 23 au séminaire de restitution.

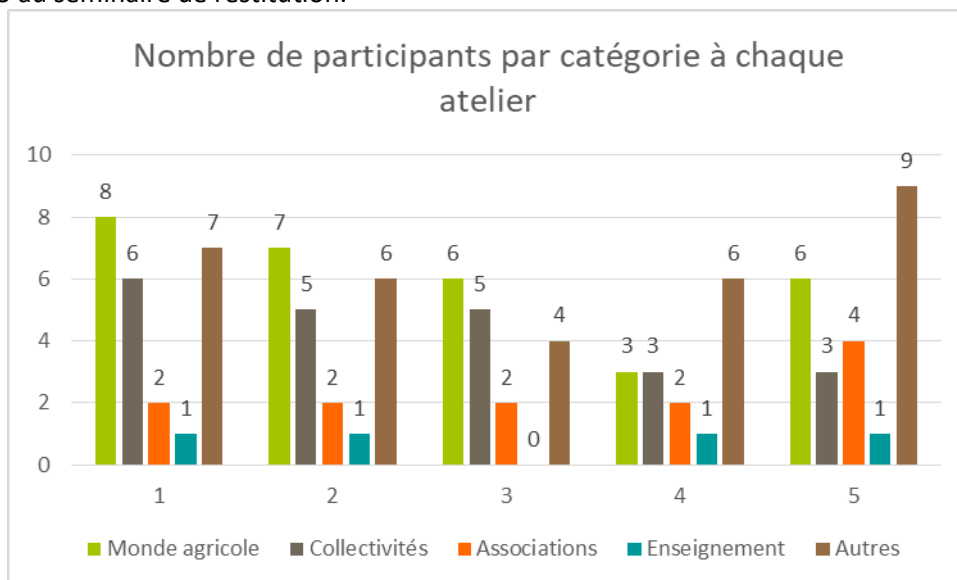


Figure 13 : Répartition des participants aux ateliers par type d'acteurs sur l'aire urbaine de Rodez

\*Autres : DDT, Chambres des métiers, DDCSPP, etc.



### 3.2.1.2 Caractéristiques territoriales

L'aire urbaine de Rodez est située au centre du département de l'Aveyron. Elle est constituée du pôle urbain regroupant les communes de Rodez, Onet-le-Château, Olemps, Le Monastère, Luc-La Primaube et Sébazac-Concourès et de 33 communes qui forment sa couronne périurbaine. Idéalement située au carrefour des principaux axes de circulation du département, dont la RN 88, cet espace constitue le principal pôle d'emploi de l'Aveyron. Les communes de Rodez et Onet-le-Château abritent les deux premiers employeurs du département de l'Aveyron : l'hôpital public de Rodez et l'usine Bosch industries.

Au recensement INSEE 2013, l'aire urbaine ruthénoise comptait 85 181 habitants avec une croissance démographique régulière depuis 1968. Sur la dernière période intercensitaire, le principal facteur de dynamisme démographique reste le solde migratoire apparent. Cette aire urbaine attire les populations les plus jeunes du département. Au 1er janvier 2017, ce territoire englobe Rodez Agglomération et recoupe de manière plus ou moins importante 6 autres EPCI-FP : Conques-Marcillac, Comtal Lot et Truyère, Pays de Salars, Pays Ségali et Pays Rignacois. Elle se situe à la croisée de 3 pôles d'équilibre territorial et rural :

- PETR Centre Ouest Aveyron,
- PETR du Haut Rouergue,
- PETR du Lézézou.



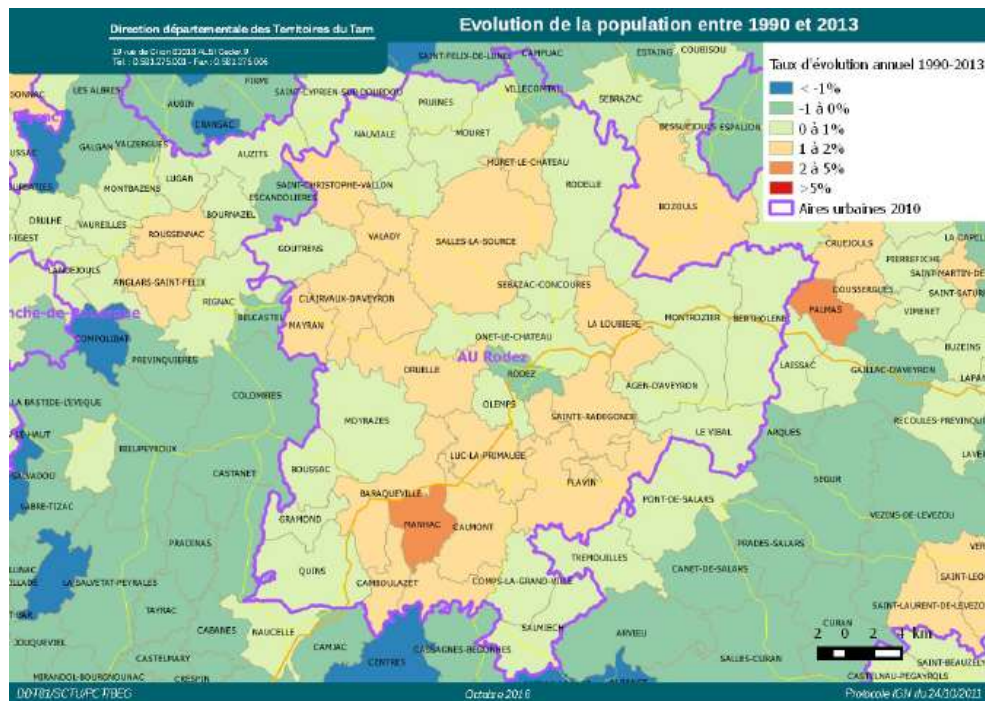


Figure 14 : Evolution de la population entre 1990 et 2013 - Aire urbaine de Rodez

L'élaboration du SCOT Centre Ouest Aveyron a débuté à l'automne 2015 et devrait s'achever en 2018-2019.

### 3.2.1.3 Principales caractéristiques de l'agriculture locale

L'aire urbaine de Rodez se situe sur les contreforts du Massif-Central et se caractérise par la diversité de son relief et de sa géologie. La ville de Rodez est perchée sur une butte à 120m au-dessus de la rivière Aveyron. Cette dernière traverse l'aire urbaine d'est en ouest formant une vallée encaissée. Cet espace de moyenne montagne situé entre 350 et 600m d'altitude est propice à l'élevage. On y distingue **quatre entités paysagères** qui correspondent également à quatre petites régions agricoles :

- Le Ségala et le Levézou au sud et à l'ouest, vastes plateaux de roches métamorphiques,
- Le Causse Comtal, constitué de roches calcaires sédimentaires et le Rougier de Marcillac à l'est et au nord de l'aire urbaine ruthénoise.



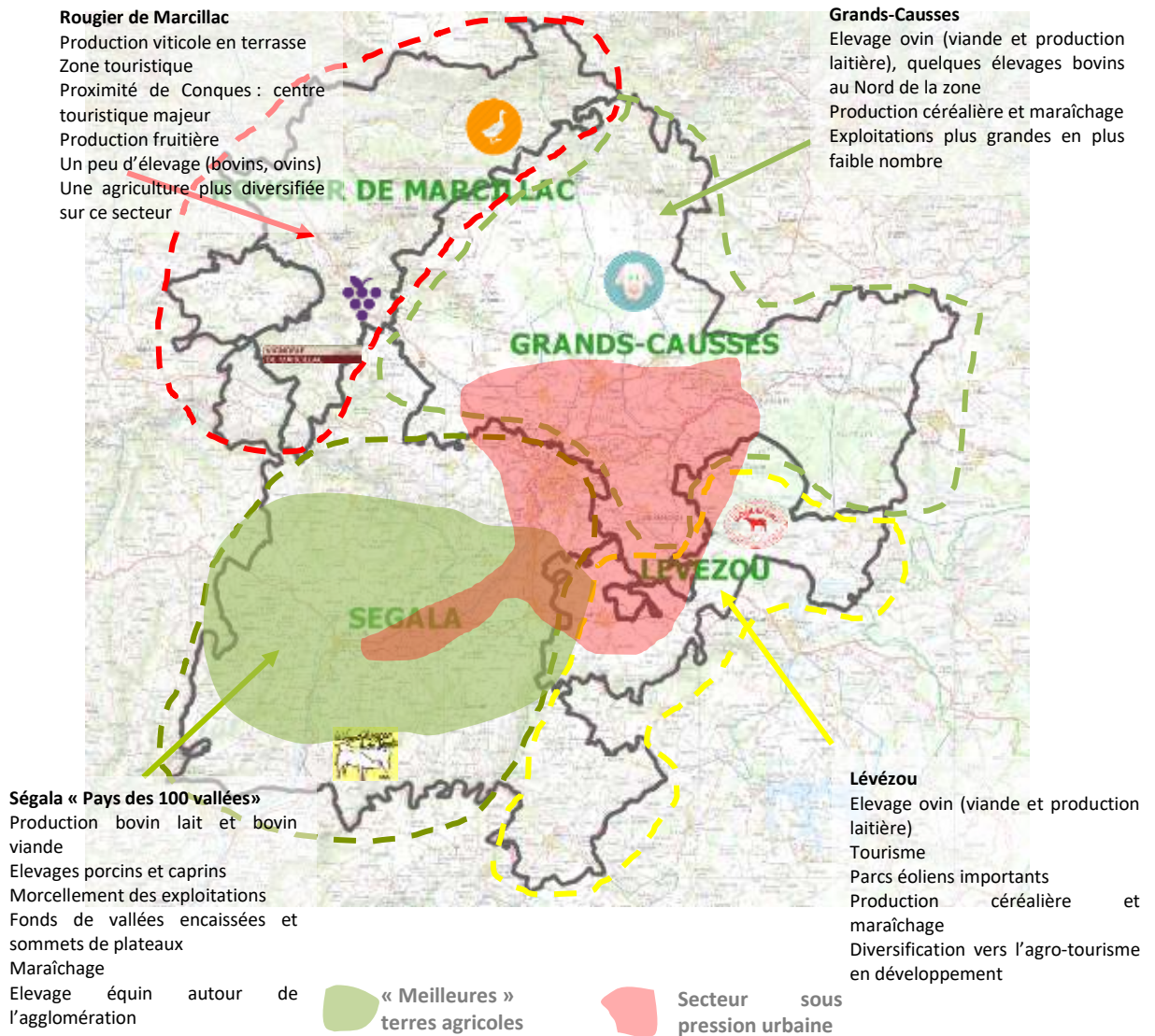


Figure 15 : Caractérisation des espaces agricoles - Carte co-produite avec les acteurs en atelier 1 – Réalisation Blezat Consulting

L'agriculture, qui occupe 68% de la surface de l'aire urbaine, joue un rôle important pour le territoire. Les productions sont diverses, cependant l'agriculture est marquée par l'importance de l'élevage (bovin, ovin, caprin lait, porcin, etc.).

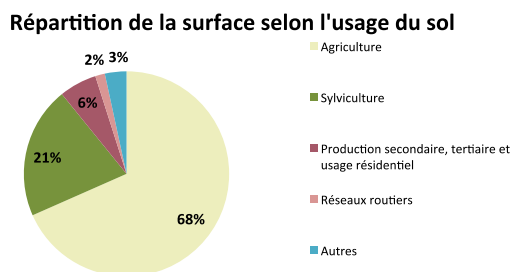


Figure 17 : Répartition de la surface selon l'usage du sol – Source : DDT 81



Figure 16: Répartition des exploitations par OTEX en 2010 - Source RGA 2010



### Les régions agricoles

L'aire urbaine de Rodez recoupe 4 régions agricoles :

- **Le Rougier de Marcillac** : où l'agriculture est plus diversifiée que sur le reste de l'AU, avec notamment une production viticole en terrasse, une production fruitière et un peu d'élevage (ovin, bovin). Cette région agricole est une zone touristique, à proximité de Conques.
- **Le Ségala** : ce territoire, composé de fonds de vallées encaissées et de sommets de plateaux, est une zone d'élevage (bovin lait, bovin viande, porc, caprin).
- **Le Lévezou** : cet espace, grâce à ses lacs notamment, est assez touristique. L'agriculture en tire profit en se diversifiant vers des activités d'agro-tourisme. L'élevage ovin (viande et lait), les productions céréalières et le maraîchage sont les principales activités agricoles de cette région. On peut noter le développement important de parcs éoliens.
- **Les Grands Causses** : dans cette région agricole, l'élevage (ovin et bovin) est dominant. Les exploitations agricoles sont plus grandes et moins nombreuses que sur les autres régions agricoles de l'AU.

### Les dynamiques foncières de l'aire urbaine

Bien qu'attractive à l'échelle du département, l'aire urbaine ruthénoise demeure un espace rural avec une densité moyenne de 80 habitants par km<sup>2</sup>. On y observe cependant des caractéristiques typiques des phénomènes de **périurbanisation**.

Le développement de cet espace se faisant en première couronne périphérique et dans des logiques d'axes en particulier le long de la RN 88 ou de la RD 840. Ce développement se faisant au bénéfice de la couronne périurbaine. On y observe :

- Un dynamisme démographique plus important avec une attraction de jeunes ménages avec enfants qui accèdent à la propriété, la périphérie leur offrant un foncier qui permette de les accueillir et la mobilité n'étant pas un frein à leur installation.
- Une activité de la construction plus importante en termes de logement individuel entraînant une consommation foncière accrue.
- L'installation de couples bi-actifs avec un revenu médian plus élevé que dans le pôle urbain.

Cette tendance à la périurbanisation est notamment confirmée par l'extension du périmètre de l'aire urbaine entre 1999 et 2010, celui-ci étant défini par un taux de déplacements pendulaires supérieurs à 40%.



Figure 18 : Sainte-Radegonde - Un développement urbain important mais globalement circonscrit



## **Les principales productions**

Les productions animales (bovins, ovins, palmipèdes) sont une des productions phares de l'AU. Les espaces de moyenne montagne sont propices à l'élevage. Le territoire compte un nombre important de signes officiels de qualité et d'origine :

- Veau d'Aveyron et du Ségala (LR),
- Bœuf fermier d'Aubrac (LR),
- Agneau fermier élevé sous la mère (LR),
- Agneau laiton (LR et IGP) avec un engraissement local,
- Volaille fermière (LR),
- Canard à foie gras du Sud-Ouest (IGP), avec des inquiétudes sur le modèle sur à la grippe aviaire.

Le territoire exporte également des broutards vers l'Italie et l'Espagne.

Des acteurs importants sont localisés sur l'AU, comme par exemple les groupes coopératifs Unicor et Arcadie Sud-Ouest.

La production laitière joue également un rôle important, avec des AOP qui dynamisent la production (AOP Roquefort, AOP Bleu des Causses) pour la production ovine. La filière est cependant aujourd'hui en difficulté. Des réponses organisées se mettent en place, avec par exemple pour le lait de vache la marque « Mont Lait ».

La viticulture se concentre dans la région du Rougier de Marcillac (AOC Marcillac).

La production de semences bénéficie de la présence de RAGT.

L'agriculture se caractérise sur l'AU par une forte organisation des acteurs, un nombre important de labels qualitatifs, et le développement de l'agriculture biologique. Une dynamique de circuits courts et de mise en valeur des produits locaux est en marche. La coopérative Unicor a par exemple créé son propre magasin alimentaire, les Halles de l'Aveyron à Rodez, ainsi qu'un second magasin en région parisienne. Plus récemment, en décembre 2016, le magasin de producteurs Pays'en Direct a vu le jour.

Figure 19 : Ouverture du magasin de producteurs Pays'en Direct en décembre 2016



## **Les agriculteurs, les exploitations et la SAU**

Les agriculteurs exploitants représentent 2,2% de la population de l'aire urbaine en 2013.

La taille des exploitations varie selon les régions agricoles. Comme nous l'avons expliqué plus haut, les exploitations sont plus grandes dans les Grands Causses, au nord-est de la zone d'étude.

La densité moyenne d'agriculteurs est de 2,80 agriculteurs pour 100 ha de SAU (MSA 2014).





On constate ces dernières années une **faible diminution du nombre d'exploitants sans perte de SAU** (-5% d'exploitations agricoles et -0.4% de SAU entre 2000 et 2010) et une tendance à la « **cérealisation** » des surfaces.

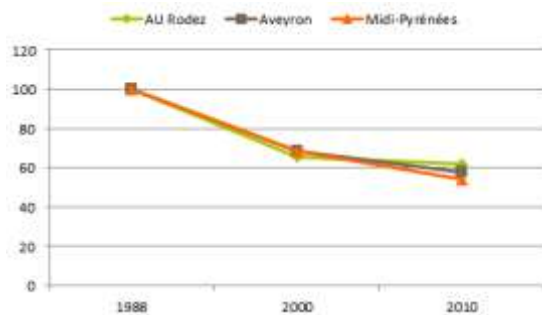


Figure 21: Evolution du nombre d'EA entre 1988 et 2010 (base 100 en 1988) – RGA 2010

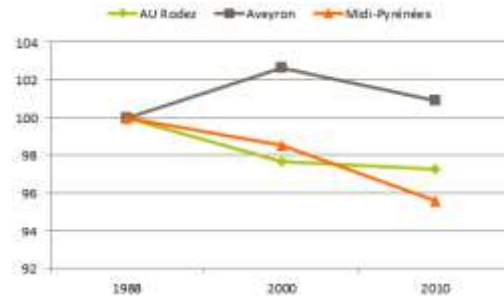
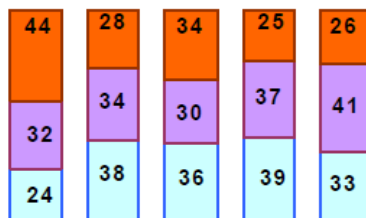


Figure 20 : Evolution de la SAU entre 1988 et 2010 (base 100 en 1988) – RGA 2010

### Répartition selon l'âge des exploitants (%)



expl SAU PN TL CP  
 □ <41ans □ 41 à 50 ans □ >50 ans

Source : Agreste - Recensement de l'agriculture 2010

Figure 22 : Répartition des exploitants selon leur âge - Agreste 2010

44% des exploitants ont plus de 50 ans. 66% de ces exploitants n'ont pas de succession connue. Il y a donc une incertitude quant aux successions, notamment parmi les plus petites exploitations. Ce phénomène est moins marqué que sur les autres territoires d'étude.

### L'agriculture et l'environnement

La zone d'étude comporte quelques sites Natura 2000 et des ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique). La gestion de l'eau représente un enjeu important pour l'AU qui est située sur un bassin versant en déséquilibre quantitatif.

La figure ci-dessous représente le niveau d'auto-consommation possible des différentes productions de l'aire urbaine de Rodez<sup>9</sup>. Cette figure reflète sans surprise l'importance de la production d'agneaux et de viande bovine, et le déficit en production fruitière et légumière.

<sup>9</sup> Principe de calcul retenu : comparaison entre consommation des ménages (données Kantar), et production brute basée sur les surfaces et les cheptels (au RGA 2010). Pour les produits transformés (consommation en fromage, pain) des ratios moyens nationaux ont été utilisés.

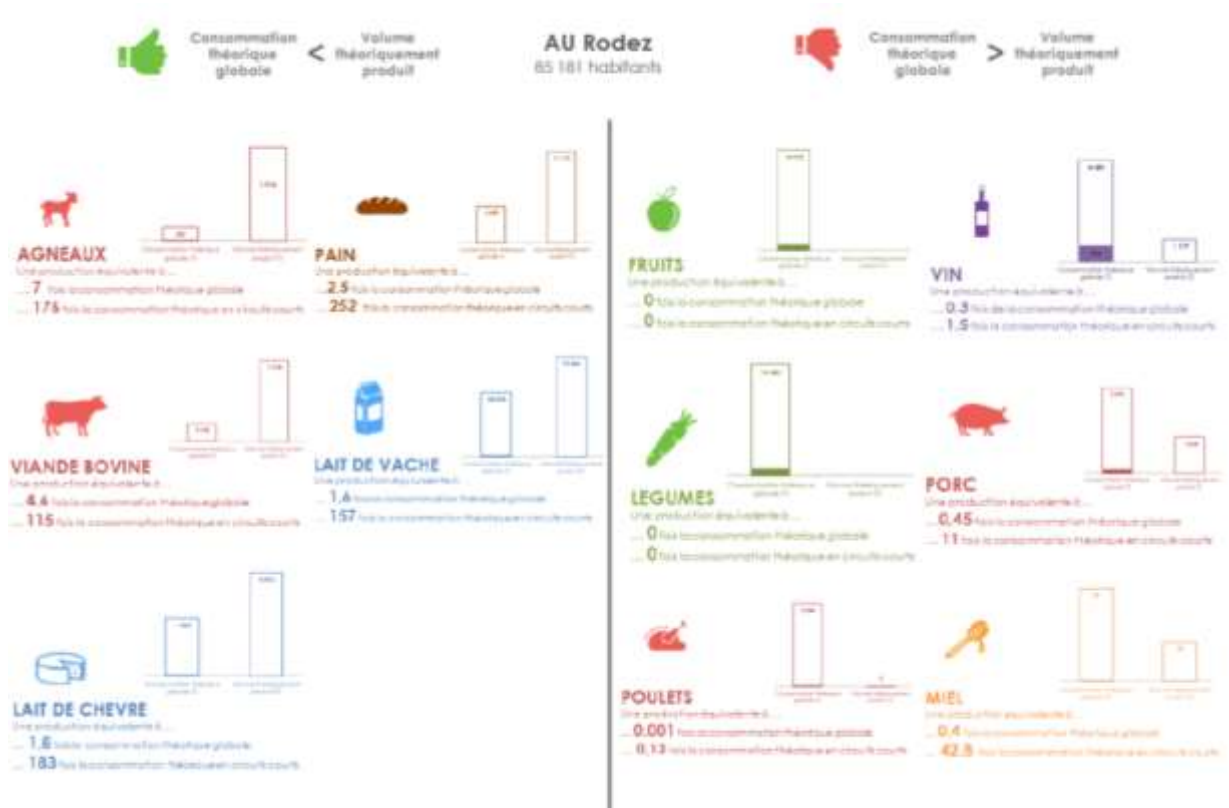


Figure 23 : Projection du niveau d'auto-consommation potentiel sur l'AU de Rodez, Source Blezat Consulting

La carte mentale ci-dessous, produite à partir des échanges de l'atelier 1, synthétise les différents enjeux de l'aire urbaine de Rodez. Ces enjeux ont notamment été évoqués par les participants à l'atelier prospectif n°1 à Rodez. La liste n'est donc pas exhaustive.

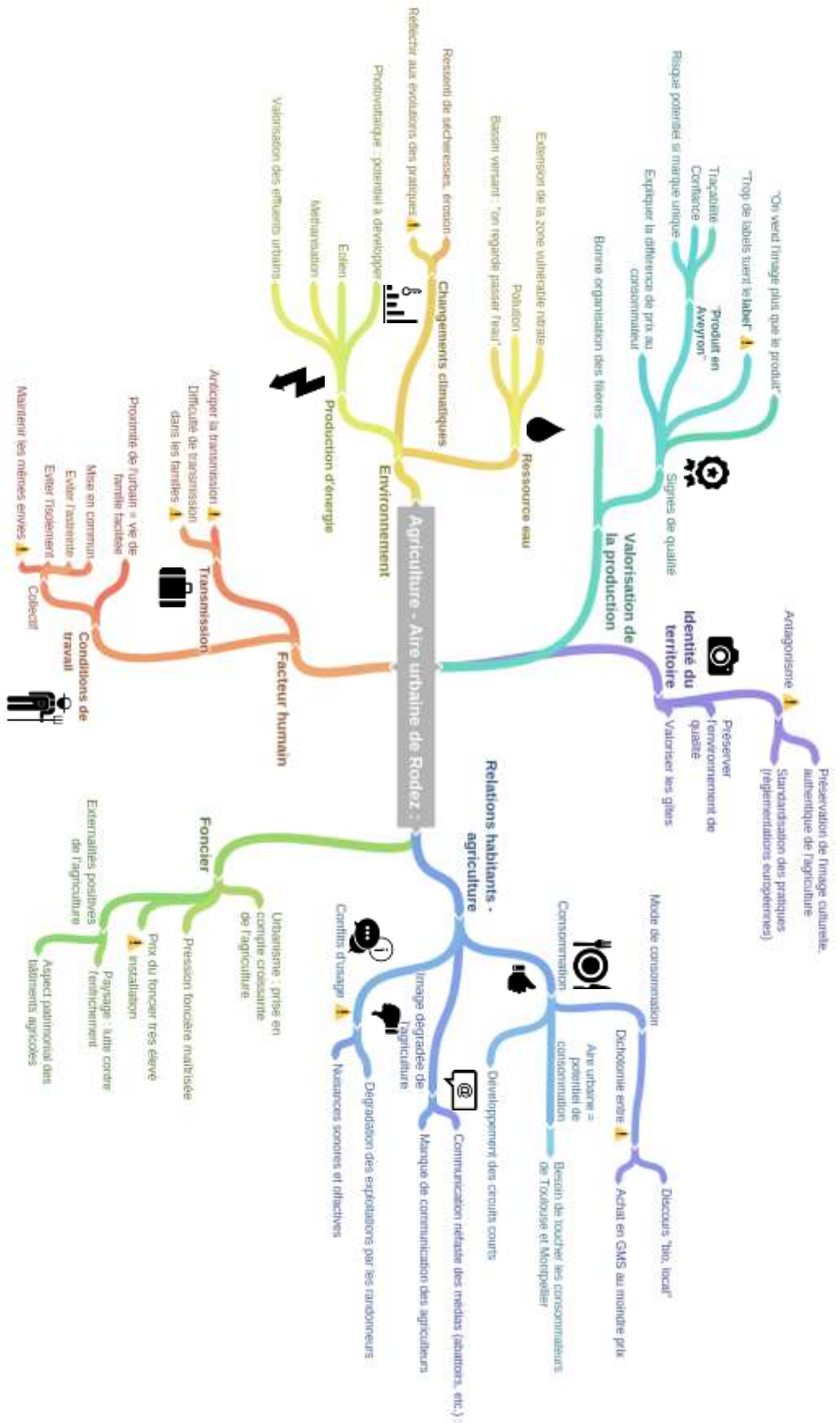


Figure 24 : les enjeux agricoles sur l'aire urbaine de Rodez - carte mentale produite sur la base des travaux en ateliers



### 3.2.1.4 Le champ des possibles

---

Lors de l'atelier prospectif n°2, les participants ont formulé des hypothèses d'évolution de variables, regroupées ci-dessous en 8 grandes thématiques. La consigne donnée aux participants était de réfléchir aux évolutions possibles de différentes variables sur le territoire de l'AU de Rodez, à horizon 2035.

#### **Thématique : foncier et transmission**

1. Demain, une meilleure valorisation de la production par le biais des circuits courts permettra d'avoir une activité agricole moins gourmande en foncier
2. Demain, la pression "urbaine" sur le foncier agricole devrait être mieux maîtrisée avec les outils de planification.
3. Demain, on dissociera la valeur patrimoniale de la valeur d'usage : la gestion et peut-être la propriété du foncier agricole devient la compétence du collectif.
4. Demain, les moyens de production sont déconnectés du capital foncier facilitant la transmission
5. Demain, le capital foncier est détenu par des propriétaires qui le mettent peu voire pas du tout à disposition des exploitants. Réglementation des fermages qui évolue pour compenser la situation.
6. Demain, la PAC évolue et réoriente les aides vers l'emploi et/ou la qualité des produits plutôt qu'à la surface -> impact sur la transmission des exploitations, plus favorable pour les exploitants à plus petite taille et ayant des emplois agricoles.

#### **Thématique : filières et traçabilité, qualité**

1. Demain, les filières locales s'organisent pour produire et distribuer des produits avec une forte identité liée à l'histoire, au territoire, avec un savoir-faire.
2. Demain, la pérennité des productions de l'aire urbaine de Rodez passera par une mise en marché commune des produits vers les métropoles.
3. Demain, 80% de la population ne pourra pas ou ne voudra pas consommer les produits de qualité issus de l'aire urbaine de Rodez.
4. Demain, il n'y aura plus de produits non tracés.
5. Demain, le système de labellisation est revu. Les produits sont associés à des marques et à des cahiers des charges à l'échelle du département.
6. Demain, l'État se désengage de ses missions de sécurité alimentaire, de traçabilité, et de gestion de SOQ. Ses missions sont gérées par l'industrie agro-alimentaire. Les SOQ sont remplacés par des marques d'entreprises.
7. Demain, la restauration collective sera majoritairement alimentée par de la production locale en circuit court avec regroupement et organisation des producteurs.

#### **Thématique : installation et conditions de travail**

1. Demain, les installations hors-cadre familiale ne suffisent pas à compenser les départs à la retraite, la production agricole chute et on devient entièrement dépendant des importations.
2. Demain, l'agriculteur devient pluriactif et les salariés, agriculteurs à temps partiel -> l'installation s'ouvre et est facilitée.



3. Demain, les 1000 exploitations qui sont sans repreneur deviennent "propriétés" des structures publiques départementales. Le financement se fait par un fermage versé et une taxe demandée aux habitants du département.
4. Demain, les agriculteurs se regroupent en collectif. La gestion du foncier n'est plus assurée par l'exploitant. De nouveaux outils ou structures d'accompagnement à créer pour la gestion foncière des propriétaires.
5. Demain, le revenu des agriculteurs est suffisant pour maintenir l'attractivité du métier (conditions de travail améliorées). Le consommateur ruthénois sont prêts à y mettre le prix. + changement des systèmes de distribution locaux.
6. Demain, les agriculteurs deviennent les salariés des grands groupes de distribution qui règlent la question du revenu et des conditions de travail (syndicats). Il n'y a plus d'aide PAC.

### **Thématique : relations internationales et politique agricole**

1. Demain, les circuits courts et la filière bio se seront généralisés et renforcés et seront moins impactés par les cours mondiaux.
2. Demain, face à la privatisation du vivant par des multinationales => développer la production et l'utilisation de semences paysannes.
3. Demain, les cours mondiaux de produits alimentaires ne feront plus l'objet de spéculation et seront gérés par un organisme mondial (FAO).

### **Thématique : tourisme et relations ville campagne**

1. Demain, la typologie des urbains crée des incompréhensions croissantes avec le milieu agricole.
2. Demain, les nombreuses campagnes d'information sur l'agriculture et le développement des circuits courts et de l'agriculture bio améliorent les relations ville campagne et les perceptions des services rendus par l'agriculture.
3. Demain, l'évolution des outils de planification conduisent à une concentration de l'urbanisme et à un déplacement de l'activité agricole avec une séparation nette et franche de l'urbain et de l'agricole.
4. Demain, les acteurs locaux auront pris conscience de leurs responsabilités en termes d'enjeux de qualité, et iront vers des labels certifiés et reconnus.
5. Demain, la préservation du paysage sera une préoccupation partagée, qui participera de la bonne image, du territoire et de la bonne santé du tourisme en Aveyron.
6. Demain, les labels de qualité seront galvaudés et mis en danger par le tourisme de masse.

### **Thématique : images de l'agriculture et mode de consommation**

1. Demain, la communication sera adaptée aux nouveaux modes de consommation : présence de réseaux sociaux, nouveaux systèmes d'approvisionnement : réseaux locaux : direct consommateurs (drive fermier, Halles de l'Aveyron, locomotives ...)
2. Demain, l'agriculture prend une place prépondérante dans l'entretien des paysages, dans la régulation des cours d'eau, le maintien des haies ... pour la biodiversité.
3. Demain, l'agriculture et l'alimentation seront une discipline scolaire : comprendre le processus de production, d'où viennent les produits, comment ...
4. Demain, les distributeurs limitent l'offre de produits importés par une politique plus stricte => 50% production bio de la SAU ; 50% d'approvisionnement local
5. Demain, monopole de l'industrie agro-alimentaire sur les semences, la production et la distribution => nourriture aseptisée, calibrée et uniforme.



6. Demain, les sols et l'eau sont totalement pollués => développement d'aliments artificiels et synthétiques ; création d'une poche de résistance et de nouveaux utopistes.

### **Thématique : environnement et changement climatique**

1. Demain, sous la pression sociétale, le changement de pratiques va se généraliser et les consommateurs prendront part à la production et à la commercialisation d'une alimentation de qualité.
2. Demain, on connaîtra une agriculture à 3 vitesses : agriculture biologique et paysanne, agriculture biologique de firmes à grandes échelles, agriculture industrielle
3. Demain, le consommateur se rapproche (physiquement) du producteur : une politique est menée pour une fin de l'étalement des mégalo-poles et la population revient dans les petites villes
4. Demain, les sécheresses s'accroissent et impactent fortement les ressources en eau. Le territoire met en place des réserves multi usages. Équipement agricole et production mieux dimensionnée pour une meilleure consommation d'eau.
5. Demain, les événements climatiques induisent des rendements beaucoup plus faibles et détériorent les sols.
6. Demain, le changement climatique impose de revoir complètement le modèle consommation/production. L'alimentation s'affranchit de l'économie de marché. Le producteur est rémunéré par la société.
7. Demain, les crises sanitaires seront plus nombreuses en lien avec l'évolution climatique

### **Thématique : innovation**

1. Demain, l'innovation aboutit à une standardisation qui laisse de côté certains agriculteurs
2. Demain, l'innovation technologique permet de rapprocher l'agriculteur et le consommateur. En améliorant les conditions de vie de l'agriculture => ayant du temps pour accueillir des consommateurs à la ferme (possible proche des villes). Les agriculteurs développent un réseau social agricole (améliorant la communication entre agriculteurs et avec les consommateurs).
3. Les acteurs de la production (coop, agriculteurs, petites structures, distributeurs...) se fédèrent au niveau régional, reprennent en main les technologies et permettent de favoriser la consommation locale (AMAP...). Rodez devient un laboratoire d'expérimentation
4. Demain, les unités collectives de méthanisation se développeront pour fournir localement l'électricité, le réseau de chaleur, et les engrais pour les agriculteurs.

---

#### **3.2.1.5 Les mini-scénarios**

---

Les hypothèses d'évolution ont été combinées par le bureau d'études en « mini-scénarios ». Ces « mini-scénarios » décrivent l'évolution possible de 4 grands domaines :

- **Les politiques agricoles et relations internationales :**
  - o Une agriculture à 2 vitesses : Dichotomie entre une agriculture « industrielle », y compris bio, compétitive et une agriculture locale, de petites exploitations, subventionnée
  - o Diminution des aides européennes et nationales : Baisse des aides de la PAC, la région joue le rôle de pompier (modernisation, investissement ...)
  - o Une production de haute qualité (voire de luxe) tournée vers l'export : La production bio et les circuits courts se renforcent en France. La région soutient une production de qualité, avec une identité Aveyronnaise (marketing territorial).





- Changement de paradigme : Régulation mondiale de l'agriculture, l'alimentation devient un bien public, internationalisation des politiques alimentaires.
- **Les filières agricoles :**
  - L'agriculteur salarié : Monopole de l'industrie agro-alimentaire, désengagement de l'État, production aseptisée, calibrée, uniforme. Les entreprises sécurisent leur production par une politique de réserves en eau et une utilisation optimisée.
  - Crise de l'agriculture locale : Métiers agricoles peu attractifs, manque d'agriculteurs, chute de la production, dépendance aux importations
  - Agriculture paysanne et résiliente : Production plus autonome et adaptée au changement climatique, rôle de l'agriculture dans la protection de la biodiversité et des paysages, agriculteurs pluri-actifs
  - Renforcement des actions collectives locales : Regroupement des actions collectives : mise en marché commune vers les métropoles, emplois partagés, production d'énergie mutualisée, innovation, formation, gestion partagée de l'eau
- **Le comportement des consommateurs :**
  - Crise du pouvoir d'achat : Incompréhension croissante entre les urbains et les agriculteurs, 80% de la population ne peut / veut pas consommer des produits de qualité issus de l'aire urbaine
  - Artificialisation de l'alimentation : Pollution des sols, alimentation déterminée par la disponibilité des ressources, développement des aliments de synthèse
  - Approvisionnement local et regain d'intérêt pour l'agriculture : Communication entre agriculteurs et consommateurs innovante, amélioration des relations ville-campagne, disparition des grandes surfaces
- **Le foncier et l'attractivité des territoires (y compris le tourisme) :**
  - Planification et attractivité de Rodez : Fin de l'étalement urbain, optimisation et redynamisation des surfaces agricoles, attractivité touristique, paysages préservés
  - Absence de maîtrise : Planification a minima, poursuite de la spéculation, transmissions difficiles, forte attractivité, tourisme de masse mettant en danger les paysages et les labels locaux
  - « Collectivisation », foncier agricole = bien public inaliénable : Déconnexion entre moyens de production et capital foncier, maîtrise de la pression urbaine, gestion collective du foncier agricole

Lors de l'atelier prospectif n°3, les participants ont été invités à s'exprimer sur chaque mini-scénario, plus particulièrement sur leurs caractères probable et souhaitable, sur leurs impacts sur le territoire et les filières agricoles, ainsi que sur les leviers à mettre en place pour atteindre ou éviter ces mini-scénarios.

Les figures ci-dessous synthétisent les travaux effectués lors de l'atelier n°3.

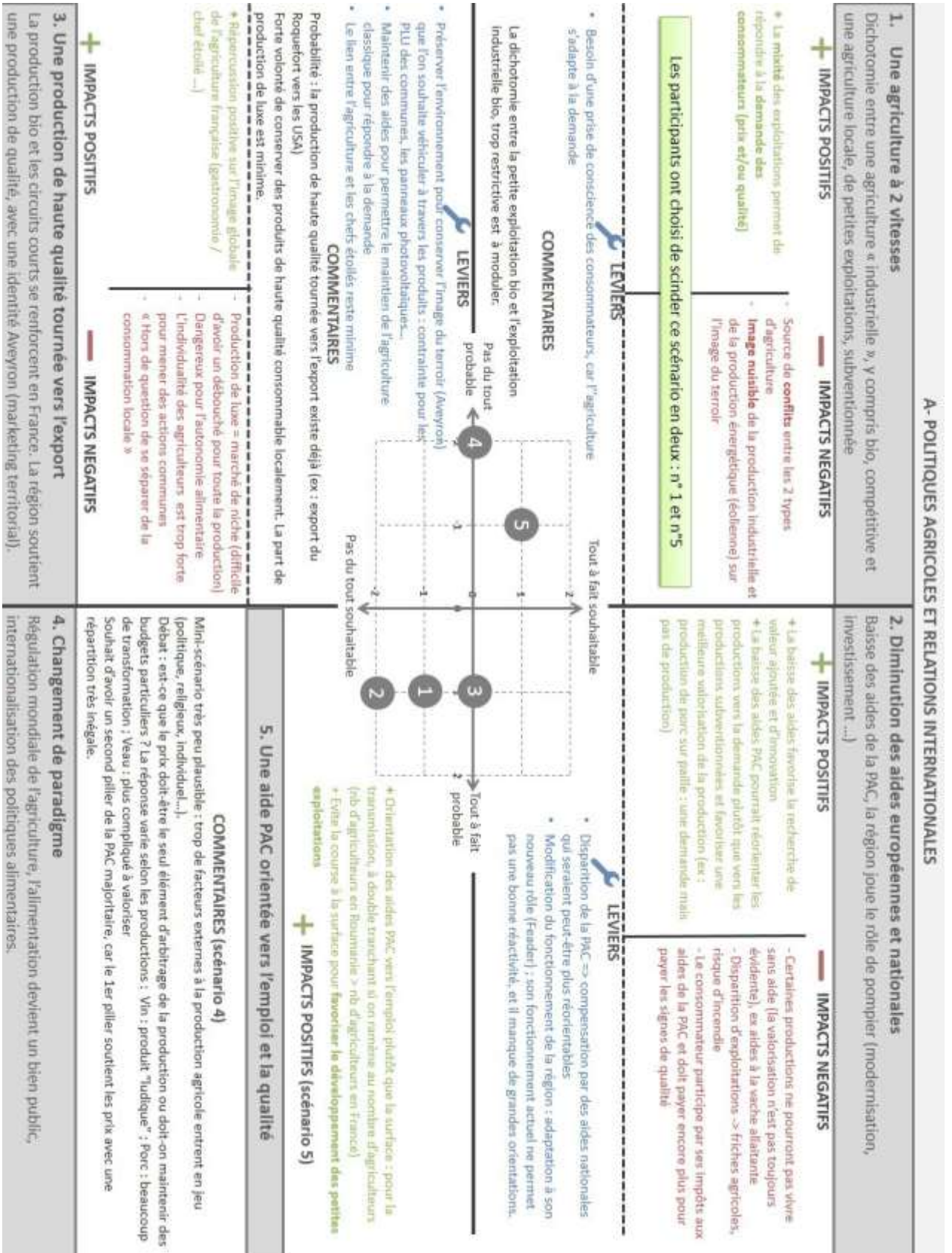


Figure 25 : Productions réalisées en atelier sur les mini-scénarios (analyse des impacts, probabilité/souhaitabilité, propositions de leviers)



**B - PRODUCTION ET FILIERES + TRANSMISSION ET INSTALLATION**

**1. L'agriculteur salarié**

Monopole de l'industrie agro-alimentaire, stratégie de marque plutôt que de signes officiels de qualité, production assésée, calibrée, uniforme. Les entreprises sécurisent leur production par une politique de réserves en eau et une utilisation optimisée.

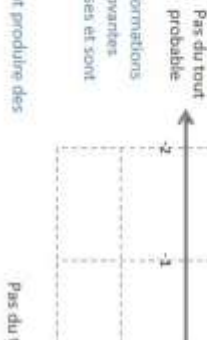
<p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Facile, installation de nouveaux agriculteurs</li> <li>+ Baisse des charges financières</li> <li>+ Moins de déchets à prendre pour l'agriculteur</li> </ul> <p><b>COMMENTAIRES</b></p> <p>Certains agriculteurs sont déjà « salariés » (volailles, melons...)</p>	<p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Standardisation des productions</li> <li>- Perte d'identité</li> <li>- Perte de l'intérêt du métier</li> <li>- Danger de monopolarisation par les grands groupes (comme le préfigure le cas de la filière porcine en Bretagne)</li> <li>- Spécialisation des territoires</li> </ul>
---	---

**LEVIERS**

- Mieux faire connaître les produits locaux
- Valoriser l'agriculture locale, son identité, les producteurs locaux
- Eteindre l'instabilité
- Recréer le lien entre producteurs et consommateurs (y compris à l'export)
- Commercialisation des produits avec l'appart de compétences externes (marketing, gestion...)

**LEVIERS**

- Renforcer et modifier l'enseignement agricole et les formations
- Favoriser l'innovation et le partage des pratiques innovantes
- Faire confiance aux Aveyronnais, qui résistent aux crises et sont attachés à leur territoire
- Penser à plus long terme
- Être plus économe en énergie (peut-être pas vraiment produire des ENR)



<p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Impact positif sur l'environnement (l'Aveyron est fortement impactée par le changement climatique et il y a un besoin d'adaptation)</li> <li>+ Pérennité du territoire : si l'agriculture est résiliente, les agriculteurs resteront</li> <li>+ Amélioration des conditions de vie</li> <li>+ Augmentation du revenu des agriculteurs</li> </ul>	<p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté d'adaptation, risque de laisser des gens sur le bord du chemin</li> </ul>
--	--

**2. Crise de l'agriculture locale**

Métiers agricoles peu attractifs, manque d'agriculteurs, chute de la production, dépendance aux importations

<p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Meilleure organisation locale des producteurs</li> <li>+ Complémentarité de l'offre</li> <li>+ « C'est dans la culture aveyronnaise »</li> </ul>	<p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque d'entretien du paysage</li> <li>- Disparition de la ruralité (vét de village)</li> <li>- Disparition du tissu professionnel et risque de « casser » les filières s'il n'y a plus assez de productions</li> <li>- Retour au scénario 1 en cas de crise de vocation</li> <li>- Apparition du sanglier en ville</li> </ul>
--	--

**LEVIERS**

- Maintenir les aides agricoles à l'élevage (compensation pour les zones rurales les plus défavorisées)
  - Attirer une main d'œuvre motivée, pas forcément locale
  - Encourager des vocations avec les aspects positifs du métier
- COMMENTAIRES**
- La dépendance aux importations est peu plausible – on ne se situe pas dans une zone de déprise  
On n'est pas loin du scénario sinon, et il sera particulièrement plausible si les aides à l'élevage diminuent

**LEVIERS**

- Aménagement foncier
- Les filières doivent s'organiser à la fois pour le local et pour de « l'exportation » vers d'autres régions – accompagner les agriculteurs pour se structurer et aussi pour exporter ; l'agriculteur ne peut pas tout maîtriser ; besoin d'un apport de compétences externes (marketing...)
- Formation
- Créer des débouchés : commandes publiques, volonté politique

<p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Renforcement des actions collectives : mise en marché commune vers les métropoles, emplois partagés, production d'énergie mutualisée, innovation, formation, gestion partagée de l'eau</li> </ul>	<p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Risque de différences entre les territoires</li> <li>- Attention : si tous les départements ne consomment que du local, il est impossible de vendre hors de l'Aveyron</li> </ul>
---	--

**3. Agriculture paysanne et résiliente**

Production plus autonome et adaptée au changement climatique, rôle de l'agriculture dans la protection de la biodiversité et des paysages, agriculteurs pluri-actifs

<p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Renforcement des actions collectives : mise en marché commune vers les métropoles, emplois partagés, production d'énergie mutualisée, innovation, formation, gestion partagée de l'eau</li> </ul>	<p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Risque de différences entre les territoires</li> <li>- Attention : si tous les départements ne consomment que du local, il est impossible de vendre hors de l'Aveyron</li> </ul>
---	--





C - COMPORTEMENTS DES CONSOMMATEURS

**1. Crise du pouvoir d'achat**  
Incompréhension croissante entre les urbains et les agriculteurs, une part importante de la population ne veut / veut pas consommer des produits de qualité issus de l'aire urbaine

**+ IMPACTS POSITIFS**

- + Favorable aux productions d'entrée de gamme

**- IMPACTS NEGATIFS**

- Abandon de l'agriculture
- Découragement des agriculteurs
- Plus de rémunération du travail
- Fuite vers de l'interstitiel
- Développement de l'agriculture industrielle
- Déprece foncière
- Dépréciation de la qualité paysagère

**2. Artificialisation de l'alimentation**  
Pollution des sols, alimentation déterminée par la disponibilité des ressources, développement des aliments de synthèse

**- IMPACTS NEGATIFS**

- Vulnérabilité aux crises
- Pas d'attractivité
- Diminution du nombre d'exploitations
- Diminution de l'approvisionnement local

**LEVIERS**

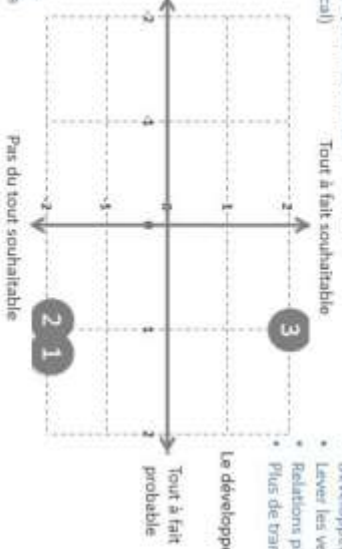
- Pour éviter ce scénario :
- Développer l'éducation et l'information à l'alimentation, par exemple au niveau des écoles
  - Acquisition par les collectivités de terres pour une production maraîchère pour les cantines
  - Actions en direction de la restauration collective (approvisionnement local)
  - Mise à disposition par les collectivités de locaux pour la vente directe
  - Encourager le partage entre agriculteurs et urbains
  - Favoriser les partages et les rencontres pour renforcer le lien

**COMMENTAIRES**

80% de la population ne veut / veut pas consommer local : trop élevé

**LEVIERS**

- Éducation à la consommation locale de saison
- Repenser la planification urbaine pour diminuer la consommation.
- d'espace
- Appui des collectivités nécessaires pour organiser la distribution locale.
- Exemplarité des collectivités concernant l'approvisionnement local et la gestion du foncier et la préservation des espaces agricoles
- Développer des espaces multi-services pour les producteurs (vente, transformation...) physiques ou numériques : les supermarché louent leur espace de vente : réserver de l'espace à la production locale



**LEVIERS**

- Démarches « éthiques » (répartition équitable)
- Développer les circuits courts, organiser des filières adaptées
- Lancer les verrous dans le domaine de la restauration collective.
- Relations plus équilibrées avec l'aval, contractualisation sur le prix
- Plus de transparence sur les prix.

**COMMENTAIRES**

Le développement des aliments de synthèse semble peu probable

- + Revalorisation de l'image de l'agriculture en faveur du maintien des exploitations
- + Modèle familial
- + « Je suis fier de ce que je fais et de ce que je produis... et je le mange »
- + Maintien des paysages

- Qualité non uniforme sur le département de l'Aveyron : besoin de qualité => qu'est ce que la qualité ?

Réflexion sur les familles à alimentation positive (expérimenté dans d'autres régions) : tentative d'expérimentation à Millau.

**+ IMPACTS POSITIFS**

**- IMPACTS NEGATIFS**

**3. Approvisionnement local et regain d'intérêt pour l'agriculture**  
Communication entre agriculteurs et consommateurs innovante, amélioration des relations ville-campagne, disparition des grandes surfaces

SUGGESTION D'UN 4<sup>ME</sup> MINI SCENARIO ?



D – FONCIER – TOURISME – ATTRACTIVITÉ

1. Planification et attractivité de Rodez Fin de l'étalement urbain, optimisation et redynamisation des surfaces agricoles, attractivité touristique, paysages préservés.		2. Absence de maîtrise Planification à minima, poursuite de la spéculation, transmissions difficiles, forte attractivité, tourisme de masse mettant en danger les paysages et les labels locaux	
<p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Maîtrise de la consommation de l'espace</li> <li>+ Meilleure valorisation de l'espace agricole et augmentation de la marge agricole</li> <li>+ Moins de tensions sur le foncier, facilitation de l'installation des jeunes</li> <li>+ Développement des emplois agricoles et touristiques</li> </ul>	<p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté d'adaptation pour certains acteurs de l'agriculture (diversification, commercialisation, marketing : pas évident, ou alors nécessité de l'externaliser)</li> </ul>	<p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Augmentation des recettes fiscales pour les collectivités (à contrebalancer par les dépenses induites)</li> </ul>	<p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation du prix du foncier agricole, difficulté d'installation des jeunes</li> <li>- Pression sur les ressources naturelles (eau)</li> <li>- Dégradation de la qualité</li> <li>- Dégradation des paysages</li> </ul>
<p><b>LEVIERS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pédagogie sur la nécessité de maîtriser la consommation de l'espace</li> <li>• Mettre en avant dans les écoles d'agriculture les « nouvelles » filières</li> <li>• Renforcer l'utilisation des outils permettant de limiter la consommation des espaces</li> </ul>		<p><b>LEVIERS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réorienter les aides européennes (PAC) notamment sur la production plutôt qu'à la surface (ce qui encourage le propriétaire à garder le foncier) avec une limite d'âge et l'interdiction de reboisement (et pas de contrôle du fermier pour la vente)</li> <li>• Encourager les installations</li> <li>• Ne pas encourager la spécialisation (notamment concernant la PAC)</li> </ul>	
<p><b>COMMENTAIRES</b></p> <p>Débat : « c'est la Russie », perte d'impulsion individuelle                  Peu probable : implique un changement culturel très profond.                  Attention : intervention des collectivités possibles pour le foncier mais pas pour la gestion GFA : il faudra un engagement de rachat à long terme et une certaine liberté pour l'investisseur</p>			
<p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Dégel du foncier</li> <li>+ Implication de la population locale dans la gestion qualitative de son environnement</li> <li>+ Place la consommation locale au cœur de la production du terroir</li> </ul>		<p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Perte de maîtrise de l'outil de production par l'exploitant</li> <li>- Augmentation des charges collectives (si les collectivités participent à l'achat du foncier)</li> </ul>	
<p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <p><b>3. « Collectivisation » du foncier agricole = bien public inaliénable</b>                  Déconnexion entre moyens de production et foncier, maîtrise de la pression urbaine, propriété collective et territoriale du foncier agricole (via une taxe départementale ou</p>		<p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p> <p><b>4. Désertification, fuite vers les métropoles et le Monde ?</b>                  Moins d'attachement à la terre, des terres « sacrifiées » à l'urbanisation et un espace rural qui perd sa fonction agricole</p>	





### 3.2.1.6 Les scénarios produits

---

Suite à l'atelier 3, le bureau d'études a rédigé 3 scénarios finaux, en prenant en compte les échanges avec les participants lors des ateliers prospectifs précédents.

Les 3 scénarios finaux sont rédigés ci-dessous et sont accompagnés des commentaires exprimés par les participants à l'atelier prospectif n°4 en réaction à la lecture des scénarios. Les commentaires situés à gauche, dans des bulles vertes, sont les aspects positifs des scénarios. Les commentaires situés à droite, dans des bulles rouges, sont les aspects négatifs des scénarios.

Chaque scénario est également illustré par une carte, reprenant la carte d'état des lieux, pour mettre en avant les traits saillants du scénario.



## Scénario 1 : La compétitivité à tout prix

« Ce scénario est en phase avec une mondialisation dite libérale. »

« Ce scénario est le pire que l'on puisse imaginer. Il paraît utopique. L'Aveyron n'est pas le Gers ou la Haute-Garonne ! »

Face à des remises en causes de plus en plus fréquentes du budget de la PAC par les pays membres, les réformes de la PAC de 2020 et 2027 ont diminué les aides à l'agriculture. L'agriculture a dû faire la « chasse aux coûts », et seuls les modèles les plus compétitifs s'en sortent.

Les productions extensives liées aux pâturages sont valorisées.

La compétition au niveau sociétal est la destruction de l'homme.

En Aveyron, les filières d'élevage de ruminants (bovin viande et ovin lait) ont optimisé au maximum l'utilisation de l'herbe en agrandissant les exploitations avec comme objectifs : de limiter les besoins d'achat d'aliments, de limiter les coûts d'intrants (moindre consommation de céréales), et de sécuriser les systèmes.

La perte d'une agriculture variée est risquée pour l'économie.

Les exploitations mixtes bovins/céréales n'ont pas résisté à la baisse des aides, et le veau du Ségala Label Rouge est en voie de disparition. La coopérative Unicorn, ainsi que les sociétés du Rayon Roquefort, investissent dans les meilleures terres du Ségala, afin d'assurer la production de céréales nécessaires pour la production de lait (et pour engraisser les nombreux agneaux produits). Ces terres sont travaillées par des salariés du groupe ou d'entreprises de travaux agricoles locales.

Les filières bovin lait et porc ont totalement disparu. Seuls restent quelques producteurs qui ont su créer de la valeur ajoutée en transformant

Le statut de salariés est moins contraignant que celui d'exploitant agricole. Son contrat lui assure un revenu connu et fixe.

à la ferme et en vendant en circuits courts, en particulier sur le secteur de Marcillac. Ces

Le développement du salariat engendre une perte d'autonomie des agriculteurs. L'agriculteur n'est plus le moteur des décisions prises.

producteurs profitent de l'attractivité de Conques, de la production viticole, et de la proximité immédiate de Rodez.

Ce modèle favorise le développement de niches en circuits courts sur certains secteurs privilégiés comme le secteur du Marcillac.

Benoît a 40 ans, il est producteur de Roquefort sur le Ségala. Il a 1 000 brebis, et une machine à traire totalement automatisée. Tous les jours, le camion de la laiterie vient récupérer le lait produit. 2 fois par an, pour les périodes de naissance, les agneaux



sont également collectés et vont dans une unité d'engraissement industrielle qui a été construite en 2022. Un contrat passé avec la laiterie lui garantit un revenu annuel. Cela lui permet de couvrir ses charges : il a dû contracter d'énormes dettes pour pouvoir s'agrandir.

La forte diminution du nombre d'exploitations et d'agriculteurs n'est pas souhaitable. L'agriculture et les agriculteurs sont isolés et marginalisés. La population en zone rurale est en baisse et les actifs sont concentrés en zone urbaine.



Benoît est gagné par le sentiment de solitude, comme nombre d'agriculteurs qui résident sur le Causse où la taille minimum des exploitations est de 300 ha. Les exploitants sont donc peu nombreux sur chaque commune.

Par

Les quelques exploitations restantes très compétitives sont cependant pérennes.

ailleurs, Benoît n'a plus le temps d'entretenir les haies ou les chemins. Il abandonne également les parcelles les moins accessibles qui s'enfrichent. Quand il traverse le Ségala pour rejoindre Rodez, il constate avec regret la fermeture de certains paysages.

Les parcelles où grandissaient les veaux du Ségala élevés sous la mère, un des symboles de l'agriculture aveyronnaise, sont peu à peu abandonnées. La production n'était plus assez compétitive comparée à celle de l'Ouest de la France.

L'évolution de l'agriculture transforme de manière néfaste les paysages qui se ferment. Cette perte d'identité Aveyronnaise des paysages a un impact négatif sur le tourisme.



En février, Benoît est allé au Salon de l'Agriculture à l'initiative de la laiterie qui y organisait un événement. Lors de ses discussions avec les visiteurs, il a constaté que la marque « Aveyron » avait perdu de sa notoriété. Le stand « Aveyron » ne vend plus aussi bien qu'il y a 10 ans.

Ce constat se traduit d'ailleurs, sur le territoire. L'agglomération de Rodez attire toujours autant d'emplois dans les secteurs de l'agroalimentaire mais les profils ont changé. Les filières, standardisées, sont rattachées à des groupes internationaux qui ont largement concurrencé les entreprises locales. Nombre d'ateliers de découpe ont fermé au cours des 10 dernières années.

Les jeunes sont de moins en moins attirés par le métier d'agriculteur qui nécessite d'ailleurs un investissement financier qu'ils ne peuvent supporter tant la spéculation foncière est élevée.

La standardisation de la production engendre une perte d'identité du caractère agricole de l'Aveyron. La production et son goût s'uniformise. Le territoire est moins reconnu pour la qualité de ses produits.

La présence de groupes agro-alimentaires puissants assure le maintien d'emplois et du chiffre d'affaire au niveau du département.

Benoît songe sérieusement à passer du statut d'exploitant à celui de salarié. Moins de stress, moins d'investissement personnel, mais également moins de marge de manœuvre dans son travail.

La transmission d'exploitations est difficile lorsque leur taille est importante. Si le prix de cession est élevé, ce sont des sociétés capitalistes qui acquerront les exploitations et l'agriculture « paysanne » disparaîtra. Il n'y a plus de maîtrise du foncier et des exploitations au niveau local.

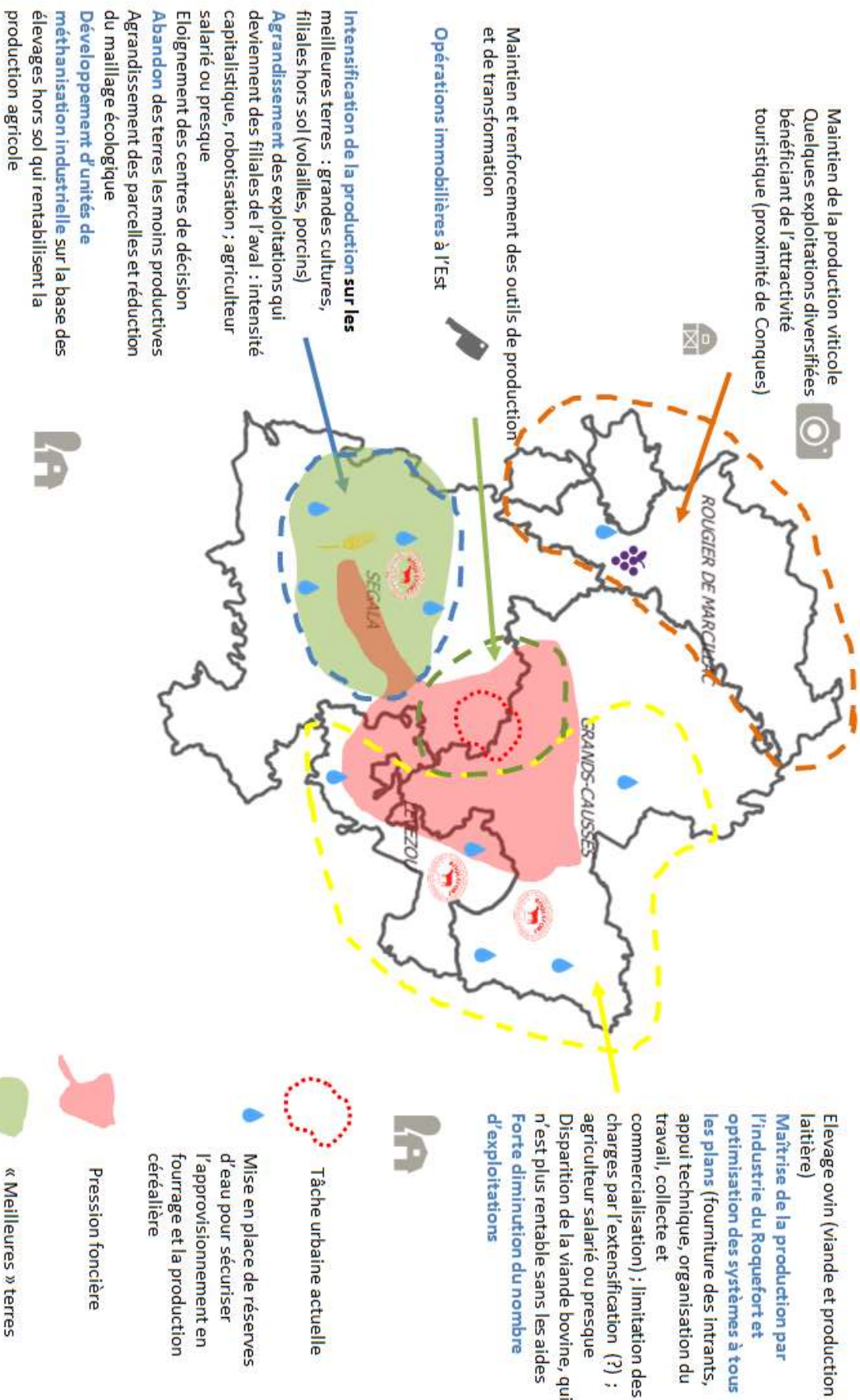


Figure 26 : Spatialisation du scénario « La compétitivité à tout prix »



## Scénario 2 : La valorisation des ressources

« Ce scénario est très favorable car il prend en compte les atouts du département. Sa réalisation nécessite un travail en commun de tous les acteurs. »

« Ce scénario favorise le lien entre agriculture et territoire. »

« Dans ce scénario, le territoire ne bénéficie moins aux locaux. L'Aveyron ne peut pas être uniquement un territoire touristique. »

« Attention, il ne faut pas se replier sur soi ! »

« Ce scénario ne prend peu en compte la question climatique. »

2020 a été une période charnière pour l'agriculture ruthénoise : difficultés concernant la reprise des exploitations (faute de repreneurs), fortes diminutions des aides à l'élevage au niveau de la PAC. En parallèle, la demande des consommateurs pour des produits sains, naturels, s'est encore renforcée. Traduction de cette évolution, en 2020, les grandes et moyennes surfaces ne proposaient plus d'œufs de poules élevées en batterie.

L'adaptation des politiques agricoles et la coopération des acteurs locaux sont favorables.

Les élus locaux et régionaux ont décidé de réagir fortement, en lien avec la profession agricole. Tous les acteurs du territoire ont été mis à contribution, pour valoriser au mieux toutes les ressources. L'important tissu de transformation local a été un vrai atout dans cette stratégie.

La Région a orienté ses aides sur l'organisation des filières et la valorisation de la qualité environnementale des productions. L'INRA de Toulouse et l'Agricampus La Roque ont été mis à contribution pour expérimenter différents modèles. Les coopératives et les metteurs en marché ont réussi à trouver des marchés porteurs pour les produits issus de l'Agriculture Biologique ou certifiés à Haute-Valeur Environnementale. L'image Aveyronnaise a favorisé la promotion de ces produits auprès des clientèles toulousaines ou montpelliéraines.



Les produits locaux de qualité sont seulement accessibles aux ménages aisés. Quelle est la place des produits de qualité de milieu de gamme accessibles au consommateur « lambda » ?

L'environnement est préservé. L'image « nature » de l'Aveyron est renforcée et valorisée par un effet panier de biens. Les produits agricoles sous labels sont valorisés par association au patrimoine paysager.

diminué

En 2035, les produits locaux ont également une bonne image à l'export grâce à ces labels : en effet, en Angleterre, en Allemagne, la production plus industrielle ne porte pas cette image de naturalité qui permet d'améliorer la valorisation. Heureusement d'ailleurs que les produits s'exportent, car les consommateurs français ont fortement

Il faut mettre en adéquation l'offre et la demande des produits locaux et rechercher des marchés extérieurs capables de payer le prix pour éviter une concurrence qui découragerait les agriculteurs.





leur consommation de viande, pour des raisons diététiques, éthiques (exploitation de l'animal), ou environnementale (impact sur la planète).

Les ressources (terres, eau, etc.) sont partagées entre les acteurs et préservées.



Cette stratégie a permis le maintien de nombreux exploitants sur le territoire ainsi qu'une adaptation des pratiques (extensification, autonomie fourragère...). Les éleveurs ont acquis une grande technicité afin de garantir cette qualité et de maîtriser les coûts de production. L'équipement du territoire en matière d'irrigation est un exemple qui est souvent repris par la profession pour illustrer la technicité et la collaboration : initiée en 2025, cette politique d'investissement a été réfléchi en anticipant la baisse des consommations (par le changement de pratique) et en travaillant sur le partage des usages (eau potable, irrigation, tourisme) ce qui a permis de favoriser l'acceptabilité des projets par le territoire.

Ce modèle avec une forte valeur ajoutée de la production permet de créer des emplois agricoles avec de meilleurs revenus et une reconnaissance de la société.

L'adaptation peut être difficile pour beaucoup d'agriculteurs.

Le risque d'une agriculture à 2 vitesses (l'une chère et de qualité et l'autre bon marché et industrialisée) est sous-jacent.

Cependant, le modèle demeure fragile pour les agriculteurs, et une partie de la population locale ne peut acheter ces produits locaux, trop chers. Elle a tendance à se rabattre sur des produits d'importation.

En 2027, l'arrivée d'aides PAC centrées sur l'emploi (et non plus sur les surfaces) apporte un début de réponse : de nouvelles exploitations voient le jour par l'installation de néo-agriculteurs qui veulent proposer une alimentation locale pour tous. L'évolution des aides leur permet de se lancer tout en minorant le coût de leur production à la vente.

Les synergies entre agriculture, transformation, tourisme, ... favorisent le maintien d'un tissu social dense en zones « rurales » et

Ce modèle économique est fragile car dépendant aux aides et aux prix élevés des produits.

Birgit est élue à la Communauté d'Agglomération du Grand Rodez. D'origine néerlandaise, elle est venue s'installer à Ste-Radegonde il y a 10 ans, car elle est tombée amoureuse du Ruthénois. Elle a participé à la mise en place d'un grand chantier de valorisation touristique du territoire : création d'une application locale en lien avec les autres territoires aveyronnais, aides à la construction de gîtes et chambres d'hôtes ruraux, grande

L'agriculture et son image sont favorables au développement touristique. Le territoire est attractif.





campagne de communication sur la naturalité du territoire, les loisirs verts...

Grâce à sa maîtrise de l'anglais et de l'allemand, elle a participé à la mise en place de réseaux agro-touristiques internationaux, de nombreux européens du Nord viennent découvrir le terroir qui donne naissance aux viandes de l'Aveyron si réputée.

Dans ses fonctions d'élue, elle assure souvent un rôle de médiation quant à l'usage du foncier : agriculture ou tourisme. Elle a proposé à la communauté d'agglomération de s'impliquer sur cette thématique par la mise en place de nouvelles compétences, en particulier concernant la maîtrise foncière.



Attention, une image « musée » du territoire va à l'encontre de l'innovation.

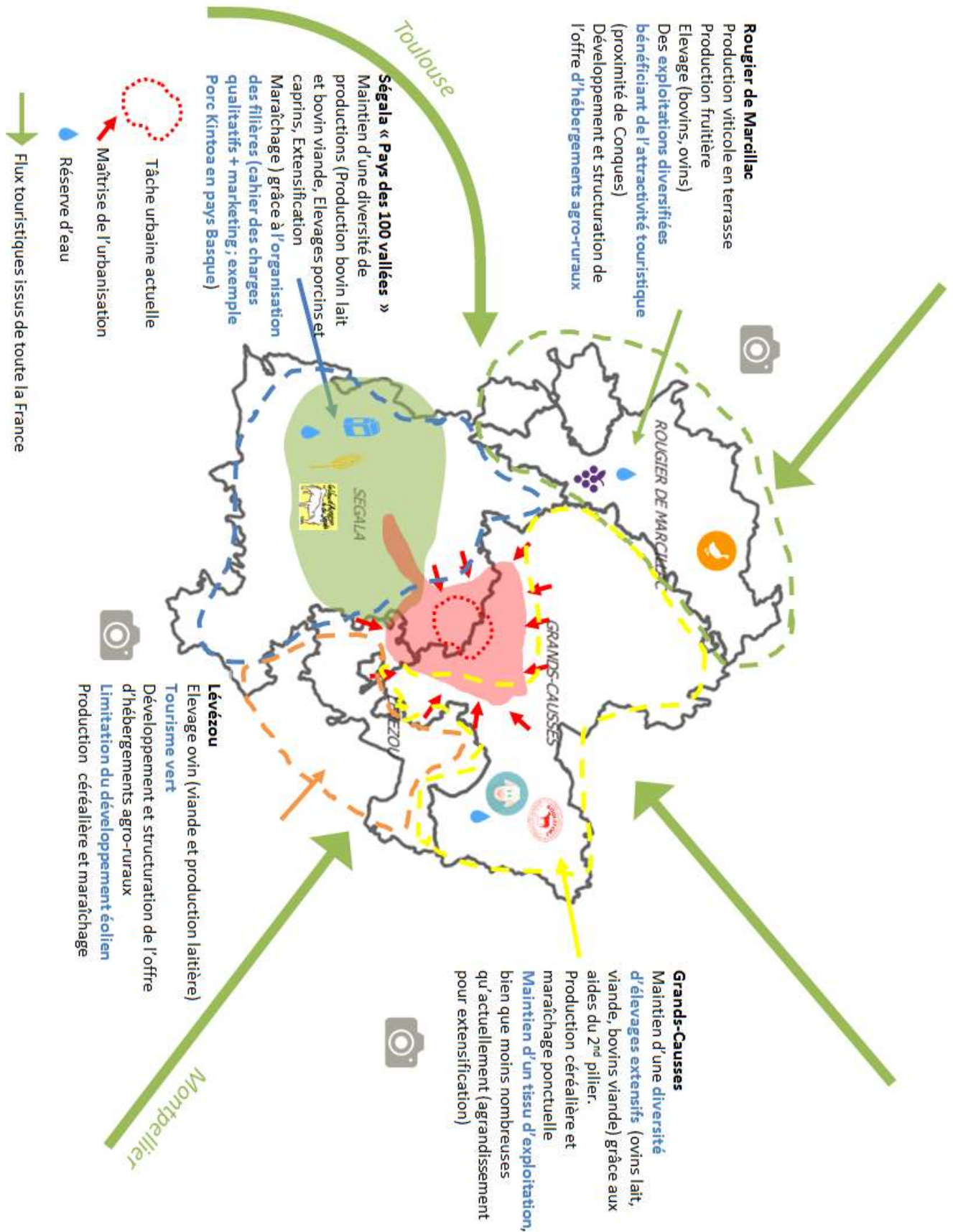


Figure 27 : Spatialisation du scénario « La valorisation des ressources »



### Scénario 3 : Une aire urbaine résiliente

« La mise en réseau des acteurs sur différentes thématiques (environnement, foncier, etc.) renforce les liens entre acteurs (élus locaux, agriculteurs, habitants) et permet un développement plus harmonieux du territoire. »  
« Attention, il ne faut pas se replier sur soi !  
Ce scénario conserve peu les racines qui construisent l'identité et préservent l'attachement au territoire. »

En 2030, suite à l'amplification des catastrophes climatiques à l'échelle mondiale, les pays des Nations Unies se mobilisent pour appliquer les accords de Paris et de Marrakech, renforcés lors de la COP 24 en Pologne. Suite à une série d'ouragans dévastateurs en Floride, les Etats-Unis ont engagé des mesures. En Europe, la Politique Agricole Commune est renforcée et réorientée vers la résilience, la limitation des gaz à effet de serre, et l'adaptation au changement climatique. La Région Occitanie, du fait de la diversité des productions et des terroirs, encourage des contrats agricoles locaux avec les PETR et les agglomérations, afin de mettre en place les aides les plus adaptées. Le Grand Rodez et les PETR ont ciblé leur action sur trois axes :

- L'autonomie fourragère
- Le développement des énergies renouvelables (éolien, bois dont taillis courte rotation, et méthanisation)
- La mise en réseau des acteurs



Les acteurs prennent en compte les contraintes environnementales et s'adapte au changement climatique.

Depuis longtemps déjà, les élus locaux ont mis en place une politique foncière très maîtrisée. En effet, avec les fluctuations rapides du prix du pétrole, l'augmentation du coût des aménagements, l'installation des nouveaux habitants se fait préférentiellement en zone urbaine resserrée où les équipements liés à la mobilité sont les plus efficaces. Les mentalités des consommateurs ont évolué, tous sont en recherche de « bons plans » pour s'alimenter pas cher et sain.

Le tourisme aussi a changé, avec la cherté du pétrole, s'est développé l'excursionnisme, plutôt que le tourisme longue distance devenu trop couteux. L'Aveyron est devenu une destination prisée des citadins venus des grandes métropoles.

Le tourisme rémunérateur est en baisse.

Un système économique local avec un bassin de production et de consommation se développe.

Tous ces consommateurs potentiels sont une opportunité pour l'agriculture aveyronnaise.

La perte de filières agro-alimentaires génératrice d'emplois fragilise ce modèle.





Alban a 20 ans, il est passionné par le développement durable et l'environnement. Depuis tout petit, il a appris à l'école à quel point l'agriculture est importante. Il a participé à de nombreuses visites d'exploitations, à des ateliers de cuisine, à la visite du site de compostage et de méthanisation de Rodez. Ce dernier est alimenté pour moitié par les bio-déchets des ménages (tout le monde trie depuis 2025), et par des déchets agricoles. Dans sa famille, et comme chez tous ses copains, tout le monde est un peu jardinier : dans les jardins bien sûr pour ceux qui en ont, mais aussi sur les toits, ou dans des jardins partagés dans les différents quartiers.



Aujourd'hui, Alban veut devenir agriculteur professionnel sur la terre d'origine de ses grands-parents, près de Baraqueville. Il n'a pas de terre ni d'exploitation. Il s'est rendu à une réunion la semaine dernière où l'APABA expliquait toutes les possibilités offertes pour réaliser ce genre de projets.

Tout d'abord, il y a des petites « sociétés foncières locales » composées d'habitants, de collectivités, d'entreprises, qui achètent du foncier et le louent à des agriculteurs. Ensuite, il est assez simple de rejoindre un Groupement d'Intérêt Economique et Ecologique, ces réseaux d'agriculteurs qui partagent leurs techniques et leur matériel. Des coopératives de commercialisation composées de producteurs et de consommateurs permettent d'écouler les productions, soit localement, soit dans les agglomérations voisines de Toulouse, Montpellier et Clermont-Ferrand.

Quand il va se balader dans le Ségala, il aperçoit de plus en plus de zones de production de taillis courte rotation, qui sont utilisés dans les chaudières collectives de chaque ville.

La maîtrise du foncier et l'accompagnement des collectivités permet à des hors cadre familial de s'installer : fin d'une activité qui « s'hérite ».

On ne souhaite pas créer des kolkhozes.

La mise en place de coopératives de commercialisation est intéressante.

Ce type d'exploitations agricoles est-il compétitif ?

Grace à ces synergies et à l'entraide entre les différents acteurs, il devrait concrétiser son projet, mais il va d'abord falloir qu'il se forme à un métier devenu très technique, notamment sur le volet production d'énergie.

L'agriculture doit-elle être associée à la production d'énergie ?

La production d'énergies renouvelables apporte un complément de revenus. Cette polyvalence est créatrice d'emplois.

Les transitions à opérer (contraintes environnementales, compétences techniques, etc.) sont difficiles et certains agriculteurs risquent d'abandonner le métier. Il faut ainsi renforcer la formation initiale.





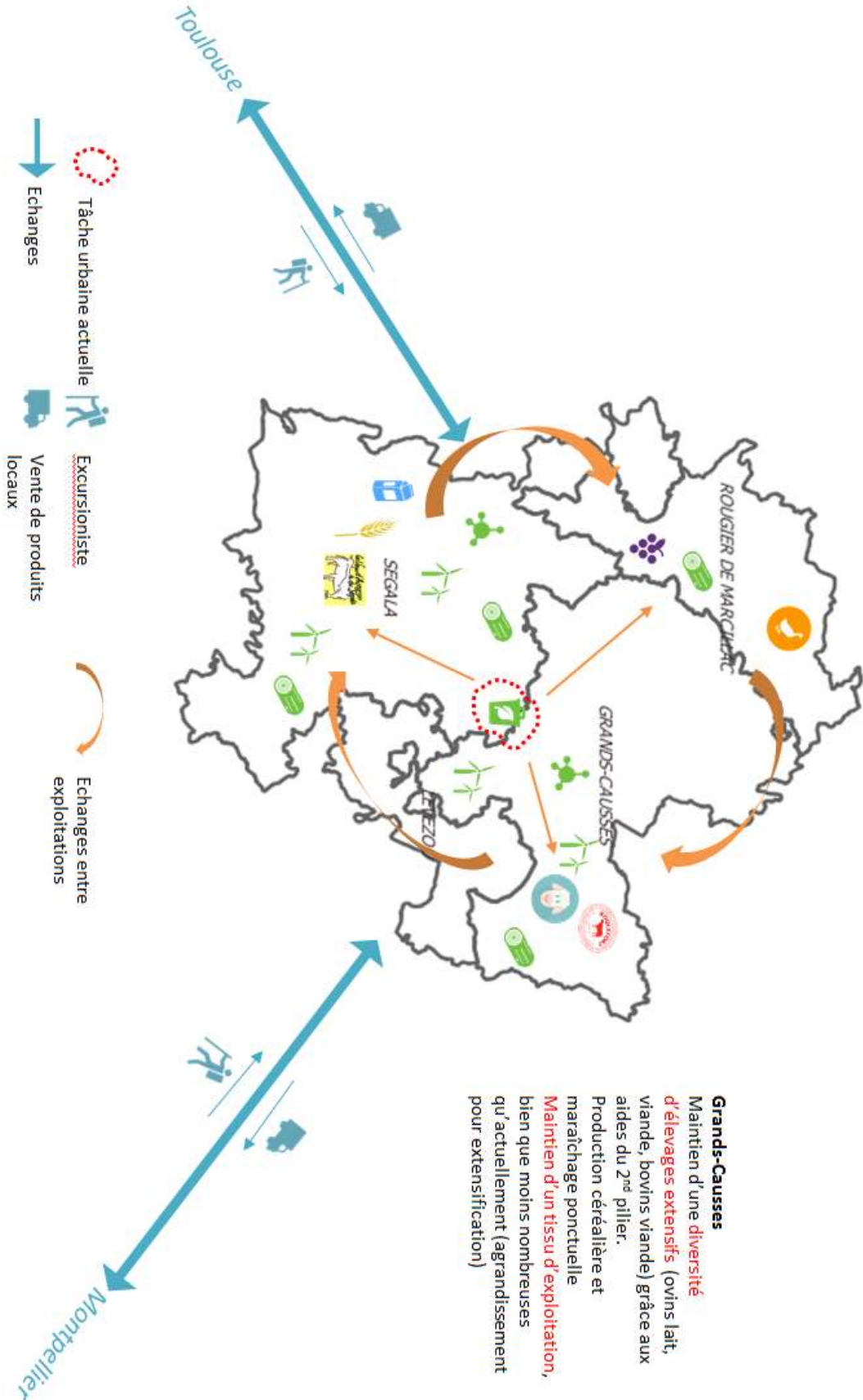


Figure 28 : Spatialisation du scénario « Une aire urbaine résiliente »



La discussion autour des scénarios a permis de mettre en lumière certains aspects « repoussoirs », et d'autres qui font consensus. A Rodez, le « scénario idéal » réunit donc les ingrédients suivants :

- la recherche de valeur ajoutée pour les agriculteurs, et d'une diminution de la dépendance à des facteurs externes par définition non maîtrisables : développement de l'autonomie fourragère, développement de « niches » en circuits courts, valorisation de la qualité des productions locales, développement de la compétitivité, maintien de groupes agro-alimentaires performants sur le territoire, recherche de marchés « extérieurs » pour éviter une trop grande concurrence entre agriculteurs localement, développement de nouvelles filières (ex. de l'énergie)
- Le maintien des actifs agricoles, garantie d'une vie rurale dynamique et de paysages entretenus, qui font aussi l'identité de l'Aveyron. Cela passe par une maîtrise du foncier (planification et prix) pour permettre des installations et le maintien d'exploitants locaux (et non des sociétés d'investissement)
- Le maintien d'une diversité d'agricultures et de productions, vue comme un facteur de résilience et d'identité
- Le renforcement des liens entre acteurs, de la coopération territoriale : agriculteurs/territoire (collectivités et habitants) une meilleure prise en compte de l'environnement et des ressources pour préparer l'avenir et conserver l'image « nature » du département :
- Anticipation du changement climatique, partage du foncier, de l'eau, de la biodiversité
- Le maintien et le développement d'un accès aux produits locaux à un prix accessibles pour les habitants
- L'intérêt de créer des synergies entre agriculture, transformation et tourisme pour une économie locale dynamique, sans tomber dans le « tout tourisme » pour avoir une activité à l'année
- Permettre une meilleure reconnaissance du métier d'agriculteur dans la société (en lien avec une revalorisation des revenus et une meilleure connaissance mutuelle des acteurs)
- 2 écueils que les acteurs souhaitent éviter : le « repli sur soi » économique, et la « muséification » de l'agriculture/du territoire (à l'opposé de l'innovation)

Cette « vision » commune a comme corollaires :

- Un besoin d'échange entre acteurs, sans oublier les acteurs économiques de l'aval
- Un besoin d'adaptation, d'innovation, qui passera peut-être par de la formation, le partage de références technico-économiques
- Une mise en lien/ en résonance des politiques agricoles, d'aménagement, touristiques, environnementales sur le territoire
- Le soutien aux initiatives de structuration et de valorisation des filières locale (y compris pour des valorisations hors territoire)
- Une prise en charge volontariste de la question de l'installation : l'agriculture n'est plus seulement une activité qui « s'hérite ». Cela passe par une stratégie foncière adéquate.



### 3.2.1.7 Les perspectives

Lors du séminaire de restitution, les participants ont fait émerger 5 fiches action :

- La mise en place d'une couveuse agricole
- Des rencontres Consom'acteurs et la mise en place d'un défi famille à alimentation positive
- La promotion des produits locaux et des rencontres producteurs – touristes
- La promotion de produits de qualité
- L'organisation et la structuration des acteurs de la filière agricole.

La fiche ci-dessous donne un exemple des fiches remplies par les participants lors du séminaire. Les autres sont disponibles en annexe 5.

Nom de l'action	
Rencontres Consom'acteurs // Défi famille : Familles et écoles à alimentation positive	
Contexte / enjeux / objectifs	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement du lien entre acteurs</li> <li>- Maintien et développement d'un accès aux produits locaux de qualité à un prix accessible</li> </ul>	
Description de l'action	
<p>⇒ Un cadre global d'accompagnement proposé aux familles et collectivités : le projet alimentaire de territoire (PAT).</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. <u>Aux structures collectives</u> (écoles, collèges, etc.) :             <ol style="list-style-type: none"> <li>a. Formation des encadrants (repas / animation) et acheteurs (marchés publics : techniciens et volonté politique) et cuisiniers (produits frais)</li> <li>b. Animation et sensibilisation</li> </ol> </li> <li>2. <u>Aux familles</u> :             <ol style="list-style-type: none"> <li>a. Accompagnement (connaître les produits, les producteurs, réapprendre à cuisiner – visites, rencontres-, achats (coûts financiers, gaspillage, moyens d'approvisionnement))</li> </ol> </li> </ol>	
Moyens nécessaires	Partenariats à construire
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Légumeries (produits frais) mutualisées ?</li> <li>- Planification des commandes</li> <li>- Animation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Association de producteurs, élus, CPIE, etc.</li> <li>- Régie de territoire, APABA, restaurateurs</li> <li>- Centres sociaux, etc.</li> </ul>
Projets similaires sur / à proximité du territoire	Projets similaires hors territoire
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Légumerie centralisée du Grand Cahors : <a href="https://actu.fr/occitanie/cahors_46042/legumerie-centralisee-grand-cahors-approvisionner-8-000-repas-la-rentree-scolaire-2018_12948138.html">https://actu.fr/occitanie/cahors_46042/legumerie-centralisee-grand-cahors-approvisionner-8-000-repas-la-rentree-scolaire-2018_12948138.html</a></li> <li>- Pôle territorial Albigeois Bastides – Défi famille alimentation locale (une structure relais, des ateliers pour lever les freins des familles et favoriser une alimentation locale, de qualité, à budget constant) : <a href="https://www.pays-albigeois-bastides.fr/actualites/defi-famille-alimentation-locale">https://www.pays-albigeois-bastides.fr/actualites/defi-famille-alimentation-locale</a></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Au niveau national, Familles à Alimentation Positive <a href="http://www.famillesaalimentationpositive.fr/">http://www.famillesaalimentationpositive.fr/</a></li> </ul>



### 3.2.2 L'aire urbaine d'Albi

#### 3.2.2.1 Le comité prospectif local

La liste en annexe 5 liste les participants qui sont venus au moins à l'une des ateliers (séminaire de restitution inclus).

Le graphique ci-dessous reprend le nombre de participants par catégorie à chaque atelier organisé à Albi et lors du séminaire de restitution (atelier 5). Au total, le nombre de participants est de :

- 28 à l'atelier 1,
- 22 à l'atelier 2,
- 11 à l'atelier 3,
- 16 à l'atelier 4,
- 24 au séminaire de restitution.

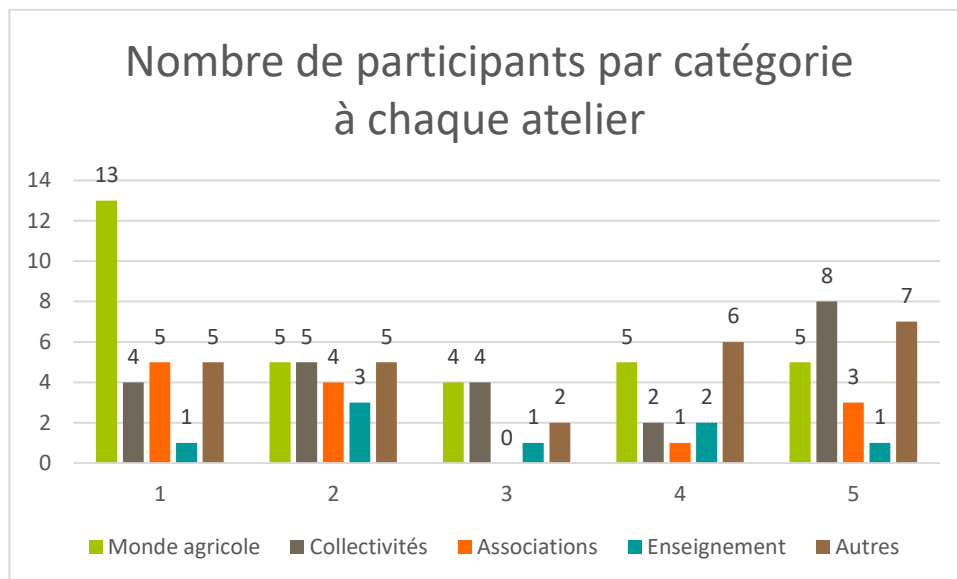


Figure 29 : Répartition des participants aux ateliers par type d'acteurs sur l'aire urbaine d'Albi

\*Autres : DDT, Chambres des métiers, DDCSP, etc.

#### 3.2.2.2 Caractéristiques territoriales

Le cœur de l'aire urbaine albigeoise est constitué par la communauté d'agglomération de l'Albigeois qui comprend toutes les communes du pôle urbain et sept communes de la couronne périurbaine. L'aire urbaine s'étale cependant partiellement sur cinq autres intercommunalités (voir carte en annexe 1):

- Vers l'ouest celle de Tarn et Dadou centrée sur Gaillac et Graulhet qui s'est construite entre autres sur l'axe autoroutier Toulouse-Albi
- Vers le nord celle du Carmausin Ségala qui rassemble à la fois l'ancien pôle industriel et minier de Carmaux et un vaste espace rural aux contacts avec le Ségala aveyronnais au nord-est.
- Vers l'est celle des Monts d'Alban et du Villefranchois, né de la fusion d'une intercommunalité à empreinte périurbaine (Villefranchois) et une autre purement rurale (Monts d'Alban).



- Vers le nord-est, une intercommunalité rurale centrée autour du petit pôle de services de Valence d'Albigeois
- Vers le sud, celle du Centre Tarn qui fait transition entre les agglomérations albigeoises et castraises.

L'aire urbaine présente, à périmètre constant, une croissance démographique continue depuis la fin de la deuxième Guerre Mondiale et dépasse en 2013 les 98 000 habitants. La ville centre pèse pour 50 % de la population totale de l'aire. Après avoir longtemps stagné à la fin des Trente Glorieuses à contrario des communes périurbaines Albi connaît un regain de croissance à partir de la deuxième moitié des années 1990, participant à l'accélération de cette croissance au cours des années 2000. Le deuxième pôle résidentiel, Saint-Juéry, rassemble sept fois moins d'habitants en 2013 que la ville-centre alors que la plus petite commune de l'AU – Crespinet – compte 171 habitants.

Un PETR se situe sur l'AU d'Albi : le PETR de l'Albigeois et des Bastides.

Le SCoT du Grand Albigeois a été créé en 2005. Il va être révisé pour prendre en compte les nouveaux enjeux, ainsi que les nouveaux impératifs en matière d'écologie, d'organisation du territoire, d'articulation entre urbanisme et déplacements, d'aménagement commercial, de polarisation et d'aménagement globale du territoire. Ce SCoT révisé s'appliquera sur la période 2017-2030.

### 3.2.2.3 Principales caractéristiques de l'agriculture locale

---

L'aire urbaine albigeoise se situe en interface entre les derniers contreforts du Massif Central, le Bassin Aquitain et l'extrémité méridionale des causses du Quercy. A l'est, Saint-Juéry occupe la limite occidentale de la marge du Massif Central.

En amont, la vallée du Tarn s'est encaissée dans le plateau du Ségala qui monte progressivement en altitude vers l'est tout en présentant un relief en creux. Le Saut du Sabo marque le passage entre les deux entités géomorphologiques. Il explique l'implantation industrielle du XIXème siècle autour de l'aciérie grâce aux ressources minières du Carmausin, les potentialités d'exploitation hydroélectrique de la chute du Sabo et la présence d'eau.

En aval, la vallée du Tarn s'élargit brusquement entre le plateau argilo-calcaire du nord et les collines mollassiques du sud. Les dépôts alluvionnaires ont créé un sol riche qui a favorisé l'exploitation maraîchère autour de Lescure.

Le Tarn oriente le relief vers l'ouest avec un versant de vallée plus abrupt au nord avec un dénivelé pouvant atteindre 100 mètres alors que la pente se fait plus douce sur le versant sud alors que s'amorce un relief festonné de collines entre le Tarn et l'Assou.



## Caractérisation des espaces agricoles

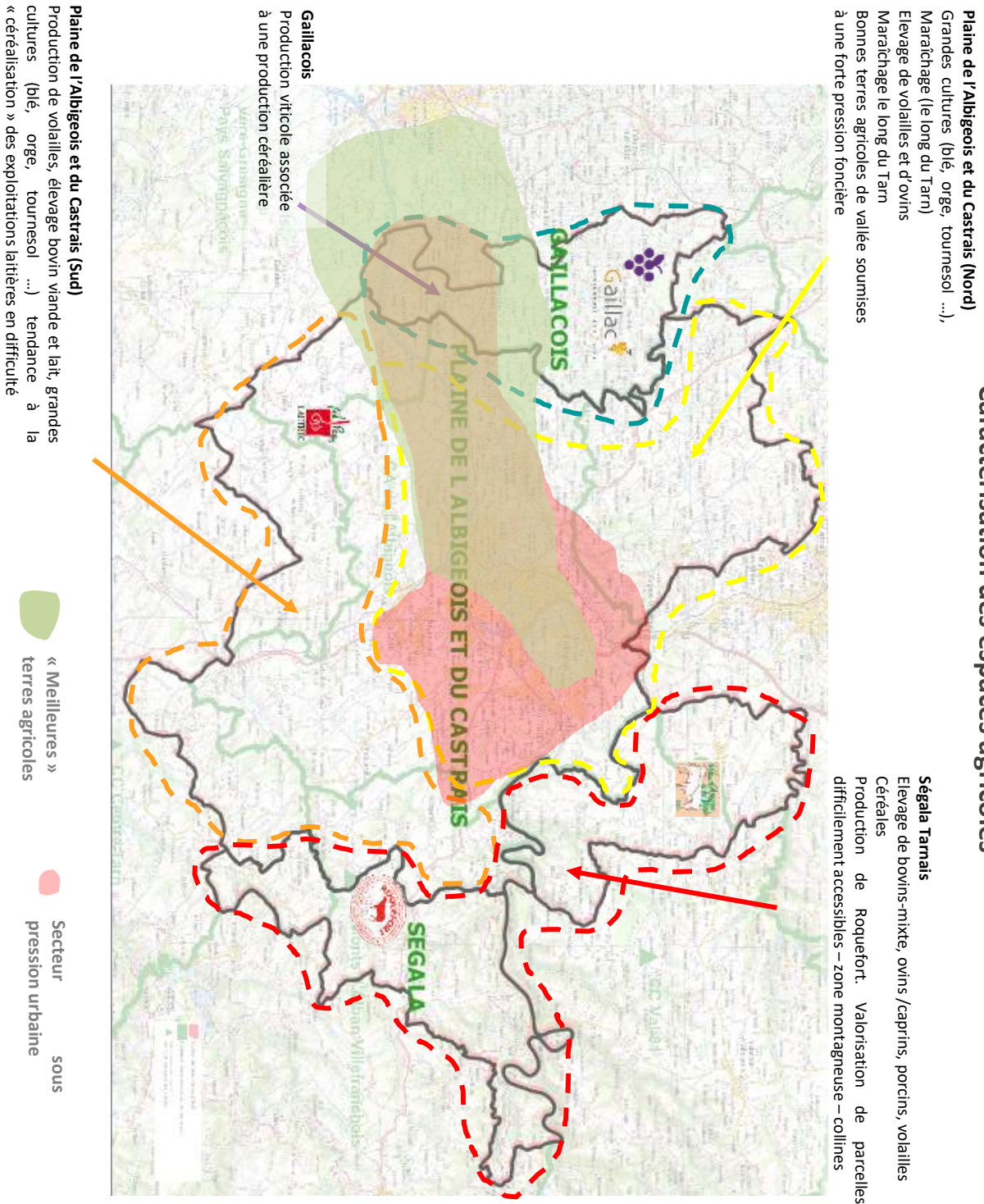


Figure 30 : Caractérisation des espaces agricoles - Carte co-produite avec les acteurs en atelier 1 – Réalisation Blezat Consulting

L'agriculture, qui occupe 68% de la surface de l'aire urbaine, joue un rôle important pour le territoire. Les productions sont diverses, avec beaucoup de polyculture. Il y a cependant une tendance à la spécialisation des exploitations agricoles.



Répartition de la surface selon l'usage du sol

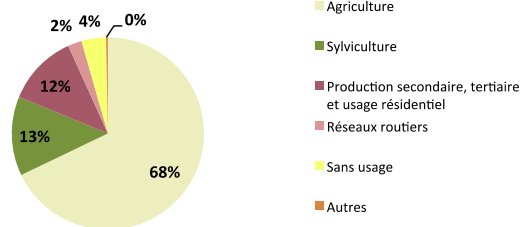


Figure 32 : Répartition de la surface selon l'usage du sol - Source : DDT 81

Répartition des EA par OTEX en 2010

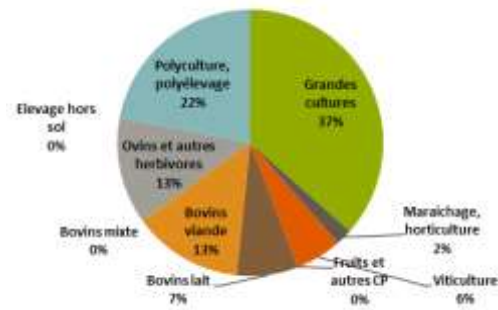


Figure 31 : Répartition des exploitations par OTEX en 2010 - Source RGA 2010

### Les régions agricoles

L'aire urbaine d'Albi recoupe 3 régions agricoles :

- **La Plaine de l'Albigeois et du Castrais** : le nord du territoire comprend des bonnes terres agricoles de vallées soumises à une forte pression foncière. On y trouve des grandes cultures (blé, orge, tournesol), du maraîchage le long du Tarn et de l'élevage (volailles, ovins). Au sud du territoire, on retrouve des grandes cultures et de l'élevage de volailles. S'y ajoute des élevages de bovin viande et lait, avec une tendance à la céréalisation des exploitations laitières en difficulté.
- **Le Ségala Tarnais** : ce territoire est une zone d'élevage (bovins-mixte, caprins, ovins, porcins, volaille). Il est inclus dans la zone de production de Roquefort. L'élevage permet de valoriser des parcelles difficilement accessibles en zone montagneuse (collines).
- **Le Gaillacois** : le territoire est caractérisé par une production viticole associée à une production céréalière.

### Les dynamiques foncières de l'aire urbaine

La consommation moyenne pour la seule production d'habitat neuf (emprise foncière seule hors réseaux et artificialisation annexe) est estimée, sur les quinze dernières années, à un peu plus de 70 ha/an à part égale entre le pôle urbaine et la couronne périurbaine. La consommation moyenne par logement et par projet (permis) est beaucoup moins élevée sur le pôle urbain du fait du poids du logement collectif. La taille médiane des terrains utilisés pour l'habitat neuf a toutefois significativement baissé au cours de la période tant sur le pôle urbain que sur le périurbain.

Le foncier immobilisé pour la production de locaux d'activités neufs a été plus important en moyenne ces quinze dernières années que celui utilisé pour l'habitat neuf avec près de 100 ha par an, soit un cinquième de la consommation départementale.

Une partie de la production de locaux d'activités neufs s'est faite au sein des zones d'activités qui maillent le territoire. Celles-ci sont très majoritairement concentrées le long des principaux axes de communication pour bénéficier de la desserte routière et de l'effet vitrine : proximité des échangeurs de l'A68 – rocade albigeoise, entrée méridionale d'Albi (route de Castres) et est de l'agglomération (zone Albi Jarlard, St Antoine et Innopôle).



Figure 33 : Un développement urbain qui fractionne l'espace agricole



Entre 1988 et 2010, 4 659 ha de SAU ont été perdus, soit l'équivalent de 3 terrains de foot tous les 4 jours.

En résumé, la dynamique foncière est caractérisée par :

- un étalement urbain important le long des axes principaux et sous forme de mitage,
- un développement des zones d'activités,
- une influence forte de l'agglomération toulousaine. (voir carte de la tâche urbaine 2011 en annexe 1)

### Les principales productions

L'agriculture de l'AU d'Albi est très diversifiée. Elle inclut :

- **Les grandes cultures** : avec des exploitations plutôt petites et des rendements moyens. Cette filière céréales est dans une situation économique difficile, avec une dernière « bonne » année en 2012.
- **Les semences** : avec une bonne valeur ajoutée à l'hectare. On note la présence d'Arterris et de la RAGT sur le territoire.
- **Le maraîchage** : avec notamment la production d'ail rose de Lautrec (LR et IGP) qui constitue un complément de revenus intéressant pour les exploitations (grandes cultures, élevage).
- **Les productions animales** :
  - o Veau du Ségala (LR et IGP)
  - o Agneaux fermiers des Pays d'Oc (IGP, LR)
  - o Volailles fermières du Ségala et du Quercy (LR), avec des inquiétudes sur l'avenir suite aux crises de grippe aviaire
  - o Production de broutards, exportés vers l'Italie et l'Espagne.
  - o Ovins (lait et viande), avec un bon maintien de la valeur ajoutée (AOP Roquefort)
  - o Bovin lait : une situation difficile avec une tendance à la « céréalisation » au sud de la zone.
- **La viticulture** : avec un positionnement difficile entre Bordeaux et Languedoc. Des opportunités se créent avec le développement de l'œnotourisme.







Comme sur d'autres territoires en Occitanie, l'agriculture est marquée par le développement de l'agriculture biologique et le développement de la commercialisation en circuit-court. La ville d'Albi a également entrepris une politique d'autosuffisance alimentaire.



Figure 35 : Magasin de producteurs à Puygouzon



Figure 36 : Zone de maraîchage à Canavière

### Les agriculteurs, les exploitations et la SAU

Les agriculteurs exploitants représentent seulement 0,8% de la population de l'aire urbaine en 2013. La taille des exploitations agricoles est en moyenne plus petite que sur les 2 autres territoires d'étude (voir carte en Annexe 2).

La densité moyenne d'agriculteurs est de 2.67 agriculteurs pour 100 ha de SAU (MSA 2014).

On constate ces dernières années une forte diminution du nombre d'exploitations agricoles (-22% entre 2000 et 2010) et une diminution de la SAU (-3% entre 2000 et 2010).

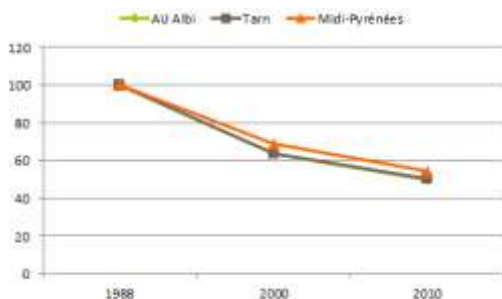


Figure 37 : Evolution du nombre d'EA entre 1988 et 2010 (base 100 en 1988) – RGA 2010

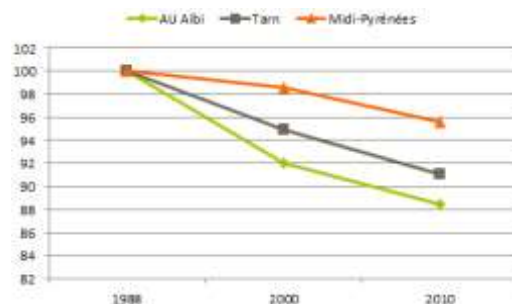
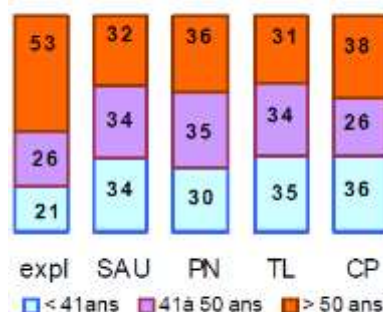


Figure 38 : Evolution de la SAU entre 1988 et 2010 (base 100 en 1988) – RGA 2010

53% des exploitants ont plus de 50 ans. 69% de ces exploitants n'ont pas de succession connue. Il y a donc une forte incertitude quant aux successions, notamment parmi les plus petites exploitations.

#### Répartition selon l'âge des exploitants (%)



Source : Agreste - Recensement de l'agriculture 2010

Figure 39 : Répartition des exploitants selon leur âge - Agreste 2010



### **L'agriculture et l'environnement**

La zone d'étude comporte des ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique). Ces dernières concernent peu les espaces agricoles. La gestion de l'eau représente un enjeu important pour l'AU qui est située sur un bassin versant en déséquilibre quantitatif.



Figure 40 : ZNIEFF - Franceo3geoclip

La figure ci-dessous représente le niveau d'auto-consommation possible des différentes productions de l'aire urbaine d'Albi.<sup>10</sup>

---

<sup>10</sup> Principe de calcul retenu : comparaison entre consommation des ménages (données Kantar), et production brute basée sur les surfaces et les cheptels (au RGA 2010). Pour les produits transformés (consommation en fromage, pain) des ratios moyens nationaux ont été utilisés.





Figure 41 : Projection du niveau d'auto-consommation possible sur l'AU d'Albi (Source : Blezat Consulting)

La carte mentale ci-dessous synthétise les différents enjeux de l'aire urbaine d'Albi. Ces enjeux ont notamment été évoqués par les participants à l'atelier prospectif n°1 à Albi. La liste n'est donc pas exhaustive.

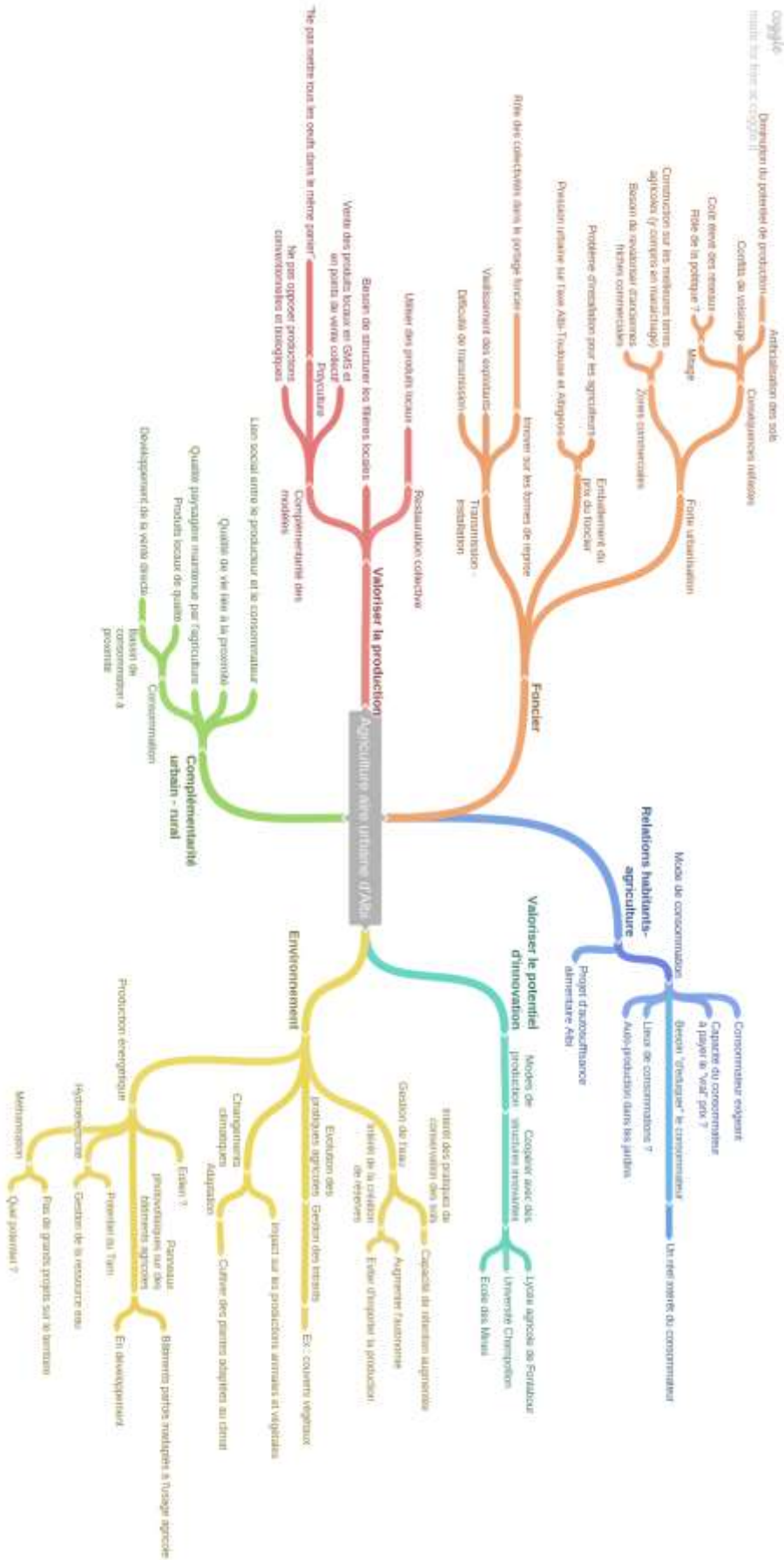


Figure 42 : les enjeux agricoles sur l'aire urbaine d'Albi. Carte mentale produite sur la base des travaux en ateliers  
BLEZAT Consulting | 2017



### 3.2.2.4 Le champ des possibles

Lors de l'atelier prospectif n°2, les participants ont formulé des hypothèses d'évolution de variables, regroupées ci-dessous en 8 grandes thématiques. La consigne donnée aux participants était de réfléchir aux évolutions possibles de différentes variables sur le territoire de l'AU d'Albi, à horizon 2035.

#### **Thématique : relations internationales et politique agricole**

1. Demain, la mondialisation met en péril les filières locales : fluctuation des cours, épizooties
2. Demain, les pics de pétrole et de phosphate reconfigurent drastiquement le modèle agricole
3. Demain, les relations internationales se tendent : repli identitaire, relocalisation des filières

#### **Thématique : organisation locale des filières, valorisation des produits**

1. Demain, toutes les productions du territoire s'organisent sous signe de qualité
2. Demain, tout l'Albigeois consommera des légumes produits localement
3. Demain, les agriculteurs ont un interlocuteur unique pour l'approvisionnement, la collecte et la commercialisation
4. Demain, une instance de gouvernance alimentaire est créée pour coordonner l'action de l'ensemble des acteurs
5. Demain, les signes de qualité disparaissent
6. Demain, la majorité des restaurations collectives ont leur propre production maraîchère
7. Demain, les filières locales se développent et s'organisent : les agriculteurs écoulent leur production et vivent de leur métier, et les consommateurs trouvent tous les produits locaux sur un même point de vente
8. Demain, une crise économique prive les consommateurs d'un pouvoir d'achat suffisant pour s'alimenter localement

#### **Thématique : installation, transmission**

1. Installations majoritaires = néo ruraux à temps partiel
2. Augmentation du crowdfunding en agriculture => accès possible au foncier / capital pour les nouveaux installés-Marché prospère et régulé, retour à l'équilibre des installations (départs = installations) + maintien polyculture élevage
3. Un nouveau modèle de transmission de l'outil de travail, du savoir-faire (installation et transmission progressives), rente viagère
4. Demain, le manque de vocations ne permettra pas la reprise de toutes les exploitations (lié aux contraintes du métier, au contexte économique difficile)
5. Demain, les "acteurs" du territoire s'organisent pour favoriser la reprise des exploitations existantes ; restructuration foncière, moyens financiers)
6. Demain, les exploitations sont dans les mains des grands groupes de la distribution

#### **Thématique : conditions de travail, disponibilité en main d'œuvre et innovations**

1. Demain, agriculteur informaticien (drones, robots traite, logiciels) = modernisation + image de l'agriculture
2. Plus que 10 éleveurs dans l'aire urbaine d'Albi en 2035
3. Mise en commun importante des moyens de production (foncier, matériel) = l'agriculteur - salarié



4. Nécessité d'augmenter les compétences maîtrisées -> gestion des marchés (CUMA, caves coopératives) -> gestion de l'entreprise agricole (maîtrise technique et maîtrise économique)
5. Volonté de retourner vers des métiers qui créent du sens
6. Demain, les fermes se gèrent à distance sur le modèle de la "fermotique" (ferme et domotique) (exemple : gestion de l'arrosage à distance via une application smartphone)
7. Demain, une révolution agricole voit le jour : les machines remplacent
8. Les hommes dans les champs (robotisation, intelligence artificielle)

#### **Thématique : relations ville/campagne, image de l'agriculture, énergie**

1. Demain, les habitants chercheront à consommer localement)
2. Demain, l'urbanisation des communes rurales sera regroupée et limitera les conflits d'usage
3. Demain, on cherche une complémentarité entre la production conventionnelle et la production bio
4. Demain, l'agriculture connectée redore l'image du secteur (image attractive)
5. Agriculture = médicament de demain (alimentation saine par évolution de l'agriculture et de l'environnement)
6. Demain, retour de TOUS à la terre : fuite des villes polluées, autosuffisance
7. Demain, le pourcentage d'exploitations conduites en bio aura doublé
8. Demain, le modèle d'une ferme autosuffisante sur le plan énergétique (et même productrice) s'impose : méthanisation, éolien, photovoltaïque
9. Demain, l'exploitation du gaz de schiste est autorisée en France -> perte de foncier agricole

#### **Thématique : consommation et traçabilité**

1. Demain, le consommateur a accès rapidement (application, Qr code) aux informations des produits qu'il achète (Traçabilité) via Internet, organisation de ventes par circuits courts
2. Demain, le consommateur redevient passif et attend que des solutions d'approvisionnement moins contraignantes se développent (achat en ligne, livraison à domicile)
3. Demain, l'ensemble de l'aire urbaine s'approvisionne localement, en adéquation avec les spécificités environnementales
4. Demain, le consommateur est prêt à doubler la part de son budget alimentaire pour s'assurer de la qualité des produits (suite à différentes crises sanitaires)
5. Développement des aliments de synthèse
6. Demande croissante de produits de qualité (label, bio, circuits courts) :
7. Rupture : une crise sanitaire / crise politique qui entraîne et déstabilise les filières

#### **Thématique : foncier et attractivité du territoire et tourisme**

1. Poursuite de la consommation des espaces de façon mieux maîtrisée : en quantité et en préservant les meilleures terres
2. Retrouver du bon sens dans les modes de construire ; réinvestir les centres bourgs, les centres anciens, les friches, les zones à réhabiliter ...
3. Demain, on va saisir l'opportunité du développement touristique pour promouvoir les produits sous signe de qualité + valorisation des produits du Tarn
4. Demain, le tourisme va permettre de diversifier l'activité agricole et d'apporter un complément de revenu (gîtes, chambres d'hôtes) -> conserver des petites et moyennes exploitations
5. Trop de tourisme tue l'agriculture (fréquentation, pression foncière, exclusion de l'agriculture traditionnelle)



### **Thématique : changements climatiques, pratiques, ressource Eau**

1. Evolution vers des plantes adaptées au réchauffement climatique et sans pesticide par une sélection en évitant les OGM
2. Diminution de l'agriculture et de l'élevage industriel au profit d'une agriculture raisonnée ou biologique
3. Dialogue constructif entre associations environnementales et agriculteurs
4. Productions de matériaux de construction bois paille
5. Demain, reconstitution des sols (agroforestiers, permaculture) stockage de l'eau (retenu collinaire) + adaptation des cultures - réduction des besoins en irrigation
6. Demain, intensification agricole, irrigation, réchauffement au-delà de 1°, culture pas adaptée => baisse des rendements, destruction des bassins versants
7. Rupture : crise énergétique (2020), baisse de la mécanisation et baisse de l'irrigation

#### **3.2.2.5 Les mini-scénarios**

Les hypothèses d'évolution ont été combinées par le bureau d'études en « mini-scénarios ». Ces « mini-scénarios » décrivent l'évolution possible de 4 grands domaines :

- **Les politiques agricoles et relations internationales :**
  - o Mondialisation : une agriculture à 2 vitesses : Mise en péril des filières locales (fluctuation des cours, épizooties), diminution de la PAC, la région soutient les filières locales de compétitivité
  - o Le soutien des régions face à la mondialisation : Prise en compte mondiale des enjeux environnementaux, la région soutient les productions locales, de qualité et la protection des paysages
  - o Gouvernance alimentaire locale : Sortie de l'UE, fin de la PAC, la région soutient les filières locales, relocalisation de la production, création d'une instance de gouvernance alimentaire pour coordonner les acteurs
- **Les filières agricoles :**
  - o L'agriculteur salarié : Les grands groupes de distribution dirigent les exploitations, disparition des signes de qualité, intensification agricole, manque de vocations et de reprises
  - o Robotisation : Fermes gérées à distance, l'agriculteur est informaticien, les machines remplacent les hommes dans les champs, l'agriculture connectée redore l'image du secteur
  - o Agroécologie et collectif : Les changements climatiques et le pic pétrole reconfigurent le modèle agricole, fuite des villes, installation de néoruraux, mise en commun des moyens de production
  - o Diversification vers l'énergie, la production de matériaux : Ferme autosuffisante sur le plan énergétique, productions de matériaux de construction bois-paille
- **Le comportement des consommateurs :**
  - o Faible pouvoir d'achat : Une crise économique prive les consommateurs d'un pouvoir d'achat suffisant pour s'alimenter localement
  - o Consommateur « pressé » - praticité : Le consommateur redevient passif et attend des solutions d'approvisionnement moins contraignantes, accès rapide du consommateur aux infos grâce à l'innovation
  - o Approvisionnement local bio : Le consommateur double son budget alimentaire pour acheter des produits de qualité et locaux suite à des crises, développement des filières locales
- **Le foncier et l'attractivité des territoires (y compris le tourisme) :**





- Forte notoriété : Forte attractivité du fait d'une valorisation du territoire, forte augmentation de la population, mitage maîtrisé mais extension urbaine, trop de tourisme tue l'agriculture
- Fuite vers Toulouse : Diminution des emplois à Albi, « fuite » des actifs vers Toulouse, baisse du pouvoir d'achat et développement de requalification et colocation
- Attractivité d'Albi, ville dynamique, maîtrise foncière : Augmentation de la population, consommation d'espaces maîtrisée (préservation des meilleures terres), le tourisme permet de valoriser les produits locaux
- Innovation dans l'installation et la transmission : Augmentation du crowdfunding en agriculture, nouveau modèle de transmission progressive des savoir-faire et des outils de travail, rente viagère.

Lors de l'atelier prospectif n°3, les participants ont été invités à s'exprimer sur chaque mini-scénario, plus particulièrement sur leurs caractères probable et souhaitable, sur leurs impacts sur le territoire et les filières agricoles, ainsi que sur les leviers à mettre en place pour atteindre ou éviter ces mini-scénarios.

Les figures ci-dessous synthétisent les travaux effectués lors de l'atelier n°3.

A- POLITIQUES AGRICOLES ET RELATIONS INTERNATIONALES

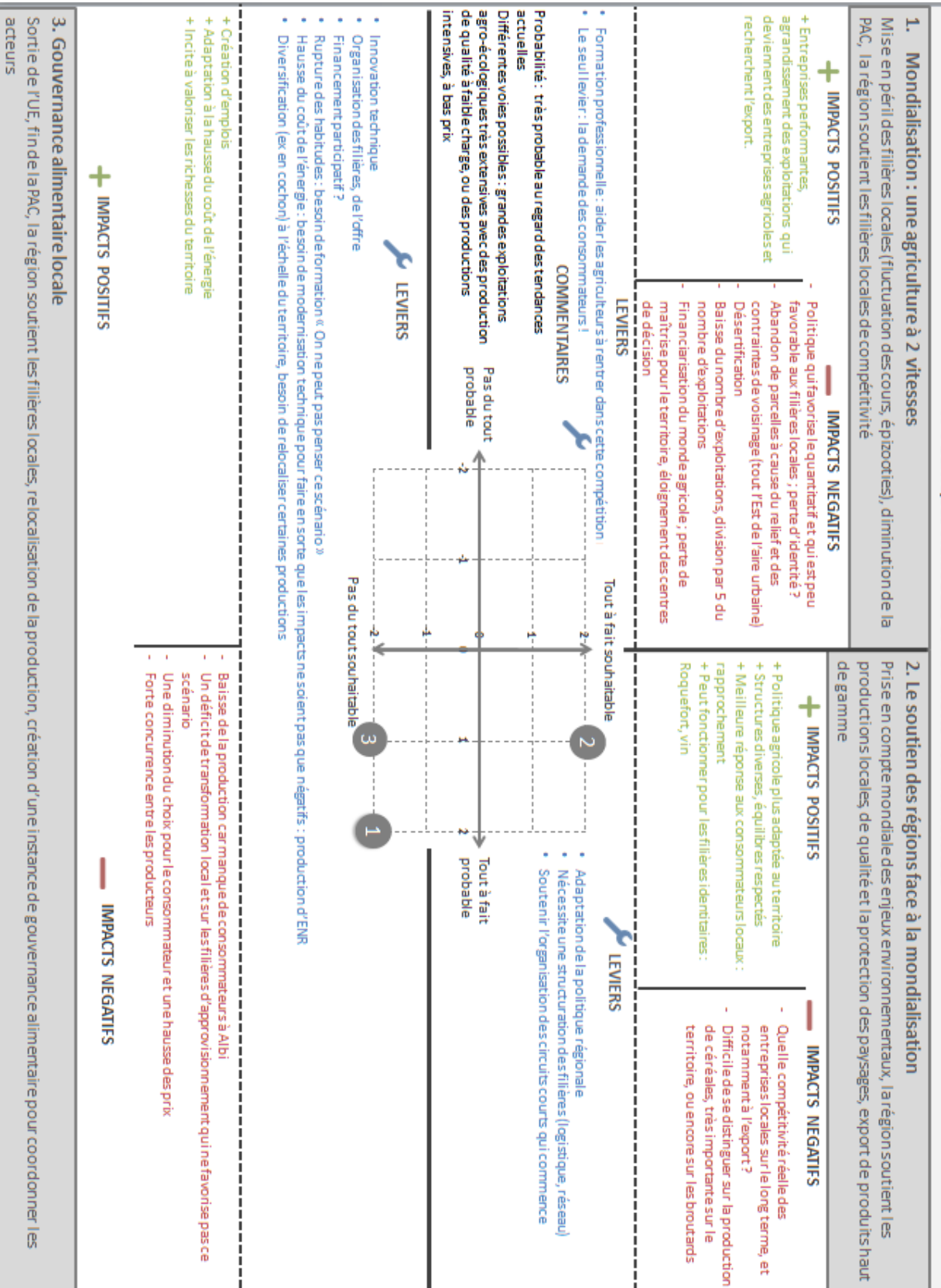


Figure 43 : Résultats des travaux en atelier sur les mini-scénarios : analyse des impacts, probabilité/souhaitabilité, leviers



B - PRODUCTION ET FILIERES + TRANSMISSION ET INSTALLATION	
<p><b>1. L'agriculteur salarié</b> Les grands groupes de distribution dirigent les exploitations, disparition des signes de qualité, intensification agricole, manque de vocations et de reprises</p> <p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Organisation de filières (sécurisation et rationalisation à l'extrême)</li> </ul> <p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le producteur devient la variable d'ajustement, il est dépendant de la politique du distributeur</li> <li>- Risque de déprise sur certaines zones du territoire (selon la distance et le potentiel)</li> <li>- Baisse de l'attractivité du métier</li> </ul>	<p><b>2. Robotisation</b> Fermes gérées à distance, l'agriculteur est informaticien, les machines remplacent les hommes dans les champs, l'agriculture connectée redore l'image du secteur</p> <p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Suppression des tâches pénibles</li> <li>+ Attractivité du métier / qualité de vie des agriculteurs</li> <li>+ Nouveaux emplois liés à la robotisation</li> <li>+ Optimisation des pratiques (réduction des intrants par la précision)</li> </ul> <p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Perte d'emplois dans l'agriculture</li> <li>- Dépendance de l'agriculture à la robotisation et besoin de maintenance des machines et de la gestion de données</li> <li>- Quelle acceptabilité par le consommateur en recherche de naturalité ?</li> </ul>
<p><b>LEVIERS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conserver une agriculture d'entrepreneurs, via une contractualisation avec les agriculteurs et une capacité de négociation face à la distribution par le regroupement</li> </ul> <p><b>LEVIERS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Robotisation et technologie</li> <li>• Installation sans capitaux : solution avec des projets en collectif, avec du portage, du crowdfunding</li> <li>• Ex de la couveuse Tarn et Dordou</li> </ul> <p><b>COMMENTAIRES</b></p> <p>Scepticisme sur certaines hypothèses (prospérité du marché, retour de tous à la terre) Scénario de « Jardinage » jugé non professionnel, besoin de rendre le scénario plus plausible et professionnel Scénario qui pourrait cohabiter avec la robotisation du scénario 2</p> <p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Amélioration des pratiques du point de vue de l'environnement : évolution déjà engagée</li> <li>+ Beaucoup de CUMA sur le territoire pour faciliter la mise en commun de moyens de production</li> </ul> <p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficultés d'installation des néo-ruraux du fait du coût d'installation et de l'accès au foncier</li> <li>- Rentabilité / viabilité des exploitations</li> </ul>	<p><b>LEVIERS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Formation, maîtrise des outils</li> <li>• « Régulation » du nombre de robots (taxation ?)</li> <li>• Approche collective plutôt que capitalistique concernant l'acquisition du matériel (rôle des CUMA ?)</li> <li>• Communication envers les consommateurs pour faire évoluer l'acceptabilité de la déshumanisation de la production et l'évolution du métier d'agriculteur</li> </ul> <p><b>LEVIERS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rentabilité de la production énergétique : tarifs de rachat</li> <li>• Choix politiques pour développer la démarche (y compris commande publique)</li> <li>• Valorisation par la chimie (et non juste par la construction)</li> <li>• Formation des acteurs pour développer la demande (artisans de la construction)</li> <li>• Soutien à l'innovation</li> </ul> <p><b>COMMENTAIRES</b></p> <p>Scénario souhaitable si développement des ENR comme une diversification, mais pas comme une production principale qui concurrencerait l'alimentation (comme en Allemagne) Un pôle d'excellence rural sur la chimie du bois</p> <p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Diversification</li> <li>+ Revenu complémentaire pour les agriculteurs</li> </ul> <p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Concurrence avec la production alimentaire</li> <li>- Filières de valorisation de matériaux et notamment de construction non fiables</li> </ul>
<p><b>3. Agroécologie et rôle du collectif</b> Les changements climatiques et le pic pétrolier reconfigurent le modèle agricole, fuite des villes, installation de néoruraux en quête de sens, mise en commun des moyens de production</p> <p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Diversification</li> <li>+ Revenu complémentaire pour les agriculteurs</li> </ul> <p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Concurrence avec la production alimentaire</li> <li>- Filières de valorisation de matériaux et notamment de construction non fiables</li> </ul>	<p><b>4. Diversification vers l'énergie, la production de matériaux</b> Fermes autosuffisantes sur le plan énergétique, productions de matériaux de construction (bois, paille, lin oléagineux...)</p> <p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Diversification</li> <li>+ Revenu complémentaire pour les agriculteurs</li> </ul> <p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Concurrence avec la production alimentaire</li> <li>- Filières de valorisation de matériaux et notamment de construction non fiables</li> </ul>



C - COMPORTEMENTS DES CONSOMMATEURS

<p><b>1. Faible pouvoir d'achat</b> Une crise économique prive les consommateurs d'un pouvoir d'achat suffisant pour s'alimenter localement</p>	<p><b>2. Consommateur « pressé » - pratiqué</b> Le consommateur redéveloppe passif et attend des solutions d'approvisionnement moins contraignantes, accès rapide du consommateur aux infos grâce à l'innovation</p>
<p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Développement d'une <b>auto-production</b> chez les habitants (positif et négatif)</li> </ul> <p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Intensification et spécialisation de l'agriculture pour augmenter la compétitivité et fournir des marchés non locaux</li> </ul>	<p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Développement de solutions et d'initiatives originales ayant un impact sur le consommateur</li> <li>+ Vie plus active sur le territoire, possibilité de redynamiser le local</li> <li>+ Plus d'informations pour le consommateur</li> </ul> <p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dashumanisation</li> <li>- Rupture, perte de lien avec le producteur</li> <li>- Le flux d'informations peut être mal interprété</li> </ul>
<p>Augmentation de l'autoproduction</p> <p><b>LEVIERS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Changement de priorité des consommateurs dans la répartition de leur budget : recentrage sur le budget alloué à l'alimentation</li> </ul> <p><b>COMMENTAIRES</b></p> <p>Fortes paupérisation pas très probable sur l'aire urbaine d'Albi</p> <p><b>LEVIERS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Structurer l'offre</li> <li>• Protéger le foncier pour protéger l'offre</li> <li>• Développer la filière légumes sur le territoire</li> </ul> <p><b>COMMENTAIRES</b></p> <p>Il n'est pas réaliste de penser que l'ensemble de l'aire urbaine s'approvisionne localement, mais une grande partie oui. Il est probable que la majorité des restaurants collectifs s'approvisionnent localement si on arrive à structurer l'offre.</p> <p>Il n'est pas réaliste que tout l'Albi géodis consume des légumes produits localement. Pour des raisons climatiques, certains légumes ne peuvent être produits localement. Il y a un intérêt à développer certains légumes (par exemple les pois chiches et les légumes de la ratatouille) sur le territoire.</p>	<p>Achats en ligne</p> <p><b>LEVIERS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer l'internet de proximité</li> <li>• Numériser le local, faire des sites internet pour que les locaux puissent acheter sur internet.</li> <li>• Se remettre en question et innover</li> <li>• S'adapter pour faire ressortir le positif</li> </ul> <p><b>COMMENTAIRES</b></p> <p>Tout à fait souhaitable</p> <p>Tout à fait probable</p>
<p><b>3. Approvisionnement local et bio</b></p> <p>Le consommateur double son budget alimentaire pour acheter des produits de qualité et locaux suite à des crises, développement des filières locales</p> <p><b>SUGGESTION D'UN 4<sup>ème</sup> MINI SCÉNARIO ?</b></p>	



D – FONCIER – TOURISME – ATTRACTIVITÉ

<p><b>1. Forte notoriété</b> Forte attractivité du fait d'une valorisation du territoire, forte augmentation de la population, mitage maîtrisé mais extension urbaine, trop de tourisme tue l'agriculture</p>	<p><b>2. Fuite vers Toulouse</b> Diminution des emplois à Albi, « fuite » des actifs vers Toulouse, baisse du pouvoir d'achat et développement de <u>recohabitation</u> et collocation</p>
<p><b>COMMENTAIRES</b> Mini-scénario improbable (l'hypothèse selon laquelle l'accès de tourisme tue l'agriculture n'est pas vraisemblable selon les participants) et non souhaitable</p>	<p><b>IMPACTS NEGATIFS</b> - Baisse d'attractivité et donc baisse de la consommation - Nécessité de trouver des marchés ailleurs</p>
<p><b>LEVIERS</b> • Arrêter le mitage, reprendre l'urbanisme en escalagot • Réhabiliter les espaces commerciaux à l'abandon • Prendre en compte la valeur agraire du territoire (évaluer les « meilleures » terres même si cela est difficile) • Redynamiser les centres et les adapter au mode de vie (maison à étages plutôt que plein pied) • Revoir les modes de construire (ex : blocs de maison inversés) + Augmentation de la consommation locale en cas d'augmentation du nombre d'habitants + Préservation du potentiel agricole + Plus de valeur ajoutée sur le territoire</p>	<p><b>LEVIERS</b> • Redynamiser les centres villes et centres bourgs • Renforcer les axes de communication pour valoriser la centralité dans l'Occitanie</p> <p><b>COMMENTAIRES</b> Avis partagé sur la probabilité de ce mini-scénario et l'attractivité de Toulouse. L'attraitivité de Toulouse sur Albi n'est pas le même qu'à Montauban (barrière psychologique ? Plus de 45 minutes de route)</p> <p><b>IMPACTS NEGATIFS</b> - Financement participatif non adapté à tous les types d'exploitations agricoles</p>
<p><b>IMPACTS POSITIFS</b></p>	<p><b>IMPACTS POSITIFS</b> + La rente viagère assure la subsistance, même après la période active et encourage la transmission + Facilite l'installation de jeunes, même hors cadre familial + Financement participatif adapté aux petites structures pour des exploitants hors-cadre familial, pour démarrer une activité et favoriser la diversification</p>
<p><b>3. Attractivité d'Albi, ville dynamique, maîtrise foncière</b> Augmentation de la population, consommation d'espaces maîtrisée (préservation des meilleures terres), le tourisme permet de valoriser les produits locaux</p>	<p><b>4. Innovation dans l'installation et la transmission</b> Augmentation du crowdfunding en agriculture, nouveau modèle de transmission progressive des savoir-faire et des outils de travail, rente viagère</p>





### 3.2.2.6 Les scénarios produits

Suite à l'atelier 3, le bureau d'études a rédigé 3 scénarios finaux, en prenant en compte les échanges avec les participants lors des ateliers prospectifs précédents.

Les 3 scénarios finaux sont rédigés ci-dessous et sont accompagnés des commentaires exprimés par les participants à l'atelier prospectif n°4 en réaction à la lecture des scénarios. Les commentaires situés à gauche, dans des bulles vertes, sont les aspects positifs des scénarios. Les commentaires situés à droite, dans des bulles rouges, sont les aspects négatifs des scénarios.

## Scénario 1 : Une agriculture mondialisée

« Ce scénario montre un territoire compétitif intégré dans une économie mondialisée. »

« C'est un scénario catastrophe où le territoire subit, sans gouvernance. La perte de propriété du sol par l'exploitant et sa financiarisation sont déjà en route, et rien n'est fait contre. »

Les filières se structurent et gagnent en compétitivité. La rentabilité des exploitations restantes est accrue. Les prix baissent pour le consommateur.

En 2035, l'agriculture est encore plus mondialisée qu'aujourd'hui, les aides européennes à l'agriculture ont diminué, et seules les exploitations et les filières qui ont réussi à rester les plus compétitives sont toujours présentes.

Les terres les plus performantes de l'Albigeois, du Castrais et du Gaillacois se sont intensifiées dans la production céréalière, avec des exploitations qui se sont agrandies et robotisées.

La diversité des productions locales s'appauvrit. L'hyperspécialisation des territoires conduit ici à une perte d'emplois (moins d'exploitations et moins d'agriculteurs). Le territoire perd son identité.

L'innovation technologique, la mécanisation et la robotisation entraînent une baisse de la pénibilité du travail.

Les assurances et les investisseurs chinois achètent toutes les terres agricoles qui se libèrent.

L'agriculture se déshumanise.

Sur le Ségala, l'élevage de brebis laitières pour le Roquefort s'est également maintenu, mais quasiment des salariés des

Les investissements étrangers permettent de maintenir les filières efficaces. Les propriétaires fonciers traditionnels vendent leurs terres dans de bonnes conditions financières.

La privatisation du territoire par de grands propriétaires et des investisseurs étrangers n'est pas souhaitable. C'est une financiarisation de l'agriculture.

les exploitants sont principaux producteurs fromagers (Société, Papillon).

L'intégration des filières sécurise les revenus des agriculteurs.  
BLEZAT Consulting | 2017



La croissance du salariat chez les agriculteurs se traduit par une perte d'autonomie du métier, qui sera moins attractif.



De nombreuses exploitations ont disparu (tous les autres élevages), et beaucoup d'espaces qui ne sont plus entretenus s'enrichent.



Lucie

La déprise agricole conduit à une renaturalisation du territoire et à un gain en biodiversité.

est albigeoise, elle a 30 ans. Pour elle l'agriculture, c'est une activité industrielle ultra-moderne dont elle ne sait rien, si ce n'est qu'on voit passer des tracteurs-robots dans les champs de temps en temps. Elle va de temps en temps acheter des légumes chez un maraîcher de la vallée du Tarn à Lescure, mais elle ne pourra bientôt plus, car le maraîcher qui a 55 ans a vendu ses terres, de bonne qualité et irriguées, à un gros groupe, il n'y aura bientôt plus que des grands champs.

Il y a un risque important de fermeture du paysage dans les espaces en déprise. L'impact environnemental est grave dans les espaces cultivés de manière intensive.

Elle aime bien aller se promener dans le Ségala, où la nature et la forêt sont très présentes, elle a même l'impression que ces dernières gagnent du terrain à chaque visite.

Ca lui fait du bien, car autour d'Albi, la ville s'est tellement étendue que ça devient difficile de trouver un endroit un peu vert et préservé. C'est d'autant plus nécessaire que l'été, elle étouffe en ville. Le béton et le bitume accroissent le sentiment de fournaise lors des épisodes de canicule de plus en plus fréquents. L'eau et la verdure lui sont alors indispensables.

La vie dans le territoire n'est pas confortable (dégradation des paysages, de l'eau, etc.).

La bonne gestion de l'eau est nécessaire et obligatoire.

L'eau justement, elle a entendu aux informations qu'elle va manquer une fois de plus cet été. Et on reparle encore de mesures de restriction.

C'est la mort des villages ! La spéculation foncière entraîne une urbanisation plus lointaine du pôle albigeois.

Chaque année, c'est un casse-tête. Tout le monde s'estime prioritaire : les agriculteurs pour maintenir leur rendement, les habitants pour leurs besoins quotidiens et le monde économique pour poursuivre la production et les services.

Les gestes civiques ne suffisant plus (pas de remplissage de piscines, baisse volontaire des prélèvements etc.), l'année dernière, pour la première fois, des coupures longues ont été instaurées amenant Lucie à chambouler son quotidien pour la cuisine, sa toilette ou le lavage du linge.

Les tensions entre les acteurs s'accroissent.



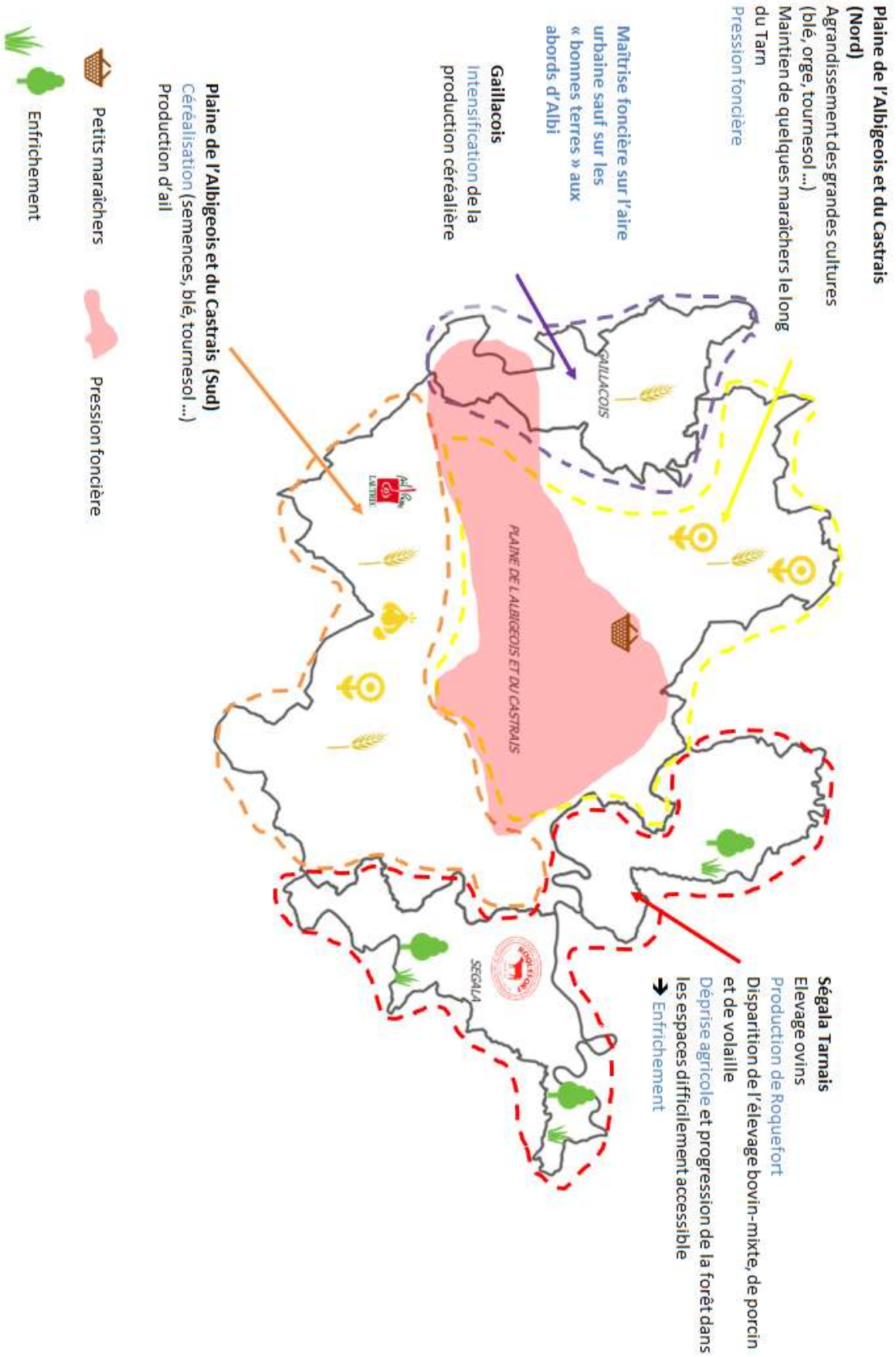


Figure 44 : Spatialisation du scénario « Une agriculture mondialisée »



## Scénario 2 : Verdissement de l'agriculture

- « Ce scénario offre une solution de stabilité mais pas de changement radical. Une évolution de certaines exploitations dans ce sens a déjà commencé. Ce scénario remet en cause certains systèmes de production. »
- « Ce scénario idyllique ne permet pas de nourrir toute la population si cette dernière augmente. Par ailleurs, il suppose l'augmentation du pouvoir d'achat du consommateur. »
- « Peut-on inventer une autre agriculture d'ici une génération ? »
- « Le scénario n'évoque pas le risque de remise en cause de l'élevage (changement climatique, consommation d'eau, etc.). »

En 2020, à la suite d'une série de catastrophes climatiques à l'échelle mondiale, les pays des Nations Unies finissent par agir vraiment pour appliquer les accords de Paris et de Marrakech, qui sont ensuite renforcés lors de la COP 24 en Pologne. Même les Etats-Unis ont engagé des mesures, suite à un nouvel ouragan dévastateur en Floride. En Europe, la Politique Agricole Commune est renforcée et réorientée vers la résilience, la limitation des gaz à effet de serre, et l'adaptation au changement climatique.

Le contexte politique européen ne vise pas à court terme une réorientation de la PAC dans ce sens.

Gérard a 60 ans, il est agriculteur. Il a des vaches laitières et un élevage de poulet, et il produit lui-même l'alimentation pour tous les animaux. Après la disparition des quotas en 2014, l'exploitation était en grande difficulté, il a failli arrêter le lait.

Le revenu des agriculteurs est décent.

Mais il a décidé de rechercher des solutions pour pouvoir finir sa carrière dans de bonnes conditions, voire même que son fils Arthur puisse s'installer plus tard. Il lui fallait diminuer ses charges à tous prix. Un de ses voisins arrête l'élevage bovin, Gérard en a profité pour reprendre des prairies, et extensifier son élevage. Au bout de quelques années, il est même passé au Bio avec la collecte Biolait, ce qui lui a permis d'augmenter son prix de vente.

Le consommateur a-t-il un pouvoir d'achat suffisant pour accéder à cette production ?  
Risque de fracture

Les paysages et la qualité de l'environnement sont préservés, avec des externalités positives pour la communauté (baisse de la pollution et de ses coûts). La production est diversifiée et de qualité.

la

Au fil des années, et grâce au conseil du « Pôle agricole et alimentaire de l'Albigeois » animé par des acteurs locaux, il a pu mettre au point un système à la fois rentable, et moins soumis aux risques climatiques. Gérard est maintenant labellisé « Ferme laitière bas carbone ». Ce label est très apprécié des consommateurs, qui ont été fortement sensibilisés à la question des gaz à effet de serre ces dernières années.

la Bio partout et pour tous !



www.biolait.net

La certification environnementale peut être coûteuse et chronophage. Les marges de manœuvre sont faibles (contraintes financières, réglementaires, techniques et environnementales).





Il est difficile de changer des pratiques ancrées.

Les consommateurs éprouvent de la reconnaissance envers l'agriculture.

L'augmentation du prix du pétrole qui a connu un coup d'accélérateur en 2028 a fait beaucoup de mal aux exploitations qui s'étaient fortement intensifiées pour résister, beaucoup de ses voisins ont disparu.

Mais ceux qui restent ont inventé de nouveaux systèmes, très diversifiés, nécessitant peu d'intrants issus du pétrole, et avec de nouvelles variétés de céréales qui résistent bien à la sécheresse.

Comment assurer la qualité des aliments sans traitements ?

Ils ont d'ailleurs créé un groupe de partage d'expérience et d'entraide. Malgré les départs, il y a toujours autant de monde qui travaille dans l'agriculture, car les nouvelles méthodes nécessitent plus de main d'œuvre. Elles sont soutenues par les aides à l'homme plutôt qu'à la surface depuis la réforme de la PAC de 2027.

Le nombre d'exploitations viables et résilientes et d'agriculteurs se maintient. Les filières se structurent. Les agriculteurs échangent, s'entraident et sont proactifs. L'humain est remis au centre.



Ce qu'il manque aujourd'hui, ce sont des outils de transformation locaux, pour reprendre encore un peu plus la main sur la valeur ajoutée. En regardant en arrière, Gérard est fier du chemin parcouru.

L'Albigeois agricole est resté dynamique. Il faut reconnaître que l'augmentation du coût des transports, et les incitations à limiter les émissions de carbone ont fortement limité l'expansion des villes.

L'urbanisation s'est faite de façon beaucoup plus rassemblée, pour que les gens puissent avoir accès à des transports en commun efficaces. Les paysages ont été préservés, et l'Albigeois est resté un territoire attractif, les gens ont envie de venir y vivre et y travailler.

La valeur ajoutée reste-t-elle dans le territoire si les outils de transformation ne sont pas locaux ?

L'urbanisation est raisonnée.



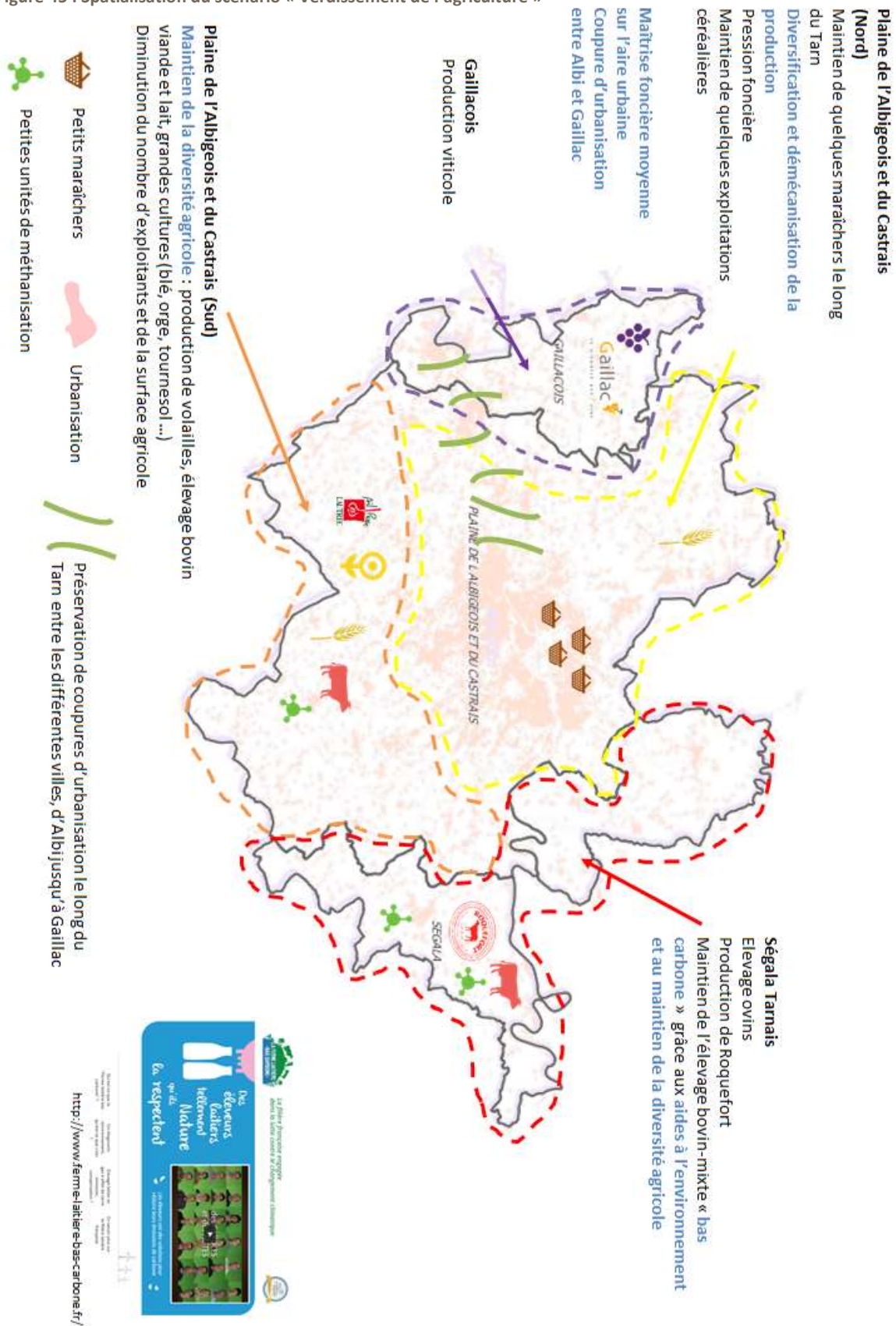


Son fils vient de finir ses études d'ingénieur agronome à l'Agro Toulouse : lui qui voulait reprendre l'exploitation depuis tout petit, il s'est rendu compte que le métier était très technique, et qu'il avait besoin de bonnes bases s'il voulait rester performant. Gérard est curieux de voir toutes les nouvelles idées que son fils pourra apporter sur l'exploitation.

On reste sur un système d'agriculteur indépendant qui peut transmettre son exploitation.

La technicité du métier peut être un frein. Un haut niveau de formation est requis pour les chefs d'exploitation.

Figure 45 : Spatialisation du scénario « Verdissement de l'agriculture »





### Scénario 3 : La boucle alimentaire locale

- « Ce scénario implique un changement de vision de la société avec un fonctionnement en partenariat. »
- « Une modification du scénario serait souhaitable : l'autosuffisance alimentaire locale peut s'intégrer dans le scénario 2 et même le parfaire. »
- « Ce scénario est très autocétrée sur un développement purement local. Le choix individuel apparaît restreint. Le territoire se replie sur soi. Il est en concurrence avec les autres zones et il n'y a pas de concurrence entre territoires. Quelle est à terme la dynamique économique pour le territoire ? »
- « Ce scénario ne prend pas en compte la capacité à nourrir la population si la démographie augmente sur le territoire. »
- « C'est le retour à un ancien mode de fonctionnement ! »

En 2035, et depuis une dizaine d'années déjà, au niveau international, les relations sont tendues. Les Etats-Unis sous Trump ont créé de la méfiance dans les relations sino-américaines, la Corée du Nord est restée menaçante pendant des années. En Europe, entre montée des populismes et divergences d'opinion sur les questions migratoires, il devient très compliqué de mener des politiques communes. Le coût de la PAC a été dénoncé, et son budget a été fortement réduit en 2020. A cela s'est ajouté une augmentation progressive du prix du pétrole, qui a dépassé les 100\$ le baril en 2020, qui impactent fortement le coût des transports et des échanges internationaux.

On limite les déplacements et la consommation d'énergie.

Devant tous ces événements internationaux, les gens sont en recherche de relations de proximité, de sécurité.

Au niveau agricole, la politique régionale encourage fortement le développement des « boucles alimentaires locales ». Cela entre fortement en résonance avec la politique d'autonomie alimentaire initiée par la ville d'Albi en 2015. Toute l'aire urbaine s'est maintenant engagée sur cette voie.

Des liens entre agriculteurs et consommateurs / citoyens sont recréés. Les enfants sont sensibilisés. Le consommateur pèse sur l'évolution : un choix social partagé est fait pour tendre vers un équilibre.



Léo à 10 ans, il est écolier à Albi. A l'école, les enfants font un potager : ils connaissent tous les légumes, et apprennent même à les cuisiner de façon à ce qu'ils aient bon goût.

L'accès aux produits locaux de qualité est facilité.

A force d'en parler avec ses parents, toute la famille s'est intéressée à la question de l'agriculture, et est devenue une famille à alimentation positive : ils font partie d'un groupe Facebook « les Locavores de l'Albigeois », dans lequel les familles échangent des bonnes adresses pour des produits locaux de qualité et pas chers.





La famille va bientôt déménager dans un petit immeuble aux nouvelles normes d'isolation : l'immeuble est construit avec du chanvre, qui est produit dans la plaine de l'Albigeois. Un groupe de producteurs a monté une usine de transformation du chanvre en 2028 sur le territoire, et les maçons locaux ont vite appris à l'utiliser dans les constructions.

Le territoire est attractif de par la qualité de vie offerte.

Les parents de Léo travaillaient à Toulouse, et sont venus s'installer il y a 5 ans pour le cadre de vie de la ville. Il faut dire aussi que les élus locaux ont très vite capitalisé sur l'idée d'Albi, et ont décidé de devenir un territoire à alimentation positive.

L'étalement urbain est limité et les terres agricoles sont préservées.

à

Ils ont compris qu'il fallait avoir une action très forte sur la maîtrise du développement urbain, et ont préservé tous les espaces agricoles possibles. Ils ont réussi par une politique volontariste faire baisser la spéculation, et de nombreux agriculteurs hors cadre familial, en recherche de sens et de qualité de vie ont pu venir s'installer.



Grâce à cela, la production alimentaire de proximité est abondante et facile d'accès. Les plus grosses exploitations ont souvent fait le choix de se diversifier sur la production de matériau et d'énergies renouvelables (taillis

Les cultures énergétiques pour un territoire à énergie positive se développent.

courte rotation, valorisation des co-produits des céréales en bio-carburants) car ils avaient de grandes surfaces qui le permettaient.

Les filières sont détruites. Cette atomisation provoque une baisse du pouvoir d'influence des agriculteurs.

Pour les petits agriculteurs, et en particulier ceux qui n'étaient pas du milieu agricole, ils se sont orientés vers les circuits de proximité. Il y a aussi beaucoup d'agriculteurs pluriactifs, ou de salariés- agriculteurs. Il y a pas mal d'échanges, de troc et d'entraide, le site « leboncoin.fr » a même créé une page spéciale « agriculture et jardinage ».

Il faut que les producteurs restent des professionnels.

Créer une dynamique permettant de faire des économies d'échelle pour les producteurs serait intéressant.

L'activité agricole et la vie urbaine sont connectées à travers l'alimentation, les matériaux mais aussi l'emploi et l'éducation.

Il va falloir trouver des modèles économiques rentables pour toutes les petites exploitations en circuit court. Les revenus agricoles sont limités sauf en cas de valorisation agricole non alimentaire.



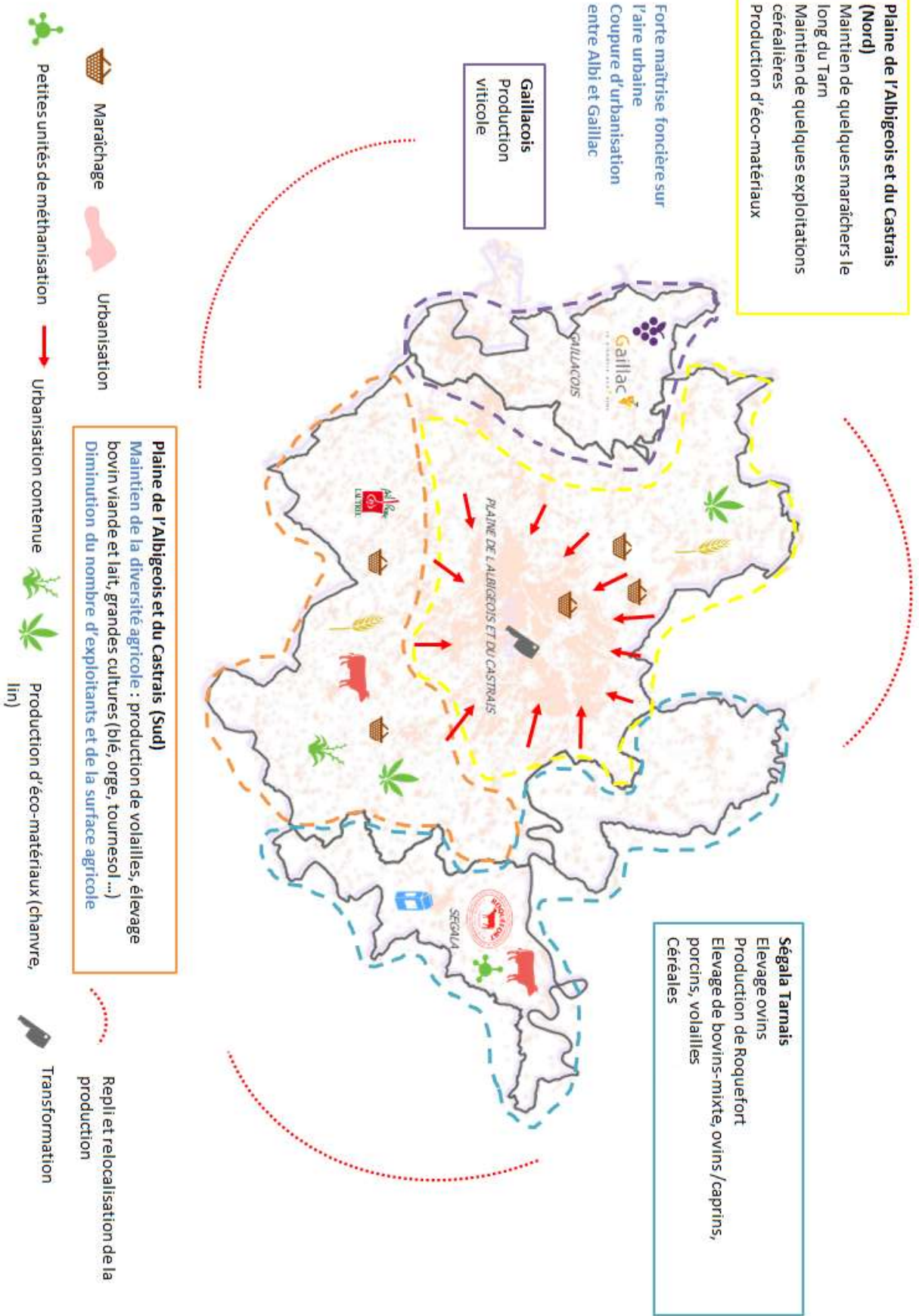


Figure 46 : Spatialisation du scénario « La boucle alimentaire locale »





La discussion autour des scénarios a permis de mettre en lumière certains aspects « repoussoirs », et d'autres qui font consensus. A Albi, le « scénario idéal » réunit donc les ingrédients suivants :

- Une agriculture professionnelle qui conserve son indépendance par rapport à des capitaux extérieurs (foncier, structure d'exploitation), qui reste compétitive par rationalisation, avec des filières structurées, et qui innove
- Une agriculture rémunératrice pour les producteurs, y compris en circuits courts
- La reconnaissance du métier d'agriculteur, et des relations agriculteurs /habitants qui se sont enrichies :  
Alimentation bien sûre, mais également production d'énergie, de matériaux, emplois, éducation/pédagogie... Ỳ l'humain remis au centre : partenariats, entraide
- Une attractivité territoriale qui peut s'appuyer sur un paysage agricole de qualité, une qualité environnementale, une qualité de vie. Ceci s'appuie sur une maîtrise de l'urbanisation et une préservation des terres agricoles.
- Des produits alimentaires de qualité et accessibles aux habitants, en faisant le lien avec la politique d'autonomie alimentaire développée par la ville d'Albi
- Un maintien des emplois agricoles
- Un maintien de la diversité des productions
- Le partage de la ressource Eau, dans un contexte de changement climatique qui sera probablement plus important qu'on ne l'imagine

Le groupe a fait remonter quelques points d'attention : attention à ne pas réinventer ce qui existe, à ne pas détruire des filières existantes, et ne pas « sublimer » une situation qui s'apparenterait à un retour en arrière.

« J'ai vendu mon magasin, on n'a plus besoin de commerçant, je prends mon pot au lait et je vais le soir chez le paysan une fois qu'il a trait sa vache chercher mon lait journalier et je le fais bouillir. C'est ce que je faisais quand j'étais petit ». « Avec le produit local, on ne sait plus ce qu'on mange, il n'y a plus de charte, plus de cahier des charges ».

Une attention spécifique mérite enfin d'être portée à la filière élevage qui semble particulièrement fragile.

Cette « vision » commune a comme corollaires :

- Une action nécessairement volontariste sur le foncier, pour éviter l'augmentation des prix et la « financiarisation »
- Une association de tous les acteurs (notamment économiques, y compris de la distribution) à la réflexion sur les actions à mener
- Un besoin d'adaptation, d'innovation, qui passera peut-être par de la formation Ỳ le soutien aux initiatives de structuration et de valorisation des filières locale

Le développement des relations habitants/agriculteurs, et un besoin de sensibilisation et de pédagogie



### 3.2.2.7 Les perspectives

---

Lors du séminaire de restitution, les participants ont fait émerger 4 fiches action :

- L'accessibilité des produits alimentaires de qualité et locaux,
- La structuration des filières courtes,
- L'évolution professionnelle et la formation,
- La gouvernance.

Les fiches produites par les participants lors du séminaire de restitution sont disponibles en annexe 5).

### 3.2.3 Les aires urbaines de Montauban et Castelsarrasin-Moissac

#### 3.2.3.1 Caractéristiques territoriales

---

La zone d'étude comprend l'aire urbaine de Montauban (33 communes), l'aire urbaine de Castelsarrasin-Moissac (4 communes) et les communes multipolarisées des grands aires urbaines (30 communes).

Ces deux aires urbaines sont limitrophes. Elles sont structurées par deux grands pôles d'emplois. L'aire urbaine de Montauban est également limitrophe de l'aire urbaine toulousaine. Son développement est donc lié à celui de l'aire urbaine de la capitale régionale. Les communes multipolarisées par plusieurs aires urbaines sont au moins sous l'influence de Montauban ou de Castelsarrasin parfois partagée avec celle de la métropole toulousaine.

La zone d'étude intercepte 7 EPCI dont 4 sont des nouveaux EPCI créés au 01/01/2017 : Terres des Confluences, Gand Sud Tarn-et-Garonne, Quercy Vert-Aveyron et Coteaux et Plaines du pays La-françaisin.



Figure 47 : Les intercommunalités de la zone d'étude

L'aire urbaine recoupe 2 pôles d'équilibre territorial et rural :

- PETR Pays Midi-Quercy
- PETR Garonne Quercy-Gascogne.

Le SCoT de l'agglomération de Montauban a été établi en 2012.

La population de la zone d'étude représente un peu moins de deux tiers (63 %) de la population départementale. La population des communes multipolarisées de la zone d'étude est du même ordre de grandeur que la population de l'aire urbaine de Castelsarrasin/Moissac. La population totale des aires urbaines de Montauban et Castelsarrasin-Moissac est de 134 575 habitants.

Avec un taux d'évolution annuel moyen de 1,2 % entre 2008 et 2013, largement supérieur au taux régional (1%) et national (0,5%), le Tarn et Garonne connaît une dynamique démographique très importante. La dynamique de la zone d'étude est encore plus importante (+1,25 %). Ce sont les communes multipolarisées de la zone d'étude qui connaissent les plus fortes évolutions entre 2008 et 2014 (+1,74 % annuel moyen).

L'augmentation de population est due essentiellement à un fort solde migratoire. Sur la période 2008-2013, les communes multipolarisées connaissent une dynamique migratoire très forte.



### 3.2.3.2 Principales caractéristiques de l'agriculture locale

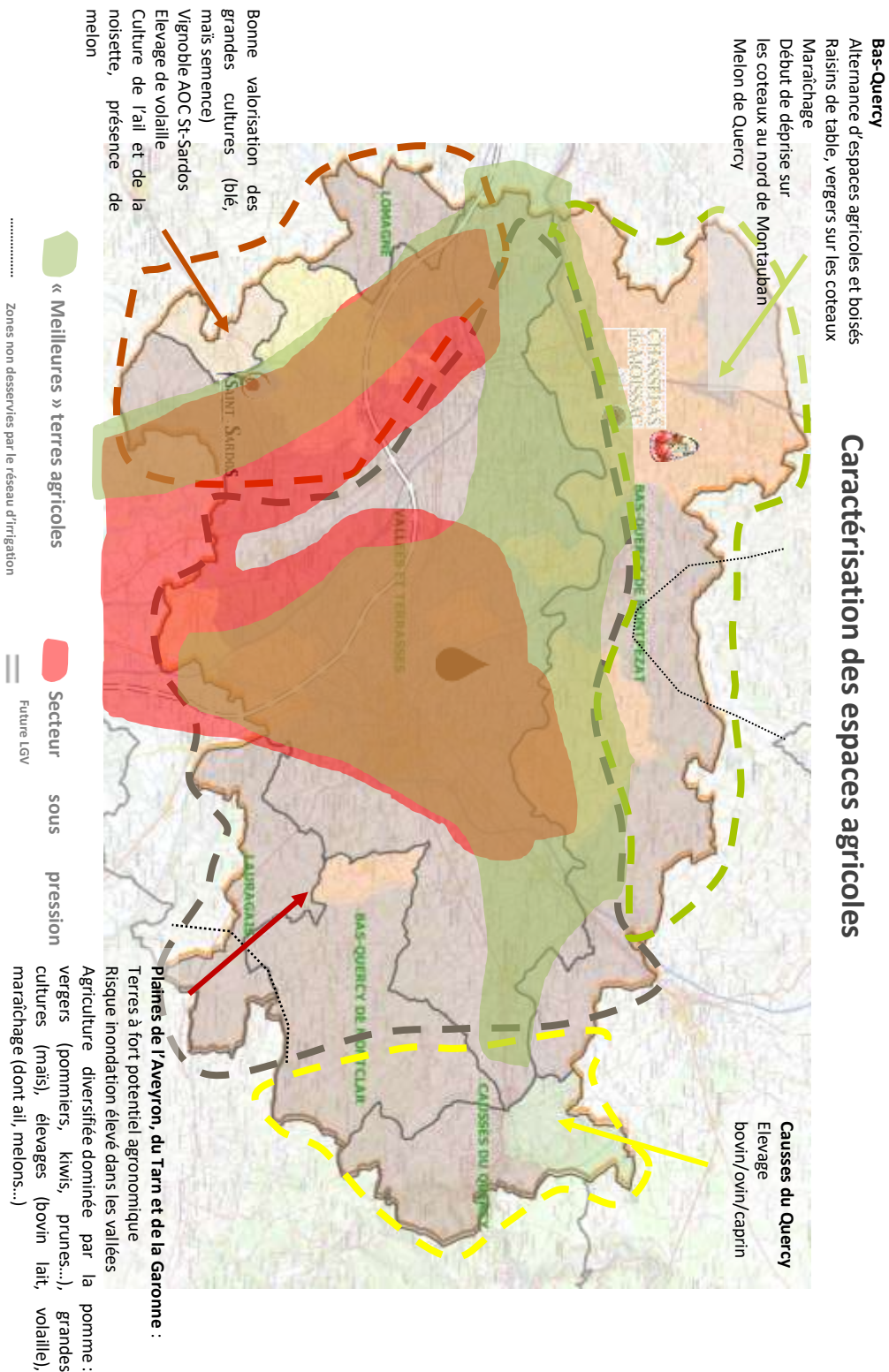


Figure 48 : Caractérisation des espaces agricoles des aires urbaines de Montauban et Castelsarrasin-Moissac - Source : Atelier prospectif n°1



L'agriculture occupe 59% de la surface des aires urbaines de Montauban et Castelsarrasin et 66% de la surface des communes multipolarisées. L'usage majoritaire du territoire est l'agriculture, avec une place dominante occupée par les grandes cultures et l'arboriculture occupe une place centrale dans l'occupation des sols. La sylviculture est présente de façon massive au niveau de la forêt d'Agres et de façon dispersée sur les coteaux. Le tissu urbain est discontinu, disposé le long des axes de communication. Il se développe sous forme de mitage des espaces agricoles.

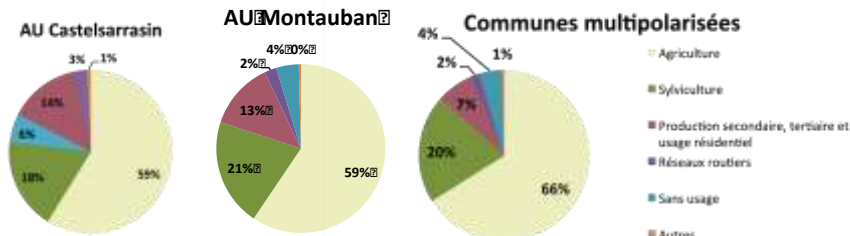


Figure 50 : Répartition de la surface selon l'usage du sol –  
Source : DDT 81

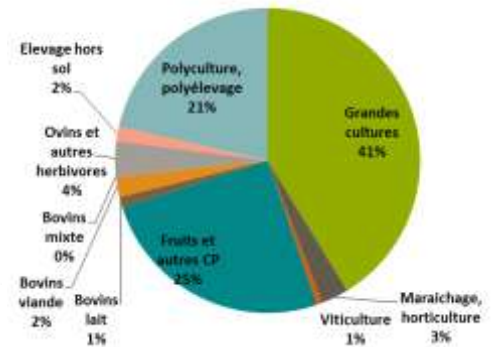


Figure 49: Répartition des exploitations de la zone d'étude par OTEX en 2010 - Source RGA 2010

### Les régions agricoles

L'aire urbaine de Rodez recoupe 6 régions agricoles :

- **Le Bas-Quercy de Montpezat** : la partie de la région agricole incluse dans la zone d'étude consiste en une alternance d'espaces agricoles et boisés, où sont cultivés du raisin de table (Chasselas de Moissac) et des vergers sur les coteaux. On note un début de déprise agricole sur les coteaux au Nord de Montauban.
- **Le Bas-Quercy de Monclar et le Lauragais** : L'agriculture de ces régions est assez diversifiée. L'élevage (bovin lait, volaille) est très souvent associé aux cultures et/ou aux fruits et légumes.
- **La Lomagne** : les caractéristiques de cette région agricole permettent une bonne valorisation des grandes cultures (blé, maïs semence). Les cultures d'ail, de noisettes et de melons sont également présentes. Une partie de la région bénéficie de l'AOC St-Sardos (vin).
- **Les Causses du Quercy** : 50% de la SAU de cette région est occupée par des prairies et des parcours destinés principalement à des élevages de moutons, chèvres, vaches laitières, vaches à viande. Les céréales sont cultivées pour les besoins du troupeau. Cette région souffre de plusieurs contraintes : de graves déficits en eau en été et des sols trop caillouteux donc non mécanisables.
- **Les Vallées et Terrasses** : Il s'agit de vallées d'alluvions au confluent de grandes rivières (Tarn, Aveyron et Garonne). Le potentiel agronomique de ces sols est élevé, certains se classent parmi les plus riches de Midi-Pyrénées. Nous y observons notamment le développement de kiwis et de pommiers.

### Les dynamiques foncières de l'aire urbaine

Les centres urbains connaissent les plus fortes densités de population. Les couronnes périurbaines sont des espaces de densification de la population autour des agglomérations. Le développement en couronne marque l'expansion lâche du tissu urbain vers les espaces ruraux. Le développement urbain se fait majoritairement sur l'axe Montauban-Toulouse en raison de l'attractivité de ces deux pôles. Ce développement urbain se fait sous forme de mitage. Le développement résidentiel entre 2005 et 2013 a consommé 137 hectares par an. La consommation d'espace, initialement très





importante autour des pôles urbains, est aujourd'hui plus forte sur les zones périphériques (voir cartes de l'évolution de la tâche urbaine sur le territoire depuis les années 1960 en annexe 1).

Le risque inondation est un élément structurant du développement urbain du territoire. Les zones inondables sont un facteur de protection des zones agricoles (voir en annexe 3 la carte des zones inondables).



Figure 51 : Un développement urbain qui fractionne l'espace agricole

### Les principales productions

Les productions de fruits et les grandes cultures sont les filières structurantes du territoire.

La filière fruit représente environ 193 millions € en 2013 dans le département Tarn-et-Garonne. Parmi les acteurs clés de la filière, on compte les coopératives Blue Whale et Stanor et la station fruitière Boyer (melons). Certaines productions sont caractéristiques du territoire :

- Le Chasselas de Moissac – AOP (raisins de table)
- La cerise de Moissac
- Le melon du Quercy (IGP)
- L'ail de Lomagne (IGP)
- La prune Reine-Claude (LR).

Cette filière est fortement demandeuse d'une main d'œuvre saisonnière. Malgré la forte valeur ajoutée des cultures, le nombre d'exploitations agricoles est en forte diminution. Les surfaces en vergers et en vignes régressent. Des anciens vergers sont convertis pour la culture du maïs ou de céréales. La culture de maïs semence à forte valeur ajoutée est très présente dans les vallées du Tarn et de l'Aveyron. Un acteur important du territoire pour les grandes cultures est la coopérative Qualisol.



Figure 52 : Vue le territoire depuis Lafrançaise - Une agriculture "rurale" jusqu'aux portes des villes centres

La production animale et laitière se concentre principalement sur les Causses, avec une production extensive de broutards, exportés vers l'Italie et l'Espagne.



La viticulture, plus énigmatique pour le territoire (1% des exploitations agricoles en 2010), compte plusieurs AOC : Saint-Sardos, Coteaux de Quercy, Fronton, etc.

L'agriculture du territoire bénéficie d'outils de structuration des filières, avec la présence de grandes coopératives. Les circuits courts alimentaires sont très développés. Environ 20% des exploitations agricoles pratiquent la vente en circuits-courts.



Figure 53 : Ferme auberge des Pibouls



Figure 54: Coopérative Blue Whale

### Les agriculteurs, les exploitations et la SAU

Les agriculteurs exploitants représentent 1,1% de la population de l'AU de Montauban et 1,4% de l'AU de Castelsarrasin-Moissac en 2013.

La taille des exploitations varie selon les régions agricoles. Les exploitations les plus grandes sont situées au sud-ouest du territoire, où sont situées les grandes cultures, et à l'est du territoire, où est notamment pratiqué l'élevage extensif de broutards. (voir carte illustrant la taille des exploitations en annexe 1)

La densité moyenne d'agriculteurs est de 3,22 agriculteurs pour 100 ha de SAU (MSA 2014).

On constate ces dernières années une **forte diminution des espaces agricoles** (-29% d'exploitations agricoles et -9% de SAU entre 2000 et 2010). 12 736 ha de SAU ont été consommés entre 1988 et 2010, soit l'équivalent de 2 terrains de foot par jour.

Le **nombre d'exploitations agricoles diminue également fortement** (-29% d'exploitations agricoles entre 2000 et 2010). Cette baisse concerne particulièrement la filière fruits.

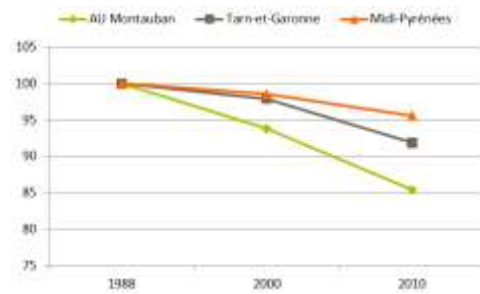
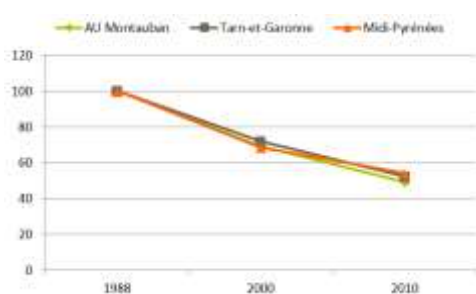
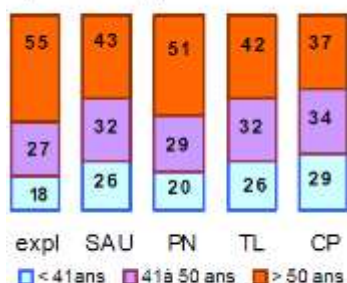


Figure 56: Evolution du nombre d'EA entre 1988 et 2010 (base 100 en 1988) – RGA 2010

Figure 55: Evolution de la SAU entre 1988 et 2010 (base 100 en 1988) – RGA 2010

#### Répartition selon l'âge des exploitants (%)



Source : Agreste - Recensement de l'agriculture 2010

55% des exploitants ont plus de 50 ans. 79% de ces exploitants n'ont pas de succession connue. Il y a donc une forte incertitude quant aux successions, notamment parmi les plus petites exploitations.

PN : prairies naturelles  
TL : terres labourables  
CP : cultures permanentes

Figure 57 : Répartition des exploitants selon leur âge - Agreste 2010



## L'agriculture et l'environnement

La zone d'étude comporte quelques sites Natura 2000 et des ZNIEFF (zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique) – voir cartes de localisation en annexe 3. La gestion de l'eau représente un enjeu important pour le territoire qui est situé sur un bassin versant en déséquilibre quantitatif.

La figure ci-dessous représente le niveau d'auto-consommation possible des différentes productions des aires urbaines de Montauban et Castelsarrasin-Moissac. Le territoire est très fortement « sur-producteur » en fruits (notamment en pommes).<sup>11</sup>

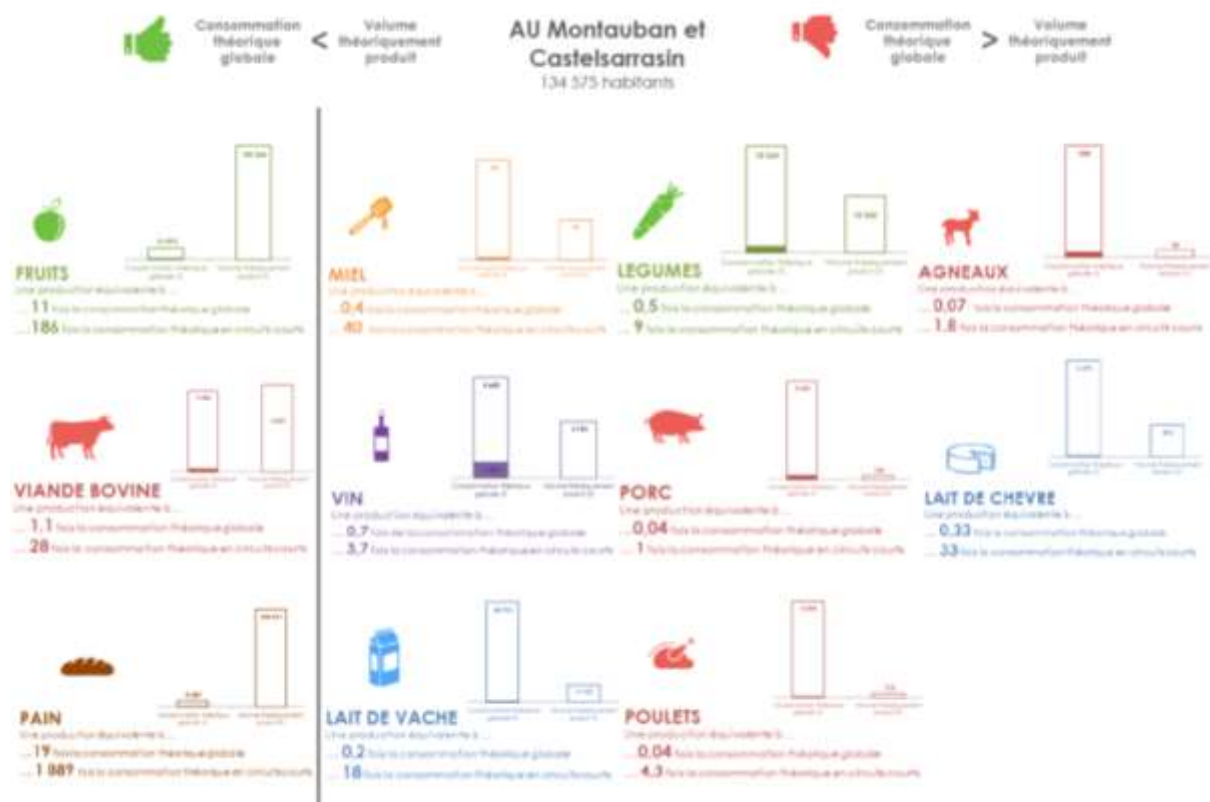


Figure 58: Projection du niveau d'auto-consommation possible sur les AU de Montauban et Castelsarrasin-Moissac - Source Blezat Consulting

La carte mentale ci-dessous synthétise les différents enjeux des aires urbaines de Montauban et Castelsarrasin-Moissac. Ces enjeux ont notamment été évoqués par les participants à l'atelier prospectif n°1. La liste n'est donc pas exhaustive.

<sup>11</sup> Principe de calcul retenu : comparaison entre consommation des ménages (données Kantar), et production brute basée sur les surfaces et les cheptels (au RGA 2010). Pour les produits transformés (consommation en fromage, pain) des ratios moyens nationaux ont été utilisés.





### 3.2.3.3 Le champ des possibles

Lors de l'atelier prospectif n°2, les participants ont formulé des hypothèses d'évolution de variables, regroupées ci-dessous en 8 grandes thématiques. La consigne donnée aux participants était de réfléchir aux évolutions possibles de différentes variables sur le territoire des aires urbaines de Montauban et Castelsarrasin-Moissac, à horizon 2035.

#### **Thématique : relations internationales et politique agricole**

1. Agriculture = variable d'ajustement des relations internationales - politisation des marchés agricoles (parce qu'on le veut bien !) Une PAC avec un socle d'aide minimal et constituée essentiellement d'assurance au revenu.
2. Plus / mieux valoriser la qualité des produits (déjà renommé à l'étranger) à l'international -> valorisation qualité et prix compétitifs (besoin marché local, régional et mondial)
3. Revenir à une PAC davantage liée à la production encourageant : la diversité culturelle et la diversité des modes de commercialisation (export, circuits courts, bio)
4. Limiter l'utilisation du pétrole et des produits dérivés : limiter les passages de tracteurs, les intrants / fertilisations engrais, rotation -> gestion de culture = agriculture raisonnée à l'échelle du département.

#### **Thématique : installation, transmission, attractivité**

1. Alléger les contraintes administratives à l'installation
2. 2035 = installation par des groupes financiers ? Des grandes sociétés ?
3. Installation = augmenter € (valoriser la production et sortir un revenu)
4. Éviter l'inexploitation des terres (donc toute terre "agricole" doit rester agricole ?) / une terre agricole doit-elle obligatoirement être exploitée ?
5. Créer les conditions pour favoriser les conditions d'une reprise familiale (la transmission est-elle toujours familiale ?)
6. Capitaux étrangers dans des structures devenues trop grande pour une reprise locale

#### **Thématique : foncier**

1. Pression foncière -> LGV ; Urbanisation, densité -> consommation d'espace agricole, pression foncier économique ; Explosion du prix (coût) de tous les fonciers
2. Changer les conditions du contrat fermage, rendre plus de souplesse pour le propriétaire
3. Délocaliser - re localiser l'agriculture (terrains agricoles)
4. Minorer les surfaces liées à l'artificialisation des terres (LGV, diminution de la taille des terrains constructibles)

#### **Thématique : conditions de travail et innovations**

1. Développement de la mutualisation et de l'entraide réalisable grâce à la diversité des cultures du territoire, peut-être par de la communication
2. Améliorations technologiques (big data, objets connectés, robotisation, etc.) -> moins de travail physique et baisse des charges mais investissements élevés -> moins de main d'œuvre -> en trouver en local pour gérer la technologie
3. Pas de reconnaissance du travail par la société et opposition conventionnel / bio et autres filières
4. Une innovation accessible pour une productivité de qualité respectueuse de l'environnement





5. 2 agricultures : une qui s'adapte, se sert de l'innovation et est productive ; une qui ne se remet pas en question et qui meurt gestion des intrants en fonction des besoins des productions ; enseignement répondant à l'agriculture de demain ; internet et toutes ses possibilités (plus de zone blanche)
6. Refuser l'innovation, excès d'innovation I

#### **Thématique : organisation filière, valorisation des produits**

1. Réorganiser l'organisation locale en melons : création d'une marque, créée par les producteurs et pour les producteurs
2. Repenser les outils de transformation locaux pour apporter de la valeur ajoutée aux produits (ex du lait : yaourt, fromage, beurre)
3. Besoin d'une organisation et production fortes / seul on avance, à plusieurs on va plus loin et fort
4. Diversité des filières et des structures (AMAP, marché de plein vent, magasins collectifs)
5. Richesse pour les territoires, développement exponentiel des circuits courts

#### **Thématique : changements climatiques, pratiques, ressource Eau**

1. Création d'un label local regroupant toutes les productions agricoles respectueuses de l'environnement
2. Adaptation des pratiques en fonction de la demande sociétale (bio, 0 pesticides)
3. Perte de puissance des lobbys phyto
4. Poursuite de la tendance actuelle : cultures exigeantes, dépendance au marché mondial,
5. Gestion de l'eau équitable et durable, répartition équilibrée,
6. Changement des pratiques culturales : espèces, variétés, assolement, portegreffes
7. Optimisation des ressources : audit de l'existant

#### **Thématique : consommation et image de l'agriculture**

1. Réflexion sur un quota d'approvisionnement local pour les grandes et moyennes surfaces
2. Réflexion sur une offre complémentaire aux marchés plein vent avec des créneaux (horaires, ...), emplacement et une qualité recherchée
3. Arrivée d'Amazon sur la livraison de fruits, légumes, viande, vin ... à domicile
4. Image positive par contraste dans une société de plus en plus urbaine
5. Des produits plus rémunérateurs qui donnent une image positive du métier
6. Adaptation de la production aux demandes consommateur et sociétale / transparence, méthodes de cultures respectueuses de l'environnement, préservation des sols
7. Développer l'achat responsable (proximité),
8. Valoriser les produits locaux et les promouvoir
9. Blocage de la production par trop de contraintes administratives (normes, ...)

#### **Thématique : tourisme et relations ville/campagne**

1. Scénario poursuite tendance : la valorisation des produits locaux (produits transformés, la qualité ...) et la valorisation des savoir-faire ; une activité complémentaire ou une nouveauté agro-tourisme - accueil, visites exploitations pour les touristes, résidents urbains, scolaires ...
2. La co-construction de produits, équipements touristiques avec la profession agricole (dès l'amont -> acteurs de l'aménagement et de l'entretien du territoire)
3. Concurrence, conflits d'usages et de territoire dans les 2 sens (tout agricole, tout tourisme)
4. Pas de communication, pas de dialogue, procédures à outrance



5. Amélioration des relations par la connaissance et acceptation de la différence
6. "Plus" de terres agricoles, "plus" d'agriculteurs, "plus" de production
7. Communiquer sur notre métier "plus" dans les 2 sens

### 3.2.3.4 Les mini-scénarios

Les hypothèses d'évolution ont été combinées par le bureau d'études en « mini-scénarios ». Ces « mini-scénarios » décrivent l'évolution possible de 4 grands domaines :

- **Les politiques agricoles et relations internationales :**
  - L'agriculture victime des relations internationales : Politisation des marchés agricoles, des possibles boycotts de produits français, une PAC avec un socle d'aide minimal (assurance au revenu), une baisse des prix du lait et de la viande.
  - Diversité des modes de culture et de commercialisation : Une PAC renforcée, encourageant la diversité culturelle et la diversité des modes de commercialisation, réorientée sur la résilience de l'agriculture
  - Une production de qualité face à la mondialisation : Valorisation de la qualité française à l'international avec des prix compétitifs, une marque « Produits de France » reconnue à l'international
  - Frexit : Fin de la PAC, sortie de la France de l'UE, retour à un prix tenant compte des coûts de production réels, reconnaissance nationale du rôle de l'agriculture
- **Les filières agricoles :**
  - Robotisation et financiarisation : Améliorations technologiques diminuant la charge de travail physique et le besoin en main d'œuvre, rachat de structures par des groupes financiers étrangers, production d'énergies renouvelables.
  - Développement des circuits courts et de la valeur ajoutée locale : Valorisation de la production locale par de la transformation, développement des circuits courts et approvisionnement local minimum pour les GMS
  - Agroécologie et innovation : Pratiques respectueuses de l'environnement, notamment avec des innovations, limitation de l'utilisation du pétrole, agriculture raisonnée, adaptation à la demande
  - Mutualisation : Développement de la mutualisation et de l'entraide, organisation locale des producteurs, développement de groupements d'employeurs
- **Le comportement des consommateurs :**
  - Crise de confiance et exigence de garanties : Manque de communication, pas de reconnaissance du travail par la société, multiplication des crises, repli sur soi de l'agriculture
  - Regain d'intérêt pour l'agriculture : Amélioration des relations ville-campagne par de la communication, la connaissance de l'autre et l'acceptation, une image positive de l'agriculture et l'attrait du métier
  - Recherche de praticité : Arrivée d'Amazon sur la livraison de produits alimentaires à domicile, concurrence aux circuits courts et aux produits locaux.
- **Le foncier et l'attractivité des territoires (y compris le tourisme) :**
  - Disparition de l'agriculture dans les aires urbaines : Pression foncière, pas de protection de l'espace agricole, concurrence avec le tourisme, disparition de la production agricole
  - Maîtrise de l'urbanisation, accompagnement des installations : Baisse de l'artificialisation des sols, limitation de la mutation des terres agricoles, allègement des contraintes à l'installation
  - Territoire attractif, des opportunités de valorisation touristique et pédagogique pour l'agriculture : Valorisation du savoir-faire et des produits locaux, co-construction des produits touristiques.

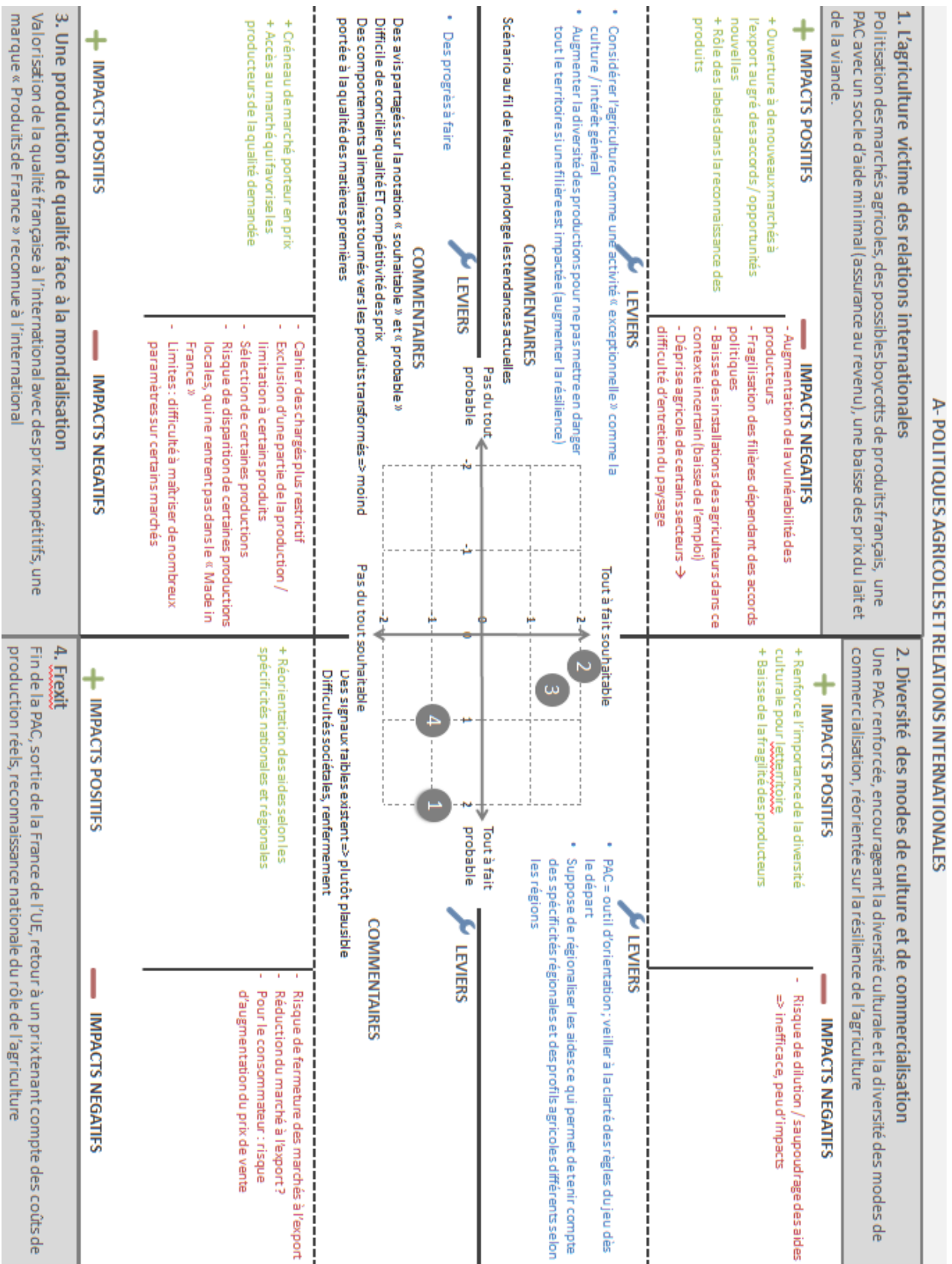


Lors de l'atelier prospectif n°3, les participants ont été invités à s'exprimer sur chaque mini-scénario, plus particulièrement sur leurs caractères probable et souhaitable, sur leurs impacts sur le territoire et les filières agricoles, ainsi que sur les leviers à mettre en place pour atteindre ou éviter ces mini-scénarios.

Les figures ci-dessous synthétisent les travaux effectués lors de l'atelier n°3.



Figure 60 : Résultat du travail sur les mini-scénario : analyse des impacts, probabilité/souhaitabilité, leviers





B - PRODUCTION ET FILIERES + TRANSMISSION ET INSTALLATION

<p><b>1. Robotisation et financiarisation</b></p> <p>Améliorations technologiques diminuant la charge de travail physique et le besoin en main d'œuvre, rachat de structures par des groupes financiers étrangers, production d'énergies renouvelables.</p> <p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Robotisation : baisse des charges de main d'œuvre</li> <li>+ Robotisation : dévantage d'informations disponibles sur l'exploitation</li> </ul> <p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Robotisation : augmentation des capitaux et des charges sans augmentation proportionnelle des revenus</li> <li>- Robotisation : quelle compatibilité avec des filières locales (nécessite de grosses exploitations) ?</li> <li>- Robotisation : augmentation de la taille du matériel : un parcellier pas toujours adapté</li> <li>- Robotisation : risque de diminution du nombre d'emplois</li> </ul>	<p><b>2. Développement des circuits courts et de la valeur ajoutée locale</b></p> <p>Valorisation de la production locale par de la transformation, développement des circuits courts et approvisionnement local minimum pour les GMS</p> <p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Scénario très souhaitable</li> </ul> <p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Modernisation plus faible, moins grande capacité d'investissement</li> </ul>
<p><b>LEVIERS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mise en place de mesures réglementaires pour maintenir une agriculture territorialisée</li> <li>• Observer les marchés et les consommateurs (acceptabilité de la robotisation/ « industrialisation » ?)</li> <li>• Besoin de distinguer le capital de l'outil de travail</li> </ul> <p><b>COMMENTAIRES</b></p> <p>Agroécologie = sujet un peu fourre-tout. Contre le développement de biocarburant 2<sup>de</sup> génération (les déchets agricoles doivent revenir au sol pour garder la structure des sols). Non au label « environnemental » en plus (déjà trop de labels).</p>	<p><b>LEVIERS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer les ateliers de transformation de proximité</li> <li>• Développer les lieux de vente en circuits courts (différente de la vente directe), diversifier les modes de vente</li> <li>• Maîtrise de la production à la transformation</li> </ul> <p><b>COMMENTAIRES</b></p> <p>Hypothèse « dévantage de terres agricoles » : impossible</p> <p><b>LEVIERS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer les outils « internet » pour l'aide, « réorganiser » les filières</li> <li>• Développer un système de base de données pour faire des échanges de services (matériel, main d'œuvre)</li> <li>• Changer les mentalités : s'il y a de la robotisation, il faut de la mutualisation</li> </ul> <p><b>COMMENTAIRES</b></p> <p>Le terme "solidarité" est préféré à celui de mutualisation. "Location de salariés" : terme non correct et non souhaité.</p>
<p><b>LEVIERS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer le compostage</li> </ul> <p><b>COMMENTAIRES</b></p> <p>+ Scénario plutôt souhaitable</p> <p>- Trop de labels = néfaste</p> <p>- Attention aux agro-énergie : besoin de retour de la matière organique au sol</p>	<p><b>LEVIERS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développer les outils « internet » pour l'aide, « réorganiser » les filières</li> <li>• Développer un système de base de données pour faire des échanges de services (matériel, main d'œuvre)</li> <li>• Changer les mentalités : s'il y a de la robotisation, il faut de la mutualisation</li> </ul> <p><b>COMMENTAIRES</b></p> <p>Le terme "solidarité" est préféré à celui de mutualisation. "Location de salariés" : terme non correct et non souhaité.</p> <p>+ Déjà beaucoup de choses qui se font</p> <p>- Mini-scénario "pas dans l'air du temps"</p>
<p><b>3. Agroécologie et innovation</b></p> <p>Pratiques respectueuses de l'environnement, notamment avec des innovations, limitation de l'utilisation du pétrole, agriculture raisonnée, adaptation à la demande</p> <p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p>	<p><b>4. Mutualisation Solidarité, efficacité, modernité</b></p> <p>Développement de la mutualisation et de l'aide, organisation locale des producteurs, développement de groupements d'employeurs</p> <p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p>





C - COMPORTEMENTS DES CONSOMMATEURS

1. Crise de confiance et exigence de garanties Manque de communication, pas de reconnaissance du travail par la société, multiplication des crises, repli sur soi de l'agriculture	2. Regain d'intérêt pour l'agriculture Amélioration des relations ville-campagne par de la communication, la connaissance de l'autre et l'acceptation, une image positive de l'agriculture et l'attrait du métier
<p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Motivations pour changer de modèle, sursaut de l'agriculture</li> </ul> <p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Hausse des conflits d'usages avec les consommateurs ou habitants</li> <li>- Manque d'attractivité du métier</li> <li>- Dévalorisation de la production (prix), baisse des revenus</li> <li>- Mauvaise image de l'agriculture</li> </ul>	<p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Amélioration des relations</li> <li>+ Hausse de l'attractivité du métier</li> <li>+ Développement de nouvelles filières (innovation)</li> </ul> <p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Coûts d'investissement départ élevés au départ</li> </ul>
<p>Pour éviter ce scénario :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Actions de communication</li> <li>• Regagner la confiance des consommateurs en adaptant les modes de production à leurs demandes et leurs besoins (ex: <b>Qualisol</b> -&gt; bio et protéine pour repas)</li> </ul> <p><b>LEVIERS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Utiliser le numérique pour se faire référencer</li> <li>• Développer des marchés locaux différents = festif, loisir, pédagogie</li> <li>• Développer la distribution collective locale façon Drive Local</li> <li>• Développer des schémas de vente différents et mettre en réseau les gens (non créer des coopératives)</li> <li>• Soutenir la mise en commun de l'offre et sa commercialisation</li> </ul>	<p><b>LEVIERS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement d'actions pour favoriser les modes de production : restauration collective locale</li> <li>• Maintenir et accompagner la diversité des productions</li> <li>• Consulter en amont des agriculteurs = préservation des zones agricoles et des zones tampons dans les documents d'urbanisme</li> </ul>
<p>Scénario non souhaitable si la localisation de la production n'importe pas au consommateur (et donc dans ce cas, il y a une concurrence avec la production locale). Il existe des initiatives locales où des agriculteurs vendent à distance des produits frais, mais elles sont méconnues.</p> <p><b>COMMENTAIRES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Changement de comportement des consommateurs : moins de déplacements = moins de relation</li> <li>- Le choix sur internet et la pratique peuvent rendre moins importants l'origine des produits</li> <li>- Remise en cause de la production locale</li> <li>- Interrogation sur le coût énergétique et la qualité des produits</li> </ul> <p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>+ Praticité pour le consommateur</li> <li>+ Complémentarité Drive / Grande distribution / Local</li> <li>+ Pour autant, opportunité de développement économique pour les agriculteurs</li> </ul> <p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p>	
<p><b>3. Recherche de praticité</b> Arrivée d'Amazon sur la livraison de produits alimentaires à domicile, concurrence aux circuits courts et aux produits locaux -&gt; sur la base du scénario Amazon non local</p>	



D - FONCIER – TOURISME – ATTRACTIVITE	
<p><b>1. Disparition de l'agriculture dans les aires urbaines</b> Pression foncière, pas de protection de l'espace agricole, concurrence avec le tourisme, disparition de la production agricole</p>	<p><b>2. Maîtrise de l'urbanisation, accompagnement des installations</b> Baisse de l'artificialisation des sols, limitation de la mutation des terres agricoles, allègement des contraintes à l'installation</p>
<p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Evolution du bassin de consommateurs</li> <li>• Création d'emplois</li> <li>• Pédagogie pour les firmes publiques</li> </ul> <p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Coût des réseaux et des équipements</li> <li>• Augmentation des coûts entre habitats et agriculteurs</li> <li>• <b>ÉCARTS</b> de certains secteurs (et risque d'écouler)</li> <li>• <b>Quartier de la disponibilité de la ressource en eau (habitants + agriculteurs)</b></li> <li>• <b>risque de « séquestration » ou l'ignoration des réseaux d'irrigation agricole ?</b></li> </ul>	<p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintien de l'activité agricole sur le territoire</li> <li>• Installation et transmission des savoirs locaux plus faciles</li> <li>• Maîtrise des coûts des services et des réseaux locaux</li> </ul> <p><b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une perte de l'unité néo-urbaine autour de la gare LGV (forte demande des entreprises)</li> <li>• Une augmentation de prix du foncier néo-urbain</li> <li>• Un enjeu qui met tout sur le foncier des reports d'exploitation</li> </ul>
<p><b>LEVIERS</b></p> <p><i>Fleur de force ce scénario:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Forte volonté politique</li> <li>• Maîtrise de l'urbanisation : préservation de coupures d'urbanisation le long des routes, entre les villes/villages, densification (par trilogie plus petites, constructions plus hautes...)</li> <li>• Utilisation des outils existants (comme le SAFER)</li> <li>• Médiation rurale</li> </ul> <p><b>LEVIERS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Faire connaître l'offre, soutenir / améliorer le riteur encadrement</li> <li>• Créer des applications mobiles pour savoir où les produits locaux sont disponibles (liens avec office du tourisme, une base régionale existante)</li> <li>• Lier l'offre avec le réseau touristique (Voie verte, itinéraires touristiques...)</li> <li>• Développer l'offre d'hébergement (existence + connaissance)</li> <li>• Développer l'identité départementale / communale</li> <li>• Élire du Conseil Départemental dans la solidarité inter-territoires</li> </ul> <p><b>COMMENTAIRES</b></p> <p>Déjà des actions en cours : circuits courts, chambres d'hôtes avec vente de produits locaux...  <i>« Très positif pour l'agriculture et le secteur agricole »</i></p> <p><b>touristique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>territoire pas identifié sur l'aspect</b></li> <li>- <b>Disparité des moyens entre les communes qui risque de conduire à des politiques différentes</b></li> <li>- <b>Peut engendrer une très forte pression sur l'immobilier</b></li> </ul> <p><b>+ IMPACTS POSITIFS</b>      <b>- IMPACTS NEGATIFS</b></p>	<p><b>LEVIERS</b></p> <p><b>Tout à fait souhaitable</b></p> <p><b>LEVIERS</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Engager une maîtrise de la consommation foncière avec l'arrivée de la LGV</li> <li>• Favoriser la mise en relation entre les agriculteurs souhaitant s'installer et ceux souhaitant s'installer</li> <li>• Soutenir l'accompagnement, et accompagner les installations</li> <li>• Accompagner les urbanisations à forte capacité d'expansion: formes sociales ? Nouveaux modes de financement ?</li> <li>• Appuyer le foncier ou encourager d'autres formes de location (comme la conversion de mise à disposition)</li> </ul> <p><b>COMMENTAIRES</b></p> <p>Utiliser des leviers fiscaux : le cas d'aménagement six nouvelles élevés, maison peut la diminuer sur des zones prioritaires pour l'aménagement</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Anticiper la question du partage de l'eau</li> <li>• Privilégier plus que d'autres certains endroits (pour leur qualité agronomique, ou leur dynamique d'installation), comme la zone autour de la gare de massamance</li> </ul> <p><b>Fermeture</b> : sortie de repoussoir pour le propriétaire. On a peut être besoin d'autres formes de fermeture.</p> <p>Tout le monde semble d'accord pour limiter l'urbanisation mais cela semble un vœu pieux. La consommation foncière sera de toute façon forte avec la LGV</p>
<p><b>3. Territoire attractif, des opportunités de valorisation touristique et pédagogique pour l'agriculture</b> Valorisation du savoir-faire et des produits locaux, co-construction des produits touristiques</p>	



---

### 3.2.3.5 Les scénarios produits

---

Suite à l'atelier 3, le bureau d'études a rédigé 3 scénarios finaux, en prenant en compte les échanges avec les participants lors des ateliers prospectifs précédents.

Les 3 scénarios finaux sont rédigés ci-dessous et sont accompagnés des commentaires exprimés par les participants à l'atelier prospectif n°4 en réaction à la lecture des scénarios. Les commentaires situés à gauche, dans des bulles vertes, sont les aspects positifs des scénarios. Les commentaires situés à droite, dans des bulles rouges, sont les aspects négatifs des scénarios.



## Scénario 1 : le développement de l'agro-business

« Ce scénario permet de conserver une activité économique sur le territoire. »

« Ce scénario comporte des risques liés à l'ultra spécialisation (économiques, sanitaires, environnementaux – consommation d'eau, enrichissement -, etc.). »

En 2035, l'agriculture est encore plus mondialisée qu'aujourd'hui, les aides européennes à l'agriculture ont diminué, et seules les exploitations et les filières qui ont réussi à rester les plus compétitives sont toujours présentes. Les filières lait et viande ont quasiment disparu, seules restent l'arboriculture, basées sur de grandes exploitations ultra-performantes, qui exportent via Blue-Whale, des filières d'élevage hors-sol très intensive (volailles seulement, car il est impossible d'implanter des porcheries du fait du voisinage urbain), ou encore des productions très différenciées, et qui profitent des possibilités d'irrigation en vallée : maïs semences, noisette, melon, ail...

L'activité agricole spécialisée et industrialisée est trop dépendante de la mondialisation et des prix. La diversité des productions diminue.



Sur les Causses, et sur les coteaux au nord de l'aire urbaine, beaucoup d'élevages ont disparu, et l'espace s'enfriche très rapidement.

Certains espaces manquent d'entretien et le cadre de vie s'en trouve dégradé.

En réalité, il n'y a plus tant d'agriculture que ça : seules les zones inondables, ou les zones les plus éloignées de l'agglomération montalbanaises ont vraiment pu garder une vocation agricole. Partout ailleurs, le développement urbain (renforcé par la LGV et l'implantation de la gare à Bressols) a rendu la cohabitation trop difficile : conflits de voisinage, morcellement du parcellaire, et augmentation du prix du foncier.

En revanche, les exploitations qui sont restées sont devenues de vraies entreprises, voire des groupes. La robotique a fait son apparition dans les vergers en 2025 pour le ramassage des pommes, et s'est développée rapidement depuis.

L'urbanisation est fortement consommatrice d'espaces. Le prix du foncier déjà très haut augmente encore.



Ce modèle agricole génère de moins en moins de main d'œuvre et déshumanise la production.

La clôture des zones agricoles va à l'encontre des corridors biologiques et de la préservation de la biodiversité. Ce cloisonnement accroît la méfiance des consommateurs et dégrade l'image de



Les zones agricoles sont devenues si rares, que les entreprises qui ne se sont pas délocalisées plus loin défendent maintenant bec et ongles leur outil de production. Elles sont même clôturées pour éviter que des gens viennent s'y promener, il y avait trop de risques d'accident avec les robots, et trop de vols aussi.

L'agriculture répond à une contrainte territoriale en zone inondable.

Sur la question du partage de l'eau, les productions restantes sont très consommatrices d'eau, mais comme elles créent tout de même beaucoup d'emplois locaux, génèrent des productions à haute valeur et jouent un rôle important pour l'entretien des zones inondables, les arbitrages restent en

leur faveur.

Les productions restent très consommatrices en eau.

Marie a 30 ans, elle habite dans le Grand Montauban-Castelsarrasin-Moissac. Les villes étaient devenues tellement proches qu'elles ont fusionné en un seul EPCI en 2030. Marie travaille dans une station d'expédition de fruits. Elle est technicienne de maintenance en informatique : quasiment tout est robotisé dans la station, du tri à l'emballage, mais il y a besoin d'entretenir les machines. Marie est passionnée par la robotique, elle adore aller voir les robots dans les champs.

Ce type d'agriculture est créateur d'emplois qualifiés.

Pour beaucoup de ses amis de fac en revanche, l'agriculture locale est une agriculture industrielle, et donc de mauvaise qualité. En fait, c'est surtout un manque de connaissance, car en parallèle de la robotique, l'agriculture a beaucoup investi sur l'innovation, et l'agriculture, même industrielle, n'a jamais été aussi propre qu'aujourd'hui : on utilise des variétés résistantes aux maladies, ce qui fait qu'il y a très peu de traitements, le désherbage est limité et robotisé, et même une bonne partie de l'énergie nécessaire est produite grâce à des panneaux photovoltaïques embarqués.

L'innovation et la robotique permettent :

- De réduire les coûts et les traitements,
- D'améliorer les conditions de travail et optimisent la gestion des ressources en eau,
- De mieux tracer la production
- D'accroître la compétitivité des exploitations





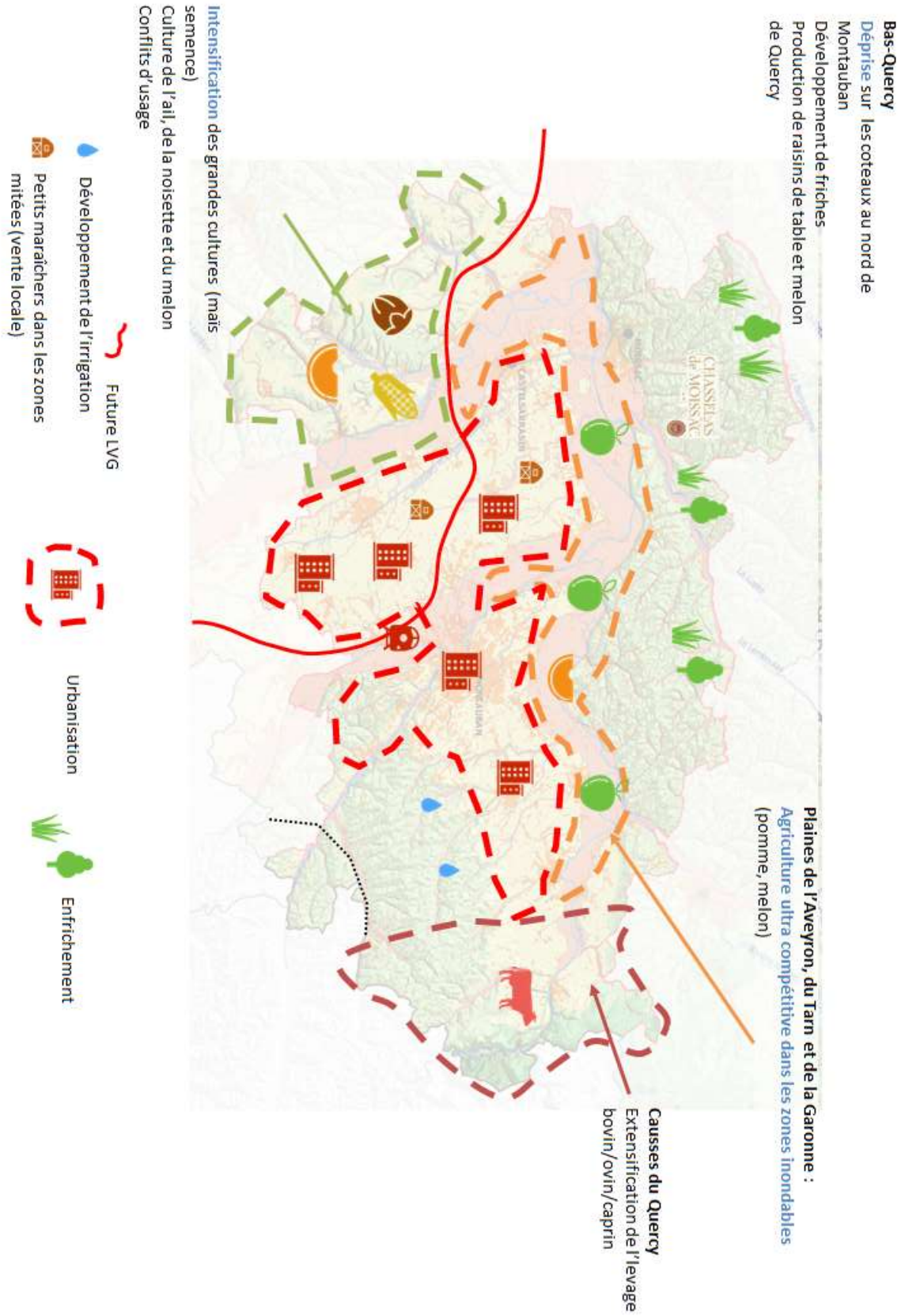


Figure 61 : Spatialisation du scénario « ledéveloppement de l'agro-business »



## Scénario 2 : métropolisation des aires urbaines et déclin de l'agriculture

« Le développement de la ville-jardin est intéressant et attractif. »

« La dynamisation du territoire se fait au détriment de l'agriculture. Le scénario est en partie déjà activé (urbanisation, opposition et conflits entre acteurs, etc.). Ce scénario est dans l'ensemble non souhaitable. »

En 2035, l'important développement urbain s'est poursuivi, de nombreuses personnes qui travaillent à Toulouse habitent sur les aires urbaines de Montauban et Castelsarrasin-Moissac.

Ce développement a repoussé l'agriculture, devenue résiduelle sur toute la partie centrale de la nouvelle aire urbaine, qui ne fait d'ailleurs plus qu'une. Plusieurs maraîchers ont pu se maintenir et trouvent de nombreux débouchés auprès de leurs voisins.

Peu d'espace est laissé à l'agriculture. L'urbanisation n'est pas maîtrisée. Les meilleures terres agricoles sont artificialisées. Une aire urbaine « dortoir »

Le maraîchage de proximité maintient un lien producteurs-consommateurs et favorise les circuits courts.

L'activité agricole est en forte baisse : de nombreux emplois et des savoir-faire disparaissent. Les productions sont de moins en moins diversifiées. Il subsiste une agriculture « musée ».



De nombreuses parcelles ne trouvent plus d'agriculteurs preneurs, et certains espaces sont même entretenus par de l'éco-pâturage : la collectivité paie un berger et son petit troupeau de mouton pour venir entretenir

tous ces espaces. C'est très apprécié par les habitants, qui viennent voir les moutons le dimanche.

Dans ce territoire « dortoir », la collectivité doit financer l'entretien des espaces et n'aide pas les agriculteurs.

En parallèle, les consommateurs sont à la recherche de produits de qualité, qu'ils trouvent dans les nombreux drives, magasins de producteurs, et site internet de producteurs des territoires voisins (Lot-et-Garonne, Lomagne, Albigeois) qui profitent de l'important bassin de consommateurs.

L'éloignement entre lieux de production et de consommation pose un problème logistique.

Localement, l'abattoir de Montauban a fermé en 2019 du fait de sa difficile mise aux normes et de son important coût de fonctionnement, et cela a accéléré la disparition de l'élevage sur le territoire.

L'agriculture se diversifie à des fins non alimentaires, en produisant de la biomasse.

Les coteaux et extrémités de l'aire urbaine ainsi que les zones inondables sont dédiés à de la production de matériaux pour les chaudières ou pour la fabrication de matériaux de construction. La filière arboricole a traversé en 2025 une grave crise sanitaire qui a décimé les vergers. Beaucoup d'exploitations ont jeté l'éponge face à ce fléau, combiné aux difficultés d'exploitations.

Les outils de transformation disparaissent.

De toute façon, les productions nécessitant de l'irrigation ne sont plus possibles, car la



priorité est donnée à l'eau potable, au vu de la forte augmentation de la population.



Le manque d'eau est néfaste pour le territoire. Pourquoi l'eau n'est-elle pas stockée ? Si l'irrigation n'est plus possible, beaucoup de cultures devront être abandonnées, dont l'arboriculture qui fait partie de l'identité du territoire.

Jonathan, un des rares jeunes agriculteurs encore présents est installé sur une grande exploitation de la vallée à Lafrançaise. Il produit du chanvre, culture bien adaptée, peu exigeante en intrants et en eau. Le chanvre entre en rotation avec des cultures de blé. Elle est bien acceptée par le voisinage. La production est quasiment industrielle avec une forte mécanisation pour réduire les coûts.

Avec d'autres agriculteurs, Jonathan a créé une unité de transformation du chanvre près de Salvagnac, entre Montauban et Gaillac, dans une zone où il y a encore une production importante. Cela permet de générer une valeur ajoutée complémentaire à la production agricole. Grâce à cela, les 300 ha de l'exploitation lui permettent de dégager 2000€/mois, et il ne travaille réellement sur l'exploitation que 8 mois dans l'année. La période des récoltes est très compliquée en charge de travail. Il aimerait déléguer une partie des tâches à une entreprise de travaux agricoles mais avec la réduction de l'activité, il n'y en a plus à proximité, et les engins peuvent difficilement venir de loin au vu de la circulation.



Les revenus sont raisonnables pour les exploitations qui se sont adaptées en introduisant de nouvelles cultures (peu exigeantes en eau). La diversification de l'activité diminue le risque économique. Il faut créer un réseau d'agriculteurs pour faciliter la transformation.



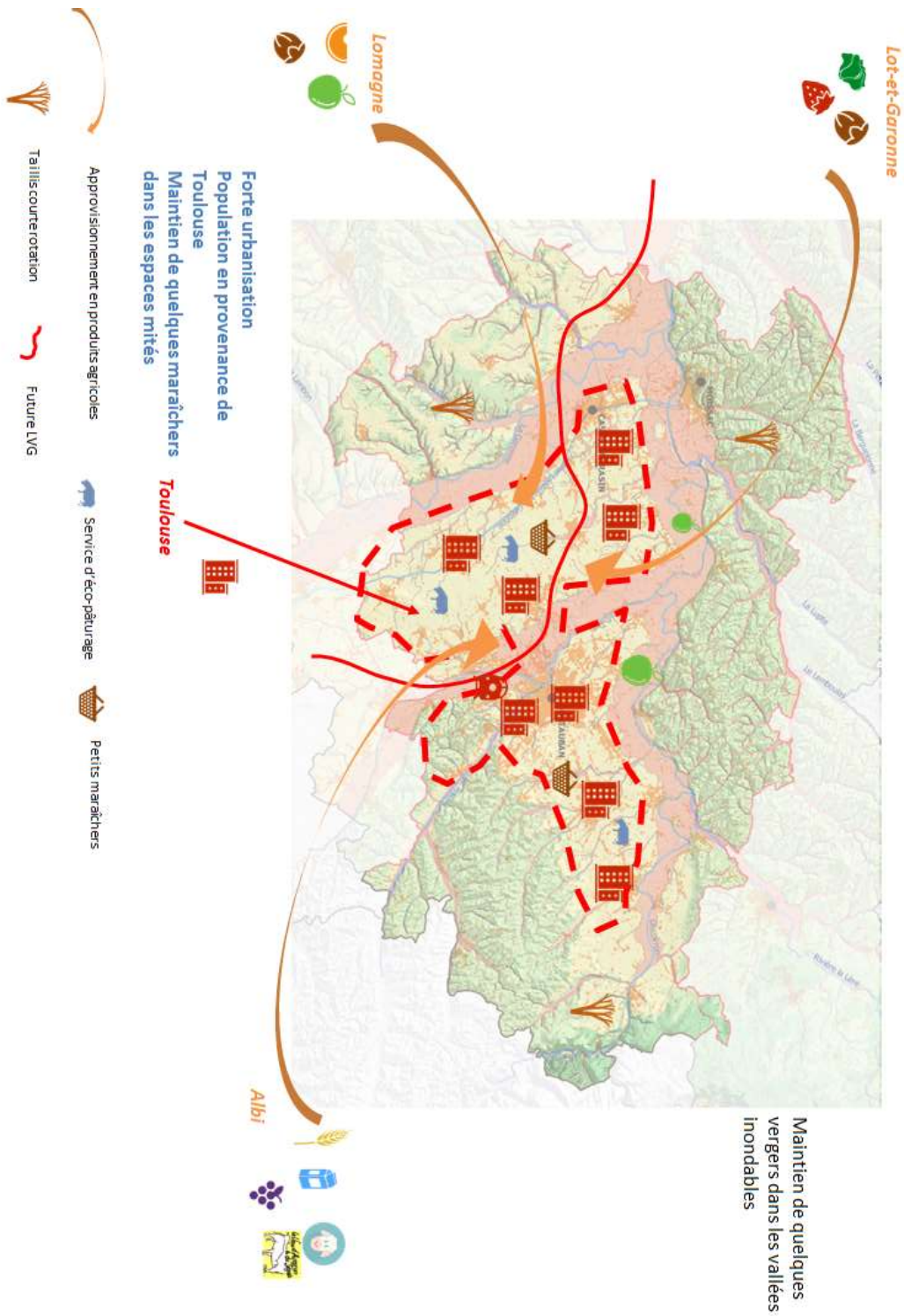


Figure 62 : Spatialisation du scénario « Métropolisation des aires urbaines et déclin de l'agriculture »



### Scénario 3 : Des aires urbaines attractives et résilientes

« Ce scénario est celui des équilibres : entre l'urbain et la campagne, l'agriculture et l'eau, les circuits courts, la mise en réseau des acteurs et la préservation des espaces. Les sources d'emplois sont diverses. »

« Des collaborations s'effectuent. Les élus et le monde agricole échangent. Ce scénario est celui du consensus et de la co-construction territoriale. Les liens entre agriculture et territoire sont forts. »

« L'élaboration de PLUi et les choix politiques permettront-ils ce scénario ? »

« Quelle est la place de la France dans ce scénario ? »

« Ce scénario est « bisounours » : il y a un fort enjeu de distribution de la production. La baisse des échanges internationaux est dangereuse. »

En 2035, et depuis une dizaine d'années déjà, au niveau international, les relations sont tendues. Les Etats-Unis sous Trump ont créé de la méfiance dans les relations sino-américaines. En Europe, entre montée des populismes et divergences d'opinion sur les questions migratoires, il devient très compliqué de mener des politiques communes. Le coût de la PAC a été dénoncé, et son budget a été fortement réduit en 2020. A cela s'est ajouté une augmentation progressive du prix du pétrole, qui a dépassé les 100\$ le baril en 2020, ce qui impacte fortement le coût des transports et des échanges internationaux.

L'agriculture est valorisée et redevenue nourricière de son territoire, d'où une reconnaissance du métier.

Devant tous ces évènements internationaux, les gens sont en recherche de relations de proximité, de sécurité. Au niveau agricole, la politique régionale encourage fortement le développement des « boucles alimentaires locales ». On observe un regain d'intérêt pour l'agriculture, et pour la proximité d'approvisionnement. Les productions locales retrouvent des marchés sur la Région Occitanie.

Le partenariat entre collectivités et filières est intéressant. Les collectivités s'approvisionnent localement.



Des partenariats sont tissés entre les collectivités et les filières pour l'approvisionnement de toutes les cantines publiques en fruits, viande, et pain locaux.

L'urbanisation est respectueuse des espaces agricoles grâce à une volonté politique de préserver l'agriculture.

Au niveau local, des espaces de production sont protégés grâce à des outils de type PEANP<sup>12</sup>. Une réelle concertation a été mise en place entre les élus et le monde agricole afin d'aboutir à ce résultat, et également de co-construire une politique locale de l'eau, qui a permis de mettre fin aux incessants conflits chaque été.

Une politique locale de l'eau a été co-construite.

Les règles sur le foncier sont très contraignantes. Les espaces agricoles doivent obligatoirement être sanctuarisés.

12 PEANP : périmètre de protection des espaces agricoles et naturels périurbains





Un outil de transformation est maintenu.

L'abattoir de Montauban a pu être sauvé in-extremis fin 2018 grâce à une prise de conscience collective, et une mobilisation de tous les acteurs et financeurs : l'abattoir était indispensable au maintien d'une filière locale d'approvisionnement en viande.

La rémunération des agriculteurs reste faible. Le problème des prix est a priori non résolu.

Le métier d'agriculteur reste cependant mal rémunéré au vu du travail fourni. Seuls les agriculteurs qui arrivent à optimiser leurs coûts, ou à transformer leurs productions s'en sortent bien. Quelques CUMA de transformation se développent dans ce sens. Beaucoup de néo-agriculteurs en quête de sens s'installent en agriculture grâce à une formation renforcée et un système de couveuse, qui permet d'augmenter le niveau de technicité et de compétences en gestion d'entreprise des personnes qui s'installent.

L'aide à l'installation de jeunes agriculteurs ou néo-ruraux via des formations et une couveuse limite les risques pour les exploitants.

Des compétences multiples doivent être mises en œuvre.

Lucas a 30 ans, il a repris l'exploitation arboricole de son père il y a 5 ans, après avoir fait des études d'ingénieur dans le numérique à Toulouse, il a finalement décidé de revenir à l'agriculture. Il a mis à profit ses compétences informatiques pour créer un réseau collaboratif pour les agriculteurs du territoire : échange de matériel, bons plans, co-camionnage de produits pour livraisons sur Toulouse et Montpellier. Intéressé par l'agronomie, il a adhéré à un groupe de développement agricole, afin de partager ses expériences avec d'autres agriculteurs, et avec un technicien de la chambre d'agriculture.



Il manque des structures agricoles compétitives pour les marchés nationaux et internationaux. Le repli sur soi est risqué. Le mode d'agriculture « grand papa » est non viable sans le salaire de l'épouse et est chronophage.



Grâce à cela, il a développé de l'agroforesterie : sous les vergers, il a mis en place un élevage de volailles, qui améliore la santé des arbres, et donne un bon cadre de vie pour ses poules pondeuses et ses canards à gaver. Sur certaines parcelles, il teste un écartement plus important des arbres, avec production de céréales dessous. Ça lui permet d'avoir moins besoin d'eau les années sèches, grâce à une meilleure rétention d'eau par le sol, et à un peu d'ombrage proposé par les arbres.

La femme de Lucas apprécie la proximité de Montauban et de Toulouse, elle a réussi à trouver facilement un emploi, et pense que ce sera un compromis idéal quand ils auront des enfants.

Quid des problèmes de voisinage ?

Quid des espaces dont le mode de production intensif était adapté ?

Des techniques de production alternative à l'intensification (agroécologie, agroforesterie, etc.) se développent. L'agriculture à « taille humaine » préserve les emplois. Les filières et l'approvisionnement local se structurent. Une production diversifiée se maintient.

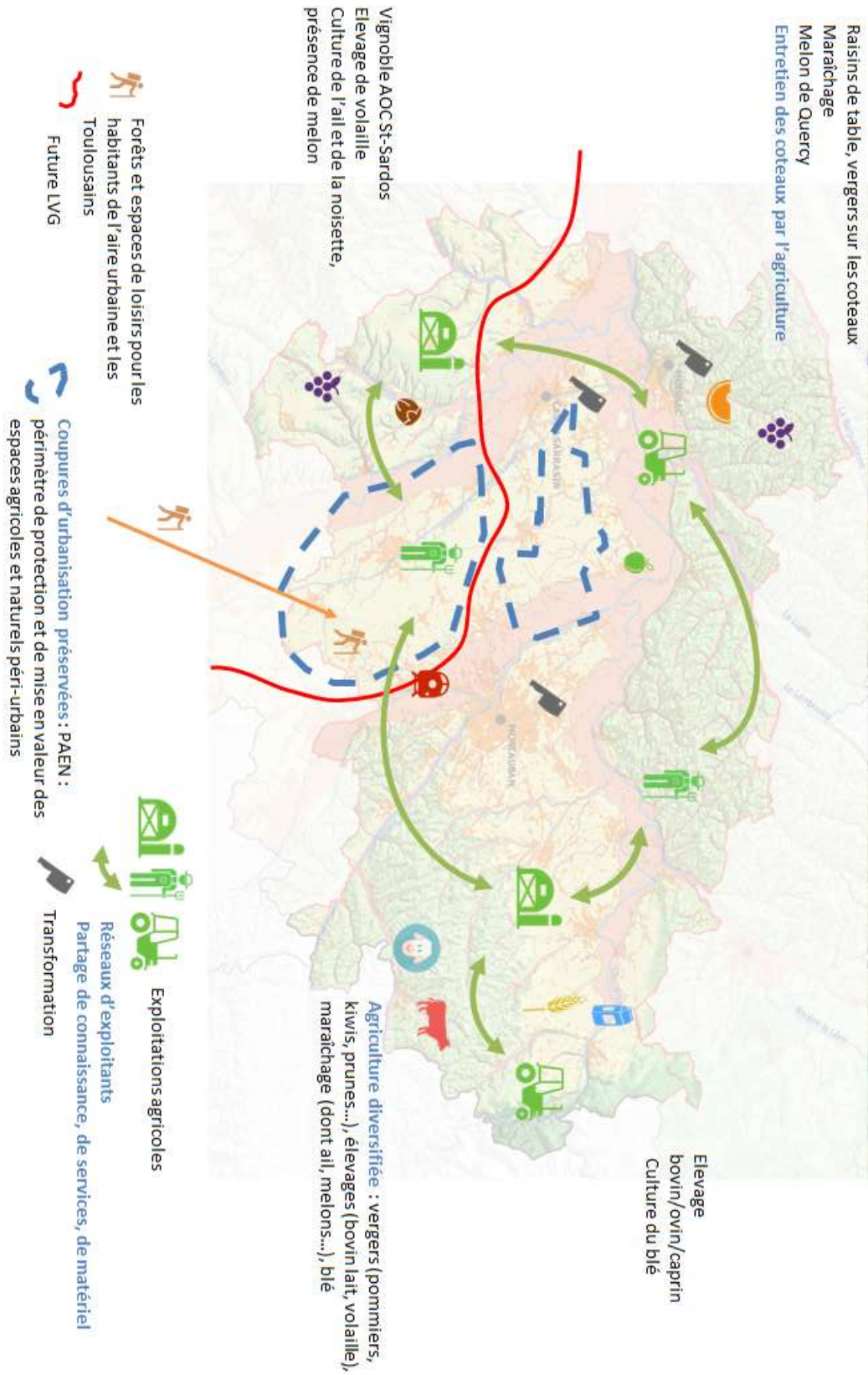


Figure 63 : Spatialisation du scénario « Des aires urbaines attractives et résilientes »



A Montauban et Castelsarrasin, le « scénario idéal » réunit donc les ingrédients suivants :

- Un maintien de l'emploi agricole, avec un métier rémunéré, et une amélioration des conditions de travail
- Le maintien d'une capacité de production, y compris pour une agriculture de proximité
- Une agriculture organisée, structurée, compétitive, y compris pour l'approvisionnement local
- Une co-construction territoriale, des liens entre collectivités et filières agricoles, permettant un équilibre urbain/rural, des relations agriculture/territoire apaisées, et une reconnaissance du métier. Cette co-construction est également valable dans la réflexion autour du changement climatique (rôle de l'agriculture dans le « rafraîchissement » des villes)
- Une gestion partagée de la ressource en eau
- Une préservation du cadre de vie et de l'entretien de l'espace
- Une maîtrise des prix du foncier, et une préservation des espaces agricoles, pour permettre l'installation

Cette « vision » commune a comme corollaires :

- Une association de tous les acteurs (notamment économiques, y compris de la distribution) à la réflexion sur les actions à mener
- Le développement des relations habitants/agriculteurs, et un besoin de sensibilisation et de pédagogie de tous ordres, pour un territoire agricole qui exporte beau
- La co-construction d'une « stratégie de l'eau » qui semble un enjeu central, et qui peut s'appuyer sur des exemples à l'étranger (ex. irrigation enterrée en Israël) de cloisonnement des espaces, avec des zones
- Le soutien aux initiatives de structuration et de valorisation des filières locales
- Une action nécessairement volontariste sur le foncier, pour maintenir la capacité de production et l'installation.



## Les perspectives

Lors du séminaire de restitution, les participants ont fait émerger 6 fiches action :

- La réalisation de diagnostics agricoles à l'échelle des EPCI et la priorisation des espaces agricoles à pérenniser ou à reconquérir
- L'approvisionnement local en restauration collective,
- La gestion partagée de l'eau,
- Le développement de filières novatrices,
- L'état des lieux de l'offre en formations et en emplois agricoles sur le territoire,
- L'organisation de rencontres Consom'acteurs,

Les fiches remplies par les participants lors du séminaire de restitution sont disponibles en annexe 5.

## 4 Partie 3 : retour méthodologique et bilan

Cette quatrième partie effectue un retour sur la méthodologie employée, en abordant :

- Les résultats obtenus
- La mise en œuvre de la méthode et sa reproductibilité
- Le bilan de la démarche par les acteurs ayant participé,
- Les pistes d'amélioration de la démarche.

### 4.1 Comparaison des résultats obtenus entre les 3 territoires

La comparaison des scénarios des 3 territoires révèle des scénarios proches dans les trois territoires, mais qui reflètent toutefois les spécificités des trois territoires. Les évolutions de l'agriculture sont très fortement dépendantes de facteurs externes tels que les réglementations européennes, le climat géopolitique, les innovations technologiques, les évolutions des attentes des consommateurs ... Ceci explique qu'un certain nombre de scénarios présentent des similarités sur les 3 territoires :

- Un scénario « Agro-business » s'est imposé dans chaque territoire, avec des proximités assez fortes sur les 3 secteurs (rôle de l'aval, perte de maîtrise des agriculteurs, robotisation, spécialisation sur les secteurs les plus productifs et compétitifs ...)
- Des scénarios développant la production et la consommation locale, la résilience de l'agriculture (face au changement climatique, mais aussi via une moindre dépendance à la PAC par exemple)

Dans les deux cas, les participants étaient à la fois conscients que beaucoup de signaux pointent déjà actuellement vers ces scénarios, mais qu'ils sont aussi plus ou moins improbables, et notamment sur un point particulier : les participants étaient dans chaque territoire très partagés entre le souhait de promouvoir le « consommer local » (pour soutenir les agriculteurs et leurs filières, favoriser l'entretien des paysages, retrouver du sens/du lien à la nature par sa façon de consommer...), mais également par la « sagesse » (ou le réalisme économique) leur soufflant que le territoire ne peut être totalement auto-suffisant, ou au contraire totalement « auto-consommant » (manque de consommateurs par rapport à la capacité de production), que les filières et les territoires sont interconnectés, qu'il ne faut pas se replier sur soi-même ...

Les principales divergences dans les scénarios proviennent de caractéristiques locales :





- La tendance à la « métropolisation » de l'aire urbaine de Montauban, avec un développement urbain très important
- L'attachement très fort à l'identité Aveyronnaise (et à son image « nature »), avec de très nombreux produits sous signes officiels de qualité, et la volonté (nécessité) d'exporter les produits agricoles hors du territoire
- La dynamique engagée par la ville d'Albi sur la politique d'autonomie alimentaire

Facteurs communs aux territoires	Facteurs territorialisés
Evolution de la PAC	Dynamiques démographiques
Rôle des filières (scénarios liés à l'optimisation voire à l'intégration des filières)	Attractivité des territoires (résidentielle, touristique, ...)
Coût du pétrole	Effets du changement climatiques (effets différents selon les territoires et les filières)
Evolution des relations internationales (mais avec des effets différents selon la nature des échanges sur les différentes productions)	Profil agricole :  Types et diversités des productions  Organisation locale des filières  Possibilité de valorisation de produits locaux à l'image du territoire (marque de territoire)  Niveau de compétitivité des filières
Comportements des consommateurs (pouvoir d'achat, recherche de praticité, de produits sains, etc.)	
Tensions sur les ressources en eau (plutôt sur Albi et Montauban que sur Rodez)	

Suite à la présentation des scénarios lors des ateliers 4, les participants ont entamé des réflexions qui pour certaines étaient communes aux trois territoires. Celles-ci sont listées dans le tableau ci-dessous.

### Réflexions communes aux 3 territoires

- Double question du prix : nécessaire rémunération des agriculteurs versus pouvoir d'achat des consommateurs
- Refus du repli sur soi (**danger de l'autarcie**)
- **Questionnement de la viabilité de modèles économiques** agricoles et de la **durabilité** (production intensive et exportée, circuits courts, bio, etc.)



- **Maîtrise du prix du foncier agricole**, la déconnexion entre le prix de la terre et de la production, le frein à l'installation
- **Intérêt pour la mise en réseau des acteurs** (partenariat entre collectivités et agriculteurs, agriculteurs et artisans, etc.)
- **Intérêt pour un développement organisé des circuits courts** (besoin de structuration, de mise en commun pour la transformation, et pour éviter une trop forte concurrence)
- Développement du lien entre **agriculteurs et consommateurs**

L'analyse d'autres études prospectives révèlent que certains sujets, parfois au cœur de la réflexion prospective d'autres démarches, n'ont que peu été explorés lors des ateliers. C'est par exemple le cas des thématiques « changement climatique », avec son impact sur la disponibilité de la ressource en eau et « énergie », avec entre autres son impact sur les modes de production et les coûts de transport. Bien que listées parmi les variables à étudier lors de l'atelier 2, elles n'ont finalement pas beaucoup été prises en compte. Plusieurs facteurs peuvent expliquer la faible importance de ces sujets dans les scénarios finaux :

- La méthode de prospective participative : qui implique que les hypothèses d'évolution des territoires émises soient davantage liées aux expériences personnelles des acteurs présents,
- La difficulté à imaginer l'évolution de ces variables sans être expert et sans tomber dans des « lieux communs »,
- Le sentiment de manque d'emprise et d'influence sur ces facteurs qui détourne les échanges vers des sujets que les participants peuvent plus facilement maîtriser à leur échelle
- Et peut-être à la marge, pour Albi et Montauban-Castelsarrasin-Moissac le souhait des acteurs de ne pas jeter d'huile sur le feu sur la question de l'irrigation agricole, alors que la démarche se poursuivait en parallèle de la médiation engagée par le Département de Tarn-et-Garonne autour du barrage de Sivens

Les travaux sur les actions réalisés lors du séminaire inter-site final ont abouti à des productions de nature assez comparables sur les trois territoires, et un souhait commun de mettre en place des actions concernant :

- Le besoin de maîtrise du prix du foncier,
- Le souhait de conserver les emplois agricoles,
- La volonté de mettre en place une agriculture plus équitable,
- Le refus du repli sur soi,
- Les inquiétudes sur l'intensification de la production (et ses impacts sur l'eau, la santé, les emplois),
- Les combinaisons possibles entre les modes de production,
- La volonté de mise en relation des acteurs.



## 4.2 Bilan sur la mise en œuvre de la méthodologie

### 4.2.1 La mobilisation des acteurs

Les agents des DDT ont joué un rôle fondamental dans la mobilisation des participants et notamment par :

- la sollicitation des réseaux internes (autres services, direction) et externes (chambres consulaires, collectivités...)
- La relance systématique des acteurs avant chaque réunion
- La réalisation d'un « service avant et après-vente » systématique : explication de la démarche, identification des démarches parallèles à associer...

Les graphiques ci-dessous reprennent les chiffres concernant la participation des personnes conviées aux ateliers prospectifs sur les trois territoires. A chaque fois, les participants ont été plus nombreux au 1<sup>er</sup> atelier, puis tous ne sont pas revenus, ou pas revenus à chaque fois. En moyenne, les ateliers ont toutefois obtenu un taux de suivi de 55 à 88% (en ne comptant pas le 3<sup>ème</sup> atelier d'Albi qu'on peut considérer non-représentatif au vu de tous les autres).

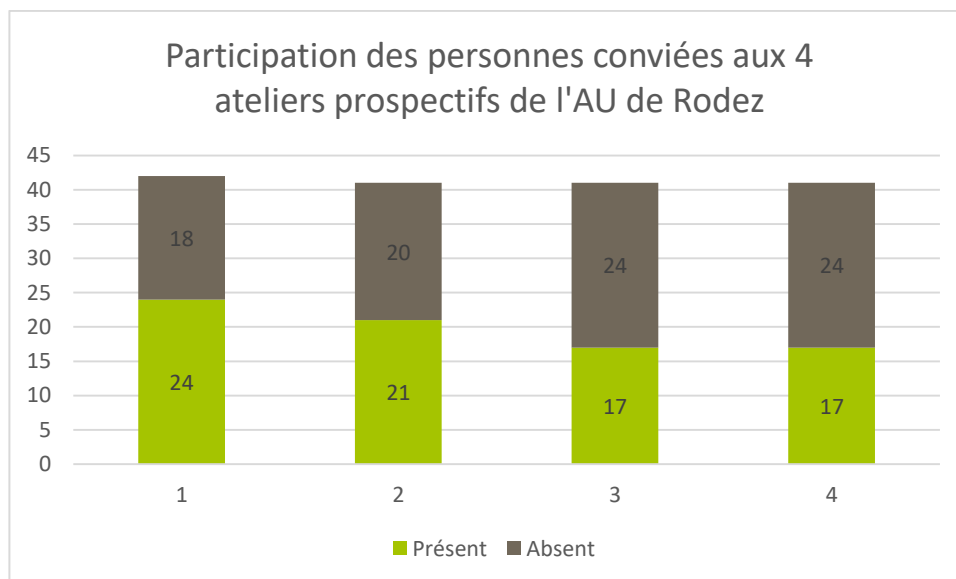


Figure 64 : analyse du taux de retour des participants d'un atelier sur l'autre - AU de Rodez

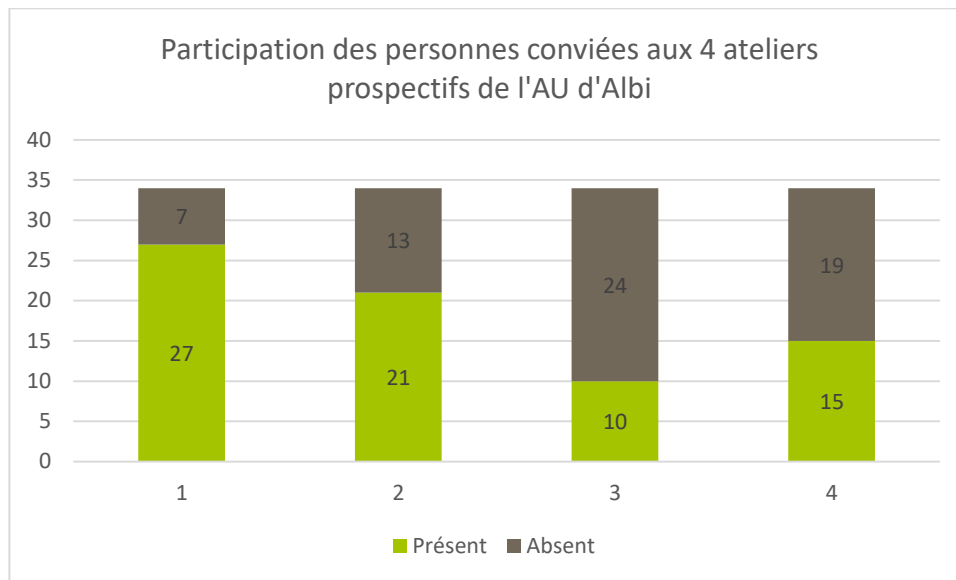


Figure 65 :: analyse du taux de retour des participants d'un atelier sur l'autre - AU d'Albi

Le format de la démarche, avec un atelier d'une demi-journée par mois pendant 4 mois, a été assez exigeant pour les participants, et que leur présence et leur assiduité, nécessaire à la bonne conduite de la démarche, a été fortement appréciée.

Tout au long de la démarche, on a pu constater une difficulté à mobiliser les **élus dans les zones les plus urbaines** (Albi, Montauban, Castelsarrasin), alors que les élus ruraux ont au contraire été très présents. On peut émettre plusieurs hypothèses sur ce défaut de participation :

- Une « confrontation » difficile (réelle ou redoutée) avec le monde agricole,
- Un manque de connaissance mutuelle,
- Une tendance des élus « urbains » à penser l'agriculture « urbaine » plus que les liens possibles de la ville avec l'agriculture « classique »
- Un inconfort de l' élu dans un format prospectif et participatif

Il a également été difficile de mobiliser les acteurs de la transformation (un seul boucher a été présent aux ateliers), et de la distribution. Cela s'explique en partie par le temps de mobilisation important, et l'objectif peu mobilisateur de la démarche pour des acteurs privés, sans opportunités visibles de marchés. La grande distribution n'a également pas été représentée dans la démarche.

Si des associations des consommateurs ou de défense de l'environnement ont été présentes aux ateliers, les habitants « lambda », dont l'activité professionnelle n'est pas en lien avec l'agriculture, ont été sous-représentés. Pour pallier en partie à ce manque, un micro-trottoir a été réalisé dans les rues de Rodez et d'Albi auprès d'un public varié et une classe de CE1-CE2 de Rodez a été interrogée sur le sujet de l'agriculture en général. Leurs remarques n'ont pas été prises en compte lors des ateliers puisque ce travail s'est réalisé à posteriori. Cependant les résultats ont été diffusés auprès des participants au séminaire de restitution.

Certaines remarques lors des ateliers et dans les questionnaires d'évaluation ont montré la difficulté de certains participants à comprendre la démarche. La majorité des interrogations, portant sur l'intérêt de la prospective, l'objectif de la démarche, les raisons de l'implication des services de l'Etat ou encore le choix des aires urbaines, se sont atténuées au fil de la démarche. Ces interrogations ont été moins marquées sur le territoire de Rodez. L'un des participants avait par exemple exprimé à la



fin du 1<sup>er</sup> atelier de Montauban et Castelsarrasin-Moissac le caractère indispensable du travail sur l'avenir de l'agriculture mais le besoin d'expliquer plus clairement l'objectif de l'étude, l'utilité des résultats et la façon dont ils seront utilisés. La vision des participants sur la démarche a évolué au cours des ateliers et certains ont souligné suite au 4<sup>ème</sup> atelier l'intérêt des échanges entre les participants issus de différentes structures et l'intérêt de la prise de recul sur la situation des territoires et leur évolution.

A mesure que les interrogations des participants se sont estompées et que ces derniers ont saisi le sens de la démarche, le dialogue entre participants s'est vite instauré et l'envie d'agir a été prégnante. Les participants ont montré une certaine impatience à passer aux actions concrètes. Le comité de pilotage attendait fortement de la démarche une mise en mouvement, un travail en collectif et la coordination des actions des différentes structures. La méthodologie des ateliers a permis une meilleure connaissance des participants entre eux, de leurs actions et de leurs projets, qui engendre un gain d'efficacité dans la coordination des actions déjà en place et des projets futurs. Si les participants s'accordent difficilement sur le choix d'un scénario d'évolution (ce qui n'était par ailleurs pas l'objectif de la démarche), ils partagent une vision collective des « parties » de scénarios d'évolution qu'ils refusent pour leur territoire. Cette entente sur les évolutions non souhaitées est un facteur de mise en mouvement des participants. Dans le questionnaire d'évaluation du 4<sup>ème</sup> atelier, certains participants ont exprimé leurs inquiétudes sur l'avenir de leur territoire et la nécessité pour la démarche de prospective d'aboutir à un plan d'actions partagé par tous les participants.

#### → Pistes d'amélioration

Différentes pistes d'amélioration peuvent être envisagées pour atténuer les difficultés évoquées ci-dessus :

- Limiter le nombre d'ateliers à 3, afin de moins solliciter les acteurs (mais en perdant en dynamique collective) ;
- Espacer davantage les ateliers (par exemple 6 semaines au lieu de 4) pour que l'organisation soit moins précipitée et pour essayer de mobiliser davantage les acteurs ;
- Effectuer un travail préparatoire plus important au démarrage pour mobiliser des transformateurs et des distributeurs, par des rencontres individuelles
- La mobilisation d'élus indisponibles semble difficile à contourner, le choix qui a été fait suite à cette étude est de retourner vers chaque territoire pour en présenter les principaux résultats, afin que ce travail puisse atteindre ces décideurs

## 4.2.2 L'implication des services de l'Etat en département

L'implication des services de l'Etat en département a joué un rôle clé dans la bonne conduite de l'étude. Ci-dessous une estimation du temps passé par les services de l'Etat et le bureau d'étude à la réalisation de l'étude.





### Bilan temps passé

	Description	Avec experts INRA	Estimation du temps passé		BE
			Draaf	DDT	
Bilan phase 0	amont étude		28	16	
Bilan phase 1	Lancement et 1er comité		8	16	14
Bilan phase 2	les ateliers	3	27	71	39
Bilan phase 3	le séminaire et la valorisation	1	12	25	33
Phase 1 à 3		3	63	103	86

Différents services ont été mobilisés pendant l'étude :

- Service aménagement du territoire, urbanisme et logement,
- Service connaissance et risque,
- Service connaissance des territoires et urbanisme.

La diversité des services mobilisés a permis d'apporter des regards croisés sur la démarche, de mobiliser des participants divers. Le fait que les services impliqués ne soient pas forcément les services agricoles a également permis de ne pas « braquer » certains acteurs sur certains sujets lors des ateliers, comme par exemple la PAC.

Cette **implication des services de l'Etat** ne doit pas être sous-évaluée dans l'accompagnement de la démarche et dans le temps de travail consacré à la mission. Les services de l'Etat ont notamment été mobilisés :

- Avant le démarrage des ateliers : les services de l'Etat ont préparé un état des lieux des territoires ainsi qu'une journée de visite et d'entretiens avec des acteurs clés du territoire, à l'attention du bureau d'études
- Pendant la phase de réalisation des ateliers, les services de l'Etat ont mobilisé :
  - o Des acteurs pour chaque atelier
  - o Des services « territoire » ou « études » et du service « agricole »
- Les services de l'Etat ont valorisé la démarche en interne, auprès de leur hiérarchie et des autres services
- Les services de l'Etat se sont chargés de l'organisation logistique des ateliers : la mise en place des salles, la contribution à la réalisation des supports, la préparation des « goûters », etc.

La démarche a favorisé, en interne pour les services de l'Etat :

- Une **meilleure cohésion entre le service d'études/planification et le service agricole** avec un partage des contraintes des uns et des autres ;
- Une **montée en compétence** certaine sur le volet agricole ;
- **L'appropriation de la démarche prospective**

Le fait que l'étude ait été encadrée par la DRAAF et les DDT a pu contribuer à faire évoluer l'image de ces derniers auprès des acteurs locaux : l'Etat a perçu comme "soft leader", facilitateur, impulsateur et non seulement comme règlementaire, contraignant et financeur (les aides PAC). Les services de l'Etat auront par ailleurs la possibilité de valoriser la démarche :

- De par le dialogue noué avec des acteurs intervenants sur d'autres sujets, tels que l'économie circulaire, l'aménagement, etc.
- En faisant connaître l'étude auprès des élus des territoires concernés



- Dans le cadre de l'**ARRE** (Agences en Réseau Régionale pour les Etudes en Occitanie, regroupant les DDT et la DREAL) car la démarche est tout à fait emblématique du fonctionnement en réseau :
  - o Une étude en lien avec le développement territorial,
  - o Mobilisant des acteurs et des compétences diverses,
  - o Permettant des complémentarités entre services (DRAAF / DDT),
  - o Participative et reproductible.
- A l'échelle nationale, dans le réseau inter-DRAAF
- A l'échelle régionale, en créant des passerelles entre les 3 territoires « prospectifs » et les démarches agricoles et alimentaires, et notamment les appels à projets plans alimentaires de territoire

Plusieurs démarches pour animer le réseau d'acteurs créé pourraient ainsi être portés par les services de l'Etat :

- La création de conseils alimentaires de territoire,
- La pérennisation du « drive », où sont rassemblés tous les sites et les travaux réalisés pendant les ateliers sur le site internet de la DRAAF, avec des liens depuis les sites des DDT
- Le recensement des actions en lien avec les circuits courts, la sensibilisation autour de l'agriculture et de l'alimentation... menées sur les territoires, pour favoriser leur diffusion et la mise en réseau des acteurs (de très nombreuses actions existent déjà)

#### → Pistes d'amélioration

- Une meilleure intégration du service agricole au lancement de la mission serait souhaitable. Même si la volonté de départ était de ne pas afficher en première ligne celui-ci au cours de l'étude, un meilleur soutien en back-office serait judicieux. Cela apporterait une meilleure connaissance des acteurs, des filières, etc.
- Prévoir une capacité d'animation et de portage des résultats de l'étude après la fin de la démarche de construction des scénarios

### 4.2.3 Bilan de l'animation des ateliers et la progressivité de la démarche

La méthode d'animation elle-même semble plutôt bien transposable. Quelques ajustements sont néanmoins envisageables.

L'appropriation de l'ensemble des productions par tous les participants gagnerait à être facilitée, notamment suite à l'atelier 2 de rédaction des hypothèses. Pour ce faire, le **nombre de variables étudiées pourrait être limité** et les variables retenues pour l'étude pourraient être les variables les plus « locales ». Le travail sur les variables « externes » pourrait être effectué par le bureau d'études et présenté lors de l'atelier 3 où sont analysés les mini-scénarios.

#### Bilan des méthodes des ateliers prospectifs

Une remarque générale aux 4 ateliers prospectifs est le besoin de trouver le juste équilibre entre les temps de travail en groupes, nécessaires pour approfondir les réflexions et favoriser les échanges, et les temps de restitution permettant aux participants de garder une vision globale de la démarche et de débattre avec l'ensemble des participants.



### L'équilibre entre travaux en groupes et vision globale pour tous les participants

La restitution des travaux en groupes a parfois été problématique. Effectuer la synthèse du travail réalisé n'est pas une tâche aisée. Il faut trouver des moyens de restitution à la fois efficace, pour que les participants puissent avoir une vision globale de l'avancement, et ludique, pour que les participants restent attentifs tout au long de la restitution. Plusieurs méthodes de restitution ont été employées :

- La restitution orale pour un rapporteur désigné au sein de chaque groupe de travail,
- La lecture du travail réalisé en groupes et affiché dans la salle.

Les participants ont difficilement eu une vision globale sur toutes les hypothèses émises lors de l'atelier 2, bien que celles-ci aient été retranscrites dans une plaquette. Si certaines hypothèses étaient très claires et compréhensibles, d'autres auraient nécessité l'apport d'informations complémentaires par leurs auteurs. Idéalement, il aurait fallu pouvoir bénéficier de plus de temps pour cet atelier, soit en l'élargissant sur une journée, soit en ajoutant un atelier intermédiaire, mais on a vu qu'il peut être difficile de conserver la mobilisation de tous sur la durée, en particulier si l'objectif d'un atelier est de « continuer » le précédent.

### Retour qualitatif sur le déroulement de l'atelier 1 :

Pour rappel, la 1<sup>ère</sup> série d'ateliers a été consacrée à la mise à plat des connaissances et au recensement des enjeux de l'agriculture à l'échelle des territoires d'étude. La méthode employée a été celle du diagnostic sur carte.

Le 1<sup>er</sup> atelier, à Montauban, s'est bien déroulé et les participants se sont dans l'ensemble prêtés au jeu. Certains acteurs n'ont pas saisi l'intérêt de réaliser un diagnostic participatif. Le partage du diagnostic a en effet plus d'intérêt si plusieurs participants ne sont pas très au fait de la situation. Or, les participants à l'atelier étaient surtout des élus et agriculteurs avec beaucoup de connaissances et de recul sur la question. La restitution s'est ensuite effectuée en salle entière puis un temps de débat a été ouvert. Cependant, le nombre de participants (environ 40 personnes) était trop élevé pour que le débat puisse bien fonctionner.

L'animation pour l'atelier d'Albi a évolué pour passer plus de temps en sous-groupes afin d'approfondir le travail sur carte et la définition des enjeux. Chaque participant a été invité, au sein de son groupe, à répertorier sur post-it des enjeux de l'agriculture. Cela a permis de mieux structurer la définition des enjeux et de faciliter l'expression de chacun.

Le dernier atelier à Rodez, a été très constructif. L'animation a été la même qu'à Albi, à la différence que les groupes de travail ont été préconstitués, garantissant une plus grande mixité.

### Retour qualitatif sur le déroulement de l'atelier 2 :

Pour rappel, la 2<sup>ème</sup> série d'ateliers a été consacrée à la création d'hypothèses d'évolution de l'agriculture sur le territoire. La méthode employée a été le travail en groupes de 4 personnes sur des variables, par session de 30 minutes. Les hypothèses ont été affichées sur les murs et ont pu être lues et complétées librement par les participants. L'animation a bien fonctionné dans les 3 territoires. En comparant les 3 ateliers, le nombre optimal de personnes par groupes de discussion



est de 3 à 4 personnes, pour permettre à chacun de s'exprimer et d'approfondir la réflexion. Dans un atelier, les participants ont apprécié la lecture des hypothèses affichées et dans les deux autres, les participants ont davantage prolongé leur discussion en petits groupes.

Les participants se sont heurtés à la difficulté de se positionner à l'horizon 2035 : les participants ont tendance à présenter ce qu'ils font à l'heure actuelle et à proposer des leviers existants déjà expérimentés. La projection dans le futur reste un **exercice inhabituel**. Il a été utile de demander aux participants de commencer leurs phrases par « Demain », lors de la rédaction des hypothèses.

#### Retour qualitatif sur le déroulement de l'atelier 3 :

Pour rappel, la 3<sup>ème</sup> série d'ateliers a été consacrée à la réflexion sur les mini-scénarios. La méthode employée a été celle d'un travail en groupes, avec des questions sur les mini-scénarios guidant la réflexion des participants (évaluation du caractère probable et souhaitable des mini-scénarios et proposition de leviers d'action pour atteindre ou éviter un mini-scénario). A chaque groupe était attribuée une thématique. Le nombre de participants a été inégal entre les 3 territoires. Il était prévu de constituer des groupes d'environ 5 personnes. Cependant, avec du recul, il est préférable en cas de faible affluence de constituer de plus petits groupes (3 personnes), pour ne pas réduire le temps de réflexion sur chaque mini-scénario. Il est également préférable de constituer les groupes à l'avance en amont de l'atelier.

Il est important que les animateurs soient disponibles pour accompagner les groupes dans leur réflexion, réexpliquer les consignes et garantir la bonne gestion du temps. Les difficultés auxquelles ont fait face les participants sont :

- S'approprier les mini-scénarios : le bureau d'études a souhaité intégrer le plus possible d'hypothèses émises lors des ateliers 2 dans les mini-scénarios. Cependant, certaines hypothèses de rupture, jugées peu probables, ont pu vite faire basculer les mini-scénarios vers la non-probabilité. Il faut alors encourager les participants à faire évoluer les mini-scénarios, par exemple en supprimant certaines hypothèses.
- Restituer les échanges (il faut encourager le plus possible le rapporteur à prendre des notes tout au long du travail de groupe)
- Evaluer le caractère souhaitable d'un mini-scénario : pour certaines hypothèses, l'évaluation du caractère souhaitable sera différente selon le point de vue adopté (intérêt de l'agriculture ou du territoire, de sa propre structure ou du territoire, etc.). Il convient que chaque participant se positionne selon la « casquette » qu'il représente.

#### Retour qualitatif sur le déroulement de l'atelier 4 :

Pour rappel, la 4<sup>ème</sup> série d'ateliers a été consacrée à la réflexion sur les scénarios finaux. La méthode employée a été celle du travail individuel puis d'un échange en salle entière. Les scénarios ont été présentés de 3 manières différentes : une présentation des points saillants de chaque scénario, une présentation de schémas, une lecture de récits. Les récits ont été « personnifiés » et lus par différents animateurs, facilitant ainsi la compréhension des scénarios. Les 3 ateliers se sont déroulés dans une ambiance agréable et dynamique. Les participants ont été invités à noter sur post-it leurs remarques sur les scénarios (aspects positifs et négatifs). Ces remarques ont été synthétisées et



restituées par l'animateur et un riche débat a suivi cette restitution. La disposition des participants en demi-cercle a facilité le débat.

Avoir 3 territoires d'étude a permis d'améliorer la méthodologie employée entre chaque atelier. Les questionnaires d'évaluation remplis par les participants ont également contribué à cette amélioration.

#### Retour qualitatif sur l'animation du séminaire :

Pour rappel, le 5<sup>ème</sup> atelier était un séminaire final inter-site. Pendant une journée entière, les participants ont été mobilisés pour réfléchir à des actions concrètes à mettre en place sur leur territoire. L'animation a été rythmée par des différents temps de travail :

- Un temps de présentation et de comparaison des scénarios
- Un temps de visionnage des vidéos des scénarios
- Un temps de réflexion individuel sur post-it très court
- Un temps de travail par groupe de 3 à 5 personnes pour travailler en profondeur sur une action
- Un temps de restitution en salle entière
- Une table ronde.

La diffusion de vidéos a permis aux participants de se remémorer de manière ludique et brève les scénarios construits tout au long de la démarche et restitués en atelier 4. Il faut toutefois prendre en compte que la réalisation de telles vidéos est assez chronophage.

La participation au séminaire final a été très bonne, et les personnes présentes ont été satisfaites de l'animation. Les participants ont apprécié de pouvoir se rencontrer à nouveau et d'échanger sur leur territoire et leurs projets. Les animateurs ont pu remarquer qu'un lien s'était ainsi tissé entre les participants qui se réunissaient pour la 5<sup>ème</sup> fois. Toutefois, la difficulté à mobiliser les décideurs a subsisté lors de ce dernier atelier. Concernant la méthode d'animation, il est important de permettre à chaque participant de travailler sur un sujet qui l'intéresse et sur lequel il se sente à l'aise. Lors du travail en sous-groupe de la matinée, la répartition des actions s'est effectuée selon la motivation des participants et la « rapidité » de leur choix. Ainsi, certains participants ont choisi une action par défaut et ont ainsi éprouvé des difficultés à formaliser une stratégie concrète pour une action. Compte tenu du temps assez court alloué à la formalisation d'une action (1h environ), il est nécessaire que les participants se sentent motivés par leur sujet.

Les participants ont fortement apprécié le temps d'échange avec les intervenants sous forme de table ronde. Des démarches innovantes et positives (locales ou non) sont de nature à motiver les actions et permettent une ouverture d'esprit.

Si les participants ont été intéressés par les échanges de la journée, on dénote une difficulté à faire émerger des porteurs de projets pour la suite. Mais ce n'est pas vraiment l'objet d'une journée comme celle-ci, cela nécessite un travail de fond sur le terrain.

Plusieurs acteurs se sont toutefois dits prêts à contribuer à des démarches sans forcément vouloir les impulser et les organiser. Le tableau ci-dessus résume les réponses des participants au questionnaire qui leur a été soumis en fin de journée :





**Comment vous positionnez-vous par rapport à la réalisation potentielle des actions suivantes ?**

**Je participe    Je contribue    Je pilote et j'anime**

1. Mettre en place au niveau de l'aire urbaine une instance de gouvernance alimentaire	10	11	-
2. Mettre en place une coordination des circuits de proximité pour développer l'approvisionnement local	15	9	-
3. Développer des actions en direction de la restauration collective pour faciliter l'approvisionnement local	6	7	6
4. Assurer une veille foncière, mettre en place une couveuse pour favoriser l'installation et l'apprentissage	14	2	1
5. Mettre en place au niveau de l'aire urbaine une instance de prospective territoriale	10	10	2
6. Mettre en place des actions d'éducation à l'alimentation, de connaissance des agriculteurs et des produits	9	7	4

**→ Pistes d'amélioration**

- Il serait pertinent d'envoyer aux acteurs un petit document préparatoire de vulgarisation à la méthode des scénarios dynamiques en amont du premier atelier pour expliquer à priori la logique d'enchaînement de la démarche prospective sur les quatre ateliers.
- Prévoir dès le commencement de la mission une phase de « mise en action », très attendue par les participants. En effet, cette phase n'était pas prévue initialement dans la mission, mais a été ajoutée pour tenir compte de la dynamique collective.

**Qualité des productions participatives**

Les résultats de la démarche prospective permettent de souligner la qualité des productions participatives.

La carte participative réalisée lors de l'atelier 1 a présenté un très grand intérêt dans la suite de la démarche pour la territorialisation des scénarios. Elle a été produite dans un temps très court, et a permis de disposer d'un panorama très complet de la situation de chaque territoire.



Malgré une difficulté à se projeter, et notamment à imaginer des évolutions « optimistes » pour l'agriculture, les sujets explorés ont été plutôt exhaustifs et les participants ont émis des hypothèses d'évolution diverses et pertinentes.

Les mini-scénarios permettent d'approfondir la réflexion sur les évolutions probables et souhaitables selon différentes thématiques (production, consommation, foncier, installation-transmission). Les scénarios finaux sont contrastés et suscitent la réaction des participants. D'après les participants, ces scénarios « donnent envie d'agir » et d'influencer l'évolution du territoire. Il est cependant difficile de créer des scénarios simples à comprendre en atelier sans effectuer de caricatures et en distinguant fortement un territoire d'un autre.

De manière générale, la diversité des participants a apporté de **l'objectivité** à la vision du territoire. Les différents points de vue sur l'agriculture et la présence de « spécialistes » dans leur domaine a enrichi et apporté de la **profondeur** aux débats. La participative lors des ateliers a été **très active**. Peu de « jeux de pouvoir » se sont instaurés lors des ateliers. Par conséquent, chacun s'est exprimé assez librement sans jugement dans la majorité des ateliers.

Par ailleurs, les participants ont activement répondu au dispositif d'évaluation mis en place en parallèle de la démarche via des questionnaires. Les réponses ont permis de mieux cibler les attentes des participants et d'améliorer la méthodologie.

#### 4.2.4 L'importance de la communication

La communication avec les participants aux ateliers a joué important tout au long de la démarche. Des **plaquettes** ont été diffusées en début de chaque atelier prospectif pour faire un point sur l'avancement de la démarche et sur les résultats déjà obtenus. Elles ont ainsi permis aux participants de suivre la démarche même en cas d'absence à un atelier.

La communication effectuée a également permis de partager les aspects méthodologiques et transversaux de la démarche au sein de différents **réseaux**. La démarche a par exemple été relayée dans des publications de l'ARRE (Agence régionale en réseau des études) et dans un article dans les publications des Chambres d'Agriculture.

Enfin, les 3 scénarios de chacun des territoires ont été mis en **vidéos**, sur la base du récit des scénarios. Ce sont les DDT qui ont réalisé ces vidéos, qui ont été diffusées lors du séminaire de restitution final.

Cette communication, bien que chronophage, a constitué un des facteurs de réussite de la démarche en apportant de la transparence aux participants. Tous les supports utilisés lors des ateliers et tous les livrables ont été mis en ligne sur un drive. Ce dernier n'a cependant pas toujours été accessible aux participants du fait de difficultés informatiques.

#### → Pistes d'amélioration

- Il serait pertinent de relayer la démarche de prospective via les sites internet locaux de la DRAAF et/ou des DDT pour gagner en visibilité et faciliter la communication entre les différents services.



#### 4.2.5 La transposabilité / reproductibilité à d'autres territoires

La méthodologie employée pendant la démarche, tant au niveau de l'animation que de l'accompagnement est tout-à-fait transposable dans d'autres territoire.

Les enjeux dominants, et donc la nature des résultats obtenus varieront forcément d'un territoire à l'autre.

Les résultats obtenus par la démarche de prospective, spécifiques aux enjeux des aires urbaines, sont plus difficilement transposables à d'autres types de territoire. La méthodologie pourrait être appliquée à d'autres types de territoire, avec des enseignements intéressants :

- En milieu rural avec la présence de « grandes filières », où le rôle de l'Etat est potentiellement stratégique dans des zones moins riches en ingénierie, et où il est possible de faire un lien avec les contrats de ruralité
- En milieu littoral, où les espaces agricoles sont souvent en fort recul et très mités face à la pression touristique, mais également protégés par la loi Littoral que « défendent » les services de l'Etat, avec parfois beaucoup de difficultés
- En milieu montagnard, où l'on retrouvera l'enjeu des filières d'élevage (performance économique, transmission, capacité d'adaptation...), avec des difficultés plus spécifiques liées à l'éloignement des outils de transformation (abattoirs), le coût des transports, le risque des arrêts de collecte laitière... Des secteurs où les enjeux d'aménagement du territoire peuvent totalement dépasser la capacité d'intervention des intercommunalités.



### 4.3 Le bilan par les acteurs eux-mêmes : les retours des questionnaires

Les questionnaires d'évaluation révèlent que les participants ont **apprécié les méthodes d'animation** des ateliers mais que les **temps de restitution ont été plus difficiles** à suivre.

#### Méthodes d'animation

---

Les participants ont tous relevé que la méthode de travail de l'atelier 1, un diagnostic sur carte, était intéressante, interactive et favorisait une bonne participation des acteurs. Les participants auraient souhaité bénéficier de davantage de temps de parole pour prolonger les débats. Dans les trois territoires, les participants au deuxième atelier ont trouvé l'exercice sous format d'ateliers tournants intéressant. Les discussions en petits groupes permettent de donner de la profondeur aux discussions et de ne pas survoler les thématiques. Ce format favorise également une meilleure connaissance des autres acteurs du territoire. Les participants du troisième atelier ont apprécié la méthodologie de l'atelier. L'organisation en petits groupes ouvre la voie à des échanges constructifs et une discussion approfondie. Comme pour les ateliers précédents, les participants ont souligné l'intérêt résidant dans la **confrontation de convictions et d'a-priori**. Ces échanges ont apporté des connaissances nouvelles à certains participants, par exemple sur la protection de zones agricoles et sur les relations « urbains-ruraux ».

#### Temps de restitution

---

Si la restitution collective a l'avantage de permettre à tous d'être informés de la totalité des échanges, elle est chronophage et les participants peuvent assez rapidement « décrocher » de la discussion. Les participants ont noté une **bonne prise en compte de leurs avis** et de leurs expertises dans la synthèse réalisée en fin d'atelier 1, où une synthèse collective orale a été effectuée.

Pendant le deuxième atelier, un temps libre de lecture des hypothèses affichées au mur a été organisé en guise de restitution, afin d'éviter la lourdeur d'une restitution orale collective (plus de 70 hypothèses ont été formulées). Cependant, les participants n'ont pas forcément eu le temps de lire toutes les hypothèses produites. Suite à l'atelier 3, les participants ont fait remarquer la difficulté à suivre l'intégralité de la restitution. En effet, un membre de chaque groupe était chargé de restituer en 5-10 minutes les points essentiels d'une discussion d'une heure.

De manière générale, les acteurs ont apprécié **la qualité des échanges**, notamment lors des temps de travail en petits groupes. La démarche a permis la rencontre avec des acteurs dont l'activité professionnelle diffère de la leur, suscité la **diversité des points de vue**.

La figure 53 schématise les remarques des participants concernant l'évaluation globale de la démarche de prospective participative.

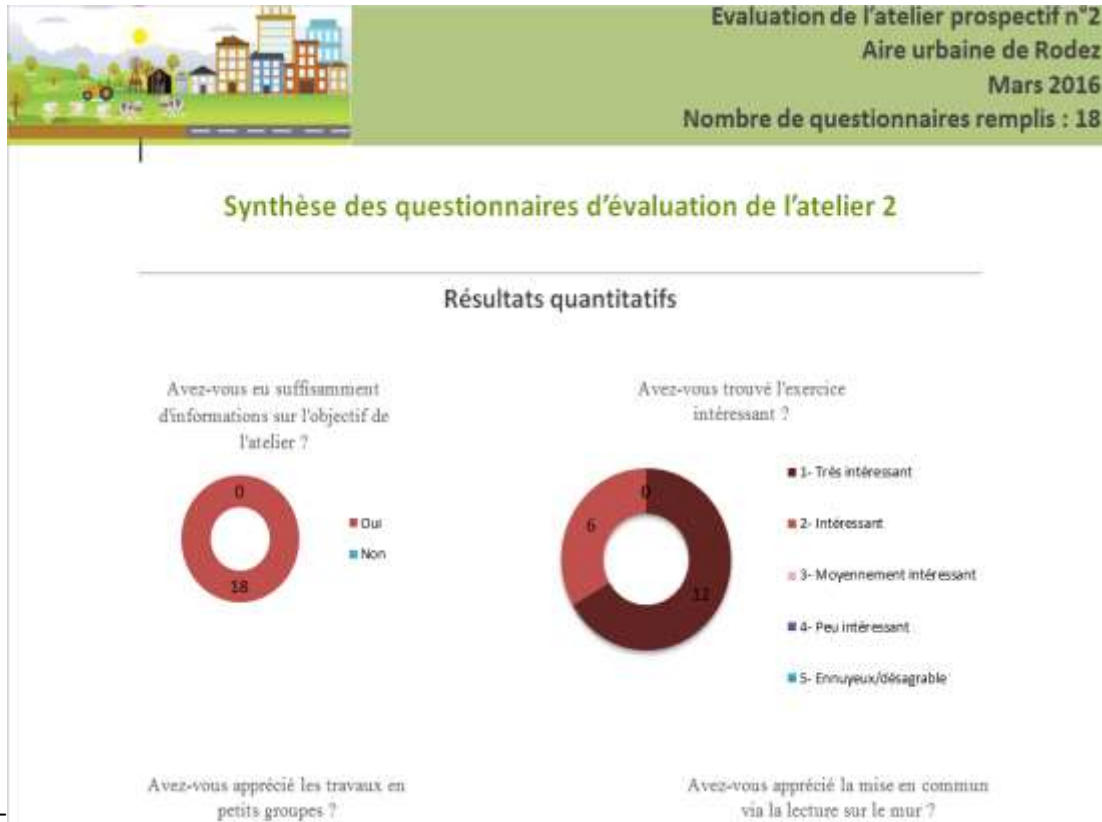


Figure 66 : Exemple d'évaluation de l'atelier 2 à Rodez

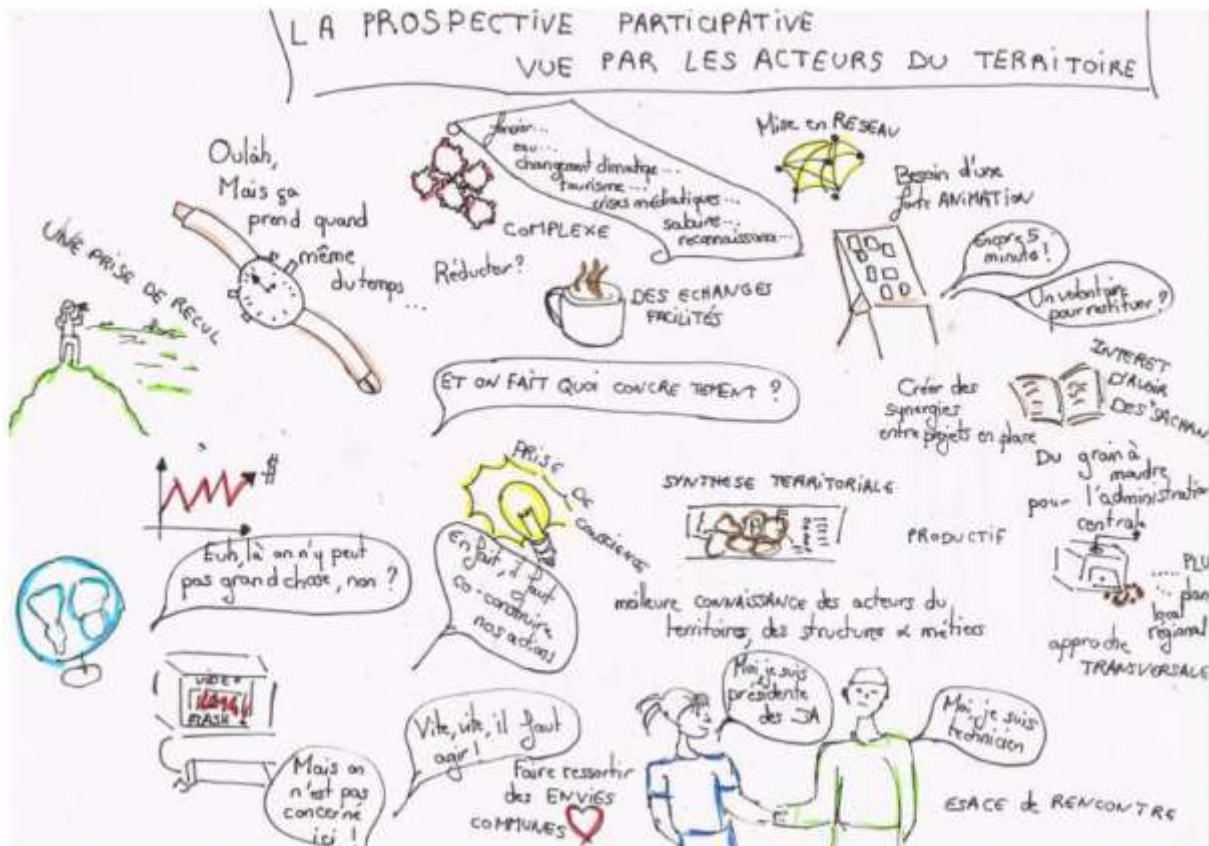


Figure 67 : La prospective participative vue par les acteurs du territoire - Réalisation : Clara Voirol, Blezat Consulting





### → Pistes d'amélioration

En réponse aux appréciations des participants dans les questionnaires d'évaluation, il serait pertinent :

- De prendre davantage de temps au lancement de la démarche pour expliquer ses objectifs et son déroulement ;
- D'intégrer dès le départ la nécessité de concevoir des supports de communication adaptés pour la restitution du travail final (ex. vidéos)

## 4.4 Synthèse des pistes d'améliorations proposées

En résumé, les différentes pistes d'amélioration de la démarche sont les suivantes :

- Le fond :
  - Modifier le format des ateliers, en fusionnant par exemple deux ateliers afin de maximiser le taux de participation
  - Dédier davantage de temps à l'explication des objectifs de la démarche lors du 1<sup>er</sup> atelier
- Implication service de l'Etat :
  - Intégrer davantage du service agricole au lancement de la mission pour acquérir une meilleure connaissance des acteurs, des filières, etc.
- Animation de l'atelier :
  - Relayer la démarche de prospective via les sites internet locaux de la DRAAF et/ou des DDT pour gagner en visibilité et faciliter la communication entre les différents services
  - Envoyer aux acteurs un petit document préparatoire de vulgarisation à la méthode des scénarios dynamiques en amont du premier atelier pour expliquer à priori la logique d'enchaînement de la démarche prospective sur les quatre ateliers
  - Prendre davantage de temps au lancement de la démarche pour expliquer ses objectifs et son déroulement
  - Concevoir des moyens de restitution innovants.



## 5 Conclusion

Cette étude réalisée en 2017 avec le concours de Blezat consulting a été portée par les services de l'Etat dans une posture d'accompagnement des acteurs des territoires. Le caractère expérimental et le cadre informel de réflexion propre à cette démarche prospective a permis aux acteurs de se projeter dans un futur proche, 2035. L'adhésion des acteurs à la démarche est la clé de la réussite. De ce point de vue le travail engagé conjointement par le bureau d'étude et les services de l'Etat a permis de gagner la confiance des participants et de s'engager dans une démarche participative. La phase préparatoire est essentielle pour mettre en place une comitologie, un processus de mobilisation des acteurs, une méthodologie et une animation. Le diagnostic territorial élaboré avec les acteurs constitue une étape d'écoute et de compréhension du territoire incontournable pour obtenir l'adhésion à la démarche. La co-construction des scénarios résulte de la participation active, des réflexions portées par chacun des participants et des fortes interactions dans les ateliers soutenues par le dispositif méthodologique et d'animation. Ce dernier n'était pas figé mais adaptée au fil de l'eau. Les ateliers prospectifs des 3 territoires ont été très riches et ont produit beaucoup de matière à chaque stade. Tous ces éléments ont été utilisés pour élaborer en chambre des scénarios cohérents. Au final, ce sont 3 scénarios pour chaque territoire qui ont pu être assemblés à partir des travaux de 2 ateliers prospectifs. L'objectif était d'avoir des scénarios contrastés pour permettre aux participants de se positionner sur le positif et le négatif de se projeter vers les leviers d'action pour engager le territoire vers le souhaitable.

Les scénarios sont souvent assez proches quel que soit le territoire où ils ont été produits. C'est le cas d'un scénario « agro-business » tourné vers la compétitivité, l'innovation et la robotisation, dont les germes sont perceptibles dans les filières longues actuelles. C'est également le cas de scénarios de résilience et d'adaptation au changement climatique, dans lesquels l'agriculture doit s'adapter aux effets du changement climatique, tout en répondant à des attentes sociétales multiples en terme de qualité, de préservation de l'environnement, et d'économie locale. Des scénarios plus spécifiques aux différents territoires ont également vu le jour. Celui de la métropolisation à Montauban/Castelsarrasin-Moissac qui pousse à l'extrême le développement urbain, et repousse l'agriculture dans les zones non constructibles ou éloignées, en la privant des principales ressources pour produire : les terres les plus fertiles et l'eau (non disponible pour l'irrigation). Plus positif pour l'agriculture locale, le scénario de la valorisation des ressources sur l'aire urbaine de Rodez s'appuie sur les spécificités locales : identité aveyronnaise, image nature des productions, dynamique collective des filières agricoles pour tirer son épingle du jeu dans la compétition nationale et internationale, en produisant des viandes haut-de-gamme. L'effet pervers de ce scénario est cependant la difficulté d'accéder aux productions locales pour les ruthénois. Enfin, des scénarios s'appuyant sur la question de la gouvernance alimentaire du territoire ont également été construits, valorisant la politique d'autonomie alimentaire de la ville d'Albi par exemple, mais également les nombreuses initiatives en cours, afin de valoriser localement les productions locales.

Au-delà des scénarios produits qui apportent un éclairage aux décideurs locaux sur l'avenir de l'agriculture dans les aires urbaines et qui identifient les leviers de l'action pour une stratégie des territoires en matière agricole, cette étude constitue un nouveau cadre de réflexion pour l'action de l'Etat dans l'accompagnement des territoires. La vision prospective des territoires est un outil précieux pour adapter l'action publique, développer des approches intégratrices qui concourent à améliorer et développer le dire de l'Etat, agir pour freiner la consommation de terres agricoles, repositionner l'agriculture en tant qu'activité économique centrale, proposer des modalités de gouvernance du territoire qu'elles soient prospective ou alimentaire.

Comme tout processus expérimental, cette étude pose aussi des questions. Les décideurs locaux ne sont pas toujours convaincus par la démarche et manifestent leur intérêt de manière discontinue. Il



s'agit des élus mais aussi des chefs d'entreprises souvent peu disponibles et ayant des agendas peu favorables à un engagement sur plusieurs mois. C'est une difficulté majeure qui pose la question du portage « politique » et rend compliqué la phase de transition entre études et identification des porteurs de projet pour décliner les actions qui résultent de cette dynamique.

Ce type d'étude réalisé avec le concours d'un bureau d'étude nécessite également un fort investissement des services de l'Etat pour piloter, suivre au plus près la démarche pour être en mesure de capitaliser. La co-construction méthodologique avec le bureau d'étude et l'appui des services départementaux sont des clés de la réussite d'un portage Etat, en particulier pour un service régional. S'engager dans une telle démarche exige de bien mesurer au départ l'investissement humain qu'il est nécessaire de dédier non seulement à l'étude mais aussi à ses prolongements.

Tout au long de l'étude, des éléments de réflexion ont été évoqués dans les trois territoires :

- Le besoin de maîtrise du prix du **foncier**,
- Le souhait de conserver les **emplois** agricoles,
- La volonté de mettre en place une agriculture plus **équitable**,
- Le **refus du repli** sur soi,
- Les inquiétudes sur l'intensification de la production (et ses impacts sur l'eau, la santé, les emplois),
- Les combinaisons possibles entre les modes de production,
- La volonté de **mise en relation** des acteurs.



## 6 Références bibliographiques

- De Jouvenel H., 2004, « *La démarche prospective, un bref guide méthodologique* », Les Docs d'Aleph n°7, janvier, 15 p.
- Fourny M.C., Denizot D., 2008, « *La prospective territoriale, révélateur et outil d'une action publique territorialisée* », *Territoires en action et dans l'action*. Sous la direction de Rodolphe Dodier, Alice Rouyer, Raymonde Séchet. Presses universitaires de Rennes. 2007, p. 29-44
- Insee, 2011, Zonages d'études : Méthode d'actualisation du nouveau zonage en aires urbaines 2010, 13 p.
- Insee, 2016, Définitions : Aire urbaine
- Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée, Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation 2016-2021
- Chambre régionale d'agriculture d'Occitanie, Agri'scopie Edition 2017
- Agreste, Recensement de l'agriculture 2010
- Agreste, Recensement de l'agriculture 2000
- Direction départementale des Territoires de l'Aveyron, 2016, Prospective agricole, Un état des lieux de l'aire urbaine ruthénoise, 41 p.
- Direction départementale des Territoires du Tarn, 2016, Un état des lieux de l'aire urbaine albigeoise (hors domaine agricole), 53 p.
- Direction départementale des Territoires du Tarn, 2016, Etude prospective agricole 2035, Un état des lieux du Tarn-et-Garonne, 93 p.